

Transnational Associations

The review of the Union of International Associations



3/96

Other voices in
world politics

La faim et la pauvreté
dans le monde

Revue bimestrielle
n. 4 - juin 96
Bureau de dépôt Bruxelles X

Associations transnationales

La revue de l'Union des associations internationales

Transnational Associations is a unique bilingual journal whose aim is to deal with major current problems within the perspective of international nongovernmental organizations. It is intended to provide a forum for authoritative information and independent reflection on the increasing role played by these organizations in the international system, and on its philosophical, political, economic or cultural implications.

The approach is intrinsically interdisciplinary, and calls for both specialist expertise and practitioner experience in transnational association matters. *Transnational Associations* provides background information about the actions and achievements of international associations, and insight into their interrelations with intergovernmental organizations. It covers a wide range of topics, among which social organization, humanitarian law, scientific cooperation, language and culture, economic development, to cite just a few.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UIA, clarifies general awareness concerning the association phenomenon within the framework of international relations and, in particular, informs associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them. Contributors to the journal review include association officers, research workers and specialists of association questions who engage only themselves.

Founded in Brussels in 1907 as the Central Office of International Associations, the UIA became a federation under the present name in 1910 at the 1st World Congress of International Associations. Activities were closely associated with the Institut international de bibliographie, which later became the International Federation for Documentation. Its work contributed to the creation of the League of Nations and the International Institute of Intellectual Cooperation (the predecessor of UNESCO). During the 1920s, the UIA created an International University, the first of its kind.

The UIA has consultative relations with UNESCO, UN/ECOSOC, and ILO. It collaborates with FAO, the Council of Europe, UNITAR, and the Commonwealth Science Council.

Associations transnationales est la seule revue traitant des grands problèmes contemporains dans la perspective des organisations Internationales non gouvernementales. Elle se propose d'apporter des éléments d'information provenant des sources les plus autorisées, propres à susciter une réflexion indépendante sur l'affirmation du rôle joué par ces acteurs dans le système international et sur les aspects philosophiques, politiques, sociaux et culturels de cette évolution.

La visée adoptée est essentiellement interdisciplinaire et fait appel au savoir comme à la pratique des spécialistes du champ d'action des associations transnationales. Les documents, articles et études publiés par Associations transnationales traitent également des liens établis entre celles-ci et les organisations intergouvernementales. Les domaines couverts s'étendent aux problèmes de société, au droit humanitaire, à la coopération scientifique, aux questions linguistiques et culturelles, au développement économique ou à tout phénomène affectant la vie de ces associations.

Le programme de la revue, conformément aux buts de l'UIA, vise à éclairer l'opinion sur la signification de la dimension associative des relations internationales, notamment en informant les associations au sujet des questions qui relèvent de leurs domaines ou affectent leurs intérêts communs. Les textes des auteurs publiés par la revue (dirigeants d'associations, chercheurs et spécialistes des questions associatives) n'engagent que leur opinion.

L'UIA a été créée officiellement en 1910 à Bruxelles au cours du premier congrès mondial des associations internationales. Ses fondateurs, le Sénateur Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix 1913 et Paul Otlet, Secrétaire général de l'Institut international de bibliographie, avaient mis sur pied en 1907 l'Office central des institutions internationales • auquel l'UIA succéda sous la forme de fédération. En 1914, elle regroupait 230 organisations, soit un peu plus de la moitié de celles qui existaient à l'époque. L'UIA devait incarner; dans l'esprit de ses fondateurs, les aspirations internationalistes et les idéaux de paix qui animaient les associations et qui allaient aboutir en 1920 à la création de la Société des Nations.

L'UIA a obtenu le statut consultatif auprès de l'ECOSOC, de l'UNESCO et de l'OIT. Elle collabore avec l'UNITAR, la PAO et le Conseil de l'Europe. Elle entretient des relations générales et ponctuelles avec les organisations régionales.

Relations entre les organisations non gouvernementales
et les Nations unies
par Andrew E. Rice et Cyril Ritchie
Page 126

Conférence sur la faim et la pauvreté : panorama de la situation
IFAD
Page 139

Beyond Globalism and developmentalism : other voices in world
politics
by Peter Waterman
Page 163

Association News
Vie associative
Page 181

New international organisations
Nouvelles organisations internationales
Page 184

Transnational Associations
Associations transnationales

Relations entre les organisations non gouvernementales internationales et les Nations Unies

Document de recherche et de politique

par Andrew E. Rice et Cyril Ritchie *

Préambule

Les organisations internationales non gouvernementales jouent un rôle sans cesse plus important dans la vie nationale et internationale, qu'il s'agisse de promouvoir la démocratie, de garantir les droits et les libertés, de préserver l'environnement, d'établir des normes techniques et professionnelles, de favoriser le renouveau de l'éducation et de la culture, de faire reculer les limites de la science et de la recherche ou de garantir la survie des victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

Cette énumération s'applique tout aussi bien au rôle des institutions et organisations du système des Nations Unies, myriade sans égale d'efforts humains visant aussi à améliorer la condition de l'homme.

L'établissement de relations réciproques entre les OING et le système des Nations Unies a été l'un des faits marquants de ces cinquante dernières années, permettant de tirer parti de l'expérience acquise par la Société des Nations avant 1939 et de l'élargir considérablement. Ces relations n'ont pas été suffisamment étudiées car elles ont subi de nombreuses transformations, et l'on ne s'est pas assez préoccupé de savoir comment l'on pouvait et l'on devait les développer davantage dans les décennies à venir de sorte que tous les efforts soient dirigés sur la tâche essentielle qui consiste à rendre le monde meilleur, plus sûr, plus propre, plus sain... un monde dans lequel tous les hommes ont la possibilité d'accomplir leur vie dans un esprit de justice. Tels sont les objectifs des Nations Unies; tels sont les objectifs de la communauté non gouvernementale.

Le document présenté ci-après est une tentative de deux membres de l'UAI d'étudier comment ces deux groupes d'acteurs déterminants sur la scène internationale ont oeuvré ensemble, ou parfois chacun de leur côté, au cours de ces quelque cinquante dernières années. Les auteurs proposent des recommandations générales et spécifiques concernant les possibilités d'améliorer, séparément ou ensemble, les performances des deux parties à l'avenir. Ce document constitue une contribution à la réévaluation qui accompagne le 50ème anniversaire des Nations Unies célébré en 1995.

Introduction

Cinquante ans après la fondation des Nations Unies, les associations transnationales, que l'on appelle habituellement organisations internationales non gouvernementales ou OING, sont devenues des acteurs de premier plan sur la scène internationale. L'apparition de ces organisations au cours des deux dernières décennies constitue l'un des événements mondiaux les plus frappants de la fin du XXe siècle. Bien que toujours insuffisamment reconnues par certains spécialistes des relations internationales, les OING sont devenues une troisième force importante dans les systèmes internationaux accompagnants mais n'égalant toutefois pas encore le rôle grandissant des organisations intergouvernementales sur la scène politique et la mondialisation rapide des relations commerciales sur le plan économique. Comme il a dit récemment le secrétaire général des Nations Unies lui-même, "les ONG constituent une partie essentielle de la légitimité sans laquelle aucune activité internationale ne peut avoir un sens".

Les OING sont l'expression transnationale au plan organisationnel de ce que l'on appelle de plus en plus maintenant la "société civile", ce qui, selon Monsieur Nitin Desai, sous-secrétaire général des Nations Unies, est "la sphère dans laquelle les mouvements sociaux s'organisent autour d'objectifs, de communautés et d'intérêts communs". La société civile ainsi définie se compose elle-même (d'après "Action 21" de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement) de principaux groupes qui reflètent ces divers intérêts¹.

L'importance nouvelle des OING résulte spécifiquement de plusieurs changements importants dans la société humaine. Parmi ceux-ci il faut citer :

1. Le développement considérable des organisations non gouvernementales aux niveaux local et national, particulièrement dans les pays du tiers monde mais aussi dans les Etats en transition de l'ancien bloc soviétique. Le processus graduel de développement et celui plus accéléré de la démocratisation ont progressivement libéré les

* Andrew E. Rice est conseiller et ancien délégué de la Société internationale pour le développement (International Society for Development (ISD)). Cyril Ritchie est président de la Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève/Fédération of Semi-Official and Private International Institutions Established in Geneva (FIIG). Le présent document est la traduction française de l'original anglais publié dans le numéro 5/1995 d'Associations *transnationale* n° 1.

(1) L'expression "principaux groupes" n'est pas aussi nouvelle qu'elle paraît, puisque la résolution 1296 de 1968 du Conseil économique et social sur les ONG dont on reparlera davantage plus tard précisait entre autre qu'une ONG "doit représenter une proportion importante des principaux groupes de la population ou des personnes qui exercent des activités organisées dans le domaine particulier auquel elle se consacre".

capacités humaines des contraintes économiques, politiques et sociales de longue date. Tout comme dans le secteur économique l'entreprise privée acquiert de plus en plus d'importance, dans la société civile les citoyens dotés de nouveaux pouvoirs s'organisent spontanément et massivement pour promouvoir leur bien-être individuel et commun.

2. Au niveau international, les Nations Unies sont entrées dans une ère d'importance grandissante, favorisée d'une part par la fin de la guerre froide et d'autre part par la perception sans cesse plus aiguë que les gouvernements nationaux ne peuvent plus faire face seuls à des problèmes mondiaux de plus en plus nombreux tels que préserver l'intégrité de l'environnement naturel, éradiquer les maladies, lutter contre les stupéfiants et autres menaces à la sécurité et au bien-être de l'être humain. Aussi, petit à petit, les organisations intergouvernementales qui composent la famille des Nations Unies sont-elles amenées à assumer de nouvelles responsabilités. Le concept de "gouvernance globale" (bien qu'il ne s'agisse pas encore de "gouvernement global") est désormais accepté par tous.
3. Une partie intégrante de ces changements a été l'avancée remarquable ces dernières années des techniques de communication. Des contacts immédiats et directs entre les personnes et leur organisation n'importe où dans le monde sont désormais possibles, et tout porte à croire que l'accès immédiat à toute forme d'information continuera à se développer rapidement.

Ces trois éléments de croissance d'organisations de citoyens à tous les niveaux de la société, besoin impératif de prendre des mesures globales face à des problèmes globaux et facilité remarquable de communications immédiates, ont été les pierres angulaires du développement des organisations non gouvernementales au niveau mondial et ont abouti à multiplier les relations entre ces organisations et la famille des Nations Unies. Comme l'a dit le sous-secrétaire général, Monsieur Desai, "les ONG... n'ont plus des rapports de consommateurs avec les

Nations Unies. Elles ont assumé de plus en plus leur rôle de promoteur de nouvelles idées, elles ont sensibilisé la communauté mondiale aux problèmes nouveaux, et elles ont développé des aptitudes et des capacités qui... sont devenues indispensables aux travaux des Nations Unies, tant au niveau politique qu'opérationnel."

L'évolution de ces relations est le sujet du présent document qui est offert comme contribution de l'Union des associations internationales à la réévaluation d'ensemble du système multinational global qui est en cours à l'occasion du 50ème anniversaire de la création des Nations Unies en 1945. Il semble opportun que l'UAI (Union des associations internationales) apporte une telle contribution, étant donné que c'est le centre indépendant de documentation et de publication le plus ancien (il a été créé en 1910) concernant les ONG internationales. Les deux auteurs du document sont membres du Conseil exécutif de l'UAI et ils la représentent aux Nations Unies.

Les auteurs ont puisé dans les abondantes archives de l'UAI. Plus important peut-être, ils se sont largement appuyés sur l'expérience de leur propre participation aux activités des OING, pendant près de 40 ans chacun, ainsi que sur les informations et les idées fournies par de nombreuses autres personnes qui ont été impliquées à un moment ou à un autre dans les rapports entre le système intergouvernemental international et le monde international des ONG. Nous leur sommes reconnaissants et nous faisons honneur à leur contribution en la mentionnant dans un document déposé au siège de l'UAI.

En examinant ces questions, les auteurs ont choisi de se concentrer sur ce qui leur semblait le plus important. Avant 1990, la littérature sur les rapports OING/ONU était peu abondante; elle s'est considérablement étoffée dans les années qui ont suivi. Les lecteurs du présent rapport qui souhaiteront obtenir des informations sur les questions abordées brièvement, ou qui s'intéressent aux relations des OING avec les membres du système de l'ONU autres que l'ONU proprement dite, trouveront dans la liste de référence jointe une source précieuse d'informations supplémentaires.

Pour bien situer les questions examinées ici, il serait peut-être utile de donner une brève description des relations ONU/OING à mesure qu'elles ont évolué au cours des 50 dernières années.

L'Article 71 de la Charte des Nations Unies peut être considéré comme le point de départ de la coopération des OING avec les Nations Unies. Son inclusion dans le document adopté à San Francisco a été possible, ce dont tout le monde convient en général, parce que le gouvernement des Etats-Unis, soucieux d'attirer le soutien du public pour le nouvel organe mondial, avait désigné un nombre important de responsables d'OING pour faire partie de la délégation américaine à la conférence. Pour tenir compte de leur influence, l'Article 71 prévoit que le Conseil économique et social de l'ONU peut prendre "toutes dispositions utiles pour consulter" les OING.

Après avoir pris quelques mesures initiales provisoires, le Conseil économique et social a bien pris de telles dispositions à sa dixième session aux termes de la Résolution 288B (1950) qui crée un système de reconnaissance des OING comportant trois catégories dotées de privilèges de consultation différents selon chacune d'entre elles. En 1968, ce système a été quelque peu modifié par la Résolution 1296 du Conseil économique et social, bien que la disposition essentielle concernant les trois catégories de statuts consultatif soit restée en l'état. La Résolution 1296 continue d'être appliquée aujourd'hui en tant que "charte" des relations officielles ONU/OING dans le domaine déterminant de la prise de décision, même si un groupe de travail de l'ONU envisage actuellement de la modifier (Une résolution parallèle, la Résolution 1297, traite des rapports des OING dans le domaine de la diffusion des informations sur les Nations Unies).

Un autre moment important dans l'histoire des relations ONG/ONU a été la création en 1948 de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, connue habituellement sous le nom de CONGO. Pendant presque 50 ans, cet organe de coordination

a servi de gardien des intérêts des ONG dans le système consultatif et de cadre à la coopération dans un certain nombre de domaines d'intérêt commun.

En 1972, l'interdépendance des ONG avec le système des Nations Unies s'est intensifiée de façon notable avec la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain organisée à Stockholm. Les ONG ont été attirées en grand nombre par cet événement, alors que plusieurs d'entre elles n'avaient pas eu au préalable de rapport avec l'organe mondial. Deux initiatives importantes prises par les ONG à Stockholm ont été le Forum des ONG qui s'est tenu parallèlement à la conférence officielle et le journal quotidien des ONG qui fournissait un compte-rendu immédiat (et souvent critique) des négociations qui auraient été sinon beaucoup moins accessibles au public. L'expérience de Stockholm a été répétée et élargie à toutes les conférences que les Nations Unies ont organisées ultérieurement dans les années 70 et 80 sur la population, l'alimentation, les femmes, l'habitat, la science et la technologie, etc.

Il faut souligner l'importance de la deuxième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue en 1985 à Nairobi, où plusieurs milliers d'ONG - la plupart, mais pas toutes, des organisations de femmes - sont venues manifester leur volonté que cette conférence aboutisse à des progrès tangibles et durables en créant des rôles et des responsabilités justes pour les femmes. Cette manifestation de pouvoir féminin n'est pas passée inaperçue aux yeux des délégations gouvernementales.

Dans les années 1990, les rapports des ONG avec les Nations Unies ont été encore davantage mis en lumière. L'événement qui a accéléré le processus a été la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement (CNUED), Conférence pendant laquelle la participation des ONG n'a jamais été autant recherchée par les organisateurs onusiens de la conférence officielle. Les limites traditionnelles du système consultatif établi (notamment ses critères et ses processus d'examen) ont été pour l'essentiel ignorés et des centaines d'organisations qui n'avaient pas été auparavant associées à l'ONU ont été encouragées à faire entendre leur voix. A leur tour, le rôle des ONG

ans la réalisation des objectifs de la conférence a été particulièrement soigné dans le programme d'action adopté à Rio.

Les conférences mondiales suivantes des années 90 ont dans une large mesure suivi le modèle de la CNUED, et il serait désormais inconcevable pour l'ONU de planifier un événement mondial sans la participation active du secteur non gouvernemental. C'est ce qu'a dit clairement le secrétaire général, Monsieur Boutros Boutros-Ghali, lorsqu'il s'est adressé aux représentants des ONG à l'ONU en septembre 1994 : "Je souhaite que vous vous sentiez ici chez vous. Il y a peu de temps encore, ces paroles auraient pu susciter de l'étonnement. Les Nations Unies étaient considérées comme une tribune réservée aux seuls Etats souverains. En l'espace de quelques années, ce comportement a changé. Les organisations non gouvernementales sont désormais considérées comme des participants à part entière de la vie internationale".

Les raisons fondamentales de ce profond changement ont été suggérées plus haut. Mais la transformation des relations ONU/OING ne s'est pas faite facilement. Pendant ces cinq dernières années, des questions litigieuses sont apparues et certaines sont aujourd'hui toujours sans réponse.

Toutefois, avant d'examiner ces questions, il est important de rappeler la diversité des relations qui se sont développées au cours des années et les avantages (tant pour l'ONU que pour les ONG) que l'expérience des précédentes décennies a rendu incontestables. Du point de vue des Nations Unies :

1. Les ONG peuvent offrir des connaissances et des conseils spécialisés, à la fois aux organes décisionnaires de l'ONU et au Secrétariat qui applique ces décisions;
2. Les ONG peuvent présenter le point de vue d'importantes collectivités dont les avis pourraient ne pas être suffisamment pris en compte par les délégations nationales mais qui sont importants pour une prise de décisions avisée;
3. Les ONG peuvent constituer d'importants canaux de diffusion de l'information pour

leurs membres et contribuer ainsi à combler les lacunes laissées par les reportages incomplets des médias sur les activités de l'ONU; 4. Les ONG peuvent renforcer l'appui aux programmes de l'ONU en menant des activités éducatives destinées à un plus large public (promotion de diverses "journées" proclamées par les institutions de l'ONU, dont la Journée mondiale de l'alimentation est un exemple) ou en recherchant des fonds (par exemple pour l'UNICEF);

5. Dans certains cas, une coopération étroite avec les ONG est indispensable pour que les institutions des Nations Unies mènent à bien leur mission; le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, par exemple, sous-traite et coopère largement avec les ONG dans la plupart des situations impliquant des réfugiés. De même, le PNUD a désigné certaines ONG en tant qu'agents d'exécution de projets qu'il finance.

Evidemment, les relations OING/ONU n'ont pas été à sens unique; les organisations non gouvernementales agissent dans leur propre intérêt lorsqu'elles demandent à l'ONU de prendre des mesures ou qu'elles sensibilisent le public aux activités de l'Organisation. Le cadre de l'ONU s'est également avéré utile en tant que mécanisme autour duquel renforcer la coopération entre ONG.

Relations de consultation

Malgré les nombreux liens tissés entre les mondes non gouvernemental et intergouvernemental, les relations de nature consultative sont restées au coeur de cette interaction. Depuis le début des années 90, et notamment après la CNUED, le schéma existant des relations a été l'objet d'un examen de plus en plus attentif. C'est pourquoi, en 1993, le Conseil économique et social a créé un groupe de travail spécial chargé de réexaminer les relations dont le rapport devrait être publié en 1996.

La question déterminante est évidemment de savoir quelles organisations seraient dotées d'un statut consultatif auprès des Nations Unies. A ce propos, il faut citer tout d'abord le

critère défini dans la Résolution 1296 qui précède notamment :

"L'organisation doit exercer son activité dans les domaines relevant de la compétence du Conseil économique et social. Les buts et desseins de l'organisation doivent être conformes à l'esprit, aux fins et aux principes de la Charte des Nations Unies. L'organisation doit s'engager à aider l'Organisation des Nations Unies dans son oeuvre et à faire connaître les principes et les activités des Nations Unies. L'organisation doit avoir un caractère représentatif et une réputation internationale bien établie. L'organisation doit avoir un siège reconnu et être dotée d'un chef administratif. Elle doit avoir une constitution, adoptée selon des principes démocratiques et contenant des dispositions selon lesquelles la politique de l'organisation doit être arrêtée par un organe représentatif. Les principales ressources de l'organisation doivent provenir essentiellement des contributions de ses affiliés nationaux ou des contributions versées par des particuliers membres de l'organisation."

La Résolution 1296, comme nous l'avons dit précédemment, contient également des dispositions permettant de classer les organisations en trois catégories. Les organisations de la Catégorie I sont des organes représentatifs importants dont les intérêts et les compétences s'étendent à une vaste gamme de sujets; la Catégorie II comporte celles dont les compétences s'étendent seulement à certains des domaines d'activités du Conseil économique et social; alors que les organisations figurant sur la Liste sont celles qui peuvent apporter en certaines occasions une contribution utile aux travaux du Conseil. Chaque catégorie jouit de droits différents, la capacité d'intervention étant plus importante dans la catégorie supérieure.

La pratique établie, pour qu'une organisation recherche une accréditation conformément à ces critères, a été de présenter une demande au Comité du Conseil économique et social chargé des organisations non gouvernementales. Une fois approuvée par le Comité, la décision ultérieure du Conseil économique et social a été dans la plupart des cas une pure formalité (La même procédure a été adoptée pour les rapports que chaque organisation accréditée

est tenue de présenter tous les six ans. Sur la base de ces rapports, ou en leur absence, le Comité peut recommander au Comité économique et social de supprimer le statut des organisations qui ne satisfont pas aux critères).

Pendant la guerre froide, ces critères n'ont pas toujours été respectés par le Comité qui se souciait souvent davantage de maintenir un équilibre idéologique entre les organisations dotées du statut consultatif. Toutefois, le système est resté pour l'essentiel en l'état jusqu'au début des années 90 lorsque, comme nous l'avons déjà dit, le nouveau cycle des conférences mondiales de l'ONU, à commencer par la CNUED, a mis en contact avec l'ONU de nombreuses ONG qui n'avaient pas cherché préalablement à établir de rapports. En fait, les organisateurs de la CNUED, qui ont appliqué des critères beaucoup plus simples (pour l'essentiel une simple manifestation d'intérêt pour les questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence), ont accrédité des centaines d'ONG qui ont pu participer aux travaux préparatoires et à la conférence elle-même.

Des tensions sont immédiatement apparues entre ces "nouvelles" ONG et certaines autres qui bénéficiaient depuis longtemps des privilèges liés à leur statut auprès du Conseil économique et social, certaines d'entre-elles depuis des décennies. Ayant acquis un statut à la CNUED, ces nouveaux groupes ont été initialement autorisés à bénéficier d'un statut vis-à-vis de la nouvelle Commission des Nations Unies sur le développement durable. Ensuite (lorsque les gouvernements ont réalisé qu'ils avaient permis que surgisse une catégorie complètement nouvelle de statut consultatif) le statut spécial CDD a été transformé d'un seul coup en un statut semblable à celui de la Liste du Conseil économique et social. Cela a évidemment donné à ces groupes le droit de participer aux conférences ultérieures des Nations Unies.

Il n'y a aucun doute toutefois que certaines des organisations admises sur la liste de la CNUED étaient loin de répondre aux critères précédemment en vigueur. Quelques-unes comprenaient à peine plus d'une poignée de personnel (on les appelait ING : individus non gouvernementaux) alors que nombre d'entre elles n'étaient absolument pas internationales.

Pourtant, il est également vrai de dire qu'elles comptaient des représentants - autant fin connaisseurs qu'éloquents - des mouvements de base des pays du Sud dont les points de vue auraient autrement à peine été entendus (Les représentants de certains de ces groupes ont pu participer aux travaux de la CNUED parce que leurs frais ont été remboursés par d'autres instances du système des Nations Unies comme le PNUD).

Quoi qu'il en soit, la question du statut des organisations nationales reste délicate. Le critère implicite de la Résolution 1296 selon lequel une ONG nationale ne peut être reconnue qu'avec l'approbation de son gouvernement signifie que des régimes autoritaires peuvent effectivement faire faire sa voix².

Limiter l'accréditation d'ONG nationales seulement à celles qui ne font pas partie d'une fédération internationale pourrait réduire au silence celles qui appartiennent effectivement à un organe international si cet organe n'a pas un certain poids ou ne peut pas les représenter de façon adéquate.

En fait, une telle disposition tendrait à affaiblir des ONG même lorsqu'elles fonctionnent de façon satisfaisante, étant donné que cela pourrait entraîner une désaffiliation de groupes nationaux qui souhaitent faire entendre leurs points de vue séparément.

Pourtant, le nombre croissant d'ONG semble rendre inévitable un examen très approfondi de leur accréditation. A cette fin, il se pourrait que les ONG aient besoin de commencer par mettre de l'ordre dans leurs affaires afin de s'assurer que ceux qui parlent en leur nom ont les compétences et un caractère véritablement représentatif.

Cela est particulièrement vrai lorsque des personnes ou des organisations réclament unilatéralement le droit de parler au nom de "la communauté des ONG", comme s'il s'agissait d'un bloc monolithique d'opinion. Un comportement irresponsable de ce type peut injustement compromettre la réputation de nombreuses organisations.

Pour le moment, il n'existe pas de mécanisme permettant aux ONG de s'autodiscipliner. Mais ne serait-il pas possible que la CONGO établisse un groupe de travail chargé

de réexaminer et peut-être de reformuler des critères qui pourraient être appliqués par tous les organes intergouvernementaux lorsqu'ils traitent avec les ONG?

La vitalité du monde des ONG risque de rendre difficile de limiter le nombre des accréditations. Vraisemblablement, leur nombre augmentera lentement et il est donc nécessaire d'étudier d'autres moyens de faire fonctionner le système sans surcharger la capacité de l'ONU aussi bien du point de vue temps que des ressources budgétaires.

La méthode officielle qui a permis traditionnellement aux ONG de faire usage de leur statut consultatif a été la communication d'exposés écrits au Conseil économique et social ou à ses organes subsidiaires ou, dans le cas des organisations de la Catégorie 1, la présentation de rares occasions de ces exposés oralement (Bien évidemment, des contacts personnels avec des membres des délégations nationales ou le personnel du Secrétariat ont été un autre canal important de communication).

La Résolution 1296 prévoyait déjà un moyen de limiter le flux de documents à un niveau raisonnable à savoir "lorsqu'il y a un certain nombre d'organisations qui ont des objectifs, des intérêts et des idées fondamentales semblables dans un domaine donné, elles devront, aux fins des consultations avec le Conseil, désigner un Comité mixte pour exercer des activités consultatives au nom de l'ensemble du groupe". Et, de fait, la présentation de déclarations conjointes, coordonnées souvent par les Comités de la CONGO, ont été pendant de nombreuses années une manière acceptée de présenter les points de vue des ONG. Le recours encore plus large à la procédure de signature de textes établis en commun serait de toute évidence bénéfique au bon fonctionnement du système consultatif.

Tout ce qui a été dit précédemment, et à vrai dire dans l'ensemble du document, est axé sur le statut consultatif des ONG auprès du Conseil économique et social, thème central de l'Article 71 et de la Résolution 1296. Toutefois, il ne faudrait pas ignorer les statuts consultatifs ou similaires accordés par un grand nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies, voire même par plusieurs organes du secrétariat

(2) Dans le cas de ce critère en particulier, il faut noter que le libellé de la Résolution 1296 "après consultation de l'Etat Membre intéressé, est pour l'essentiel identique au texte précédent, à savoir l'Article 71 de la Charte. En fait, cette restriction est la seule précision donnée dans l'Article 71.

(CNUCED, UNICEF, HCR, Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, PNUE, etc.). Ils comportent souvent bon nombre des caractéristiques propres aux relations consultatives avec le Conseil économique et social mais ce n'est pas invariablement le cas. Parfois, mais là encore pas toujours, un Comité ONG comparable à la CONGO regroupe les ONG reconnues par l'institution ou autre organe de l'ONU, et ce système fournit d'autres illustrations de processus interactifs. En s'inspirant des exemples éprouvés des Comités des ONG de l'UNESCO ou de l'UNICEF, ne devrait-il pas y avoir des organes consultatifs ONG établis pour tous les programmes et activités de l'ONU?

De tels comités seraient un moyen de véhiculer de façon cohérente et régulière les idées et les informations au profit de tous.

Des variantes de cette procédure pourraient comporter des "auditions" régulières (ce qui est mentionné dans la Résolution 1296, mais très peu mis en pratique) pendant lesquelles les ONG pertinentes et compétentes pourraient présenter des témoignages de spécialistes ainsi que des points de vue déterminants; des groupes de travail conjoints ONU/ONG spéciaux chargés d'examiner des problèmes spécifiques d'intérêt commun; et des séminaires ou réunions plus importantes pour une étude en profondeur d'un sujet ou d'un thème. Des dispositions relatives à de telles procédures sont prévues dans la nouvelle résolution que le groupe de travail sur les ONG du Conseil économique et social examine à l'heure actuelle et dont tout le monde se félicite.

La limite imposée actuellement à la participation des ONG est en général considérée comme déniait aux ONG un rôle direct dans les négociations entre les gouvernements membres des Nations Unies pour parvenir à un consensus politique. Mais dans la pratique, cette limite est de toute évidence en train de s'atténuer. Cela est vrai non seulement dans un sens indirect (c'est-à-dire la pratique de plus en plus fréquente d'inclure des représentants d'ONG dans les délégations nationales des Etats membres) mais aussi directement par la participation véritable de responsables d'ONG dans les débats de couloir et les réunions de plus en plus informelles qui caractérisent une grande

partie du processus de négociation à l'ONU. De plus, la participation d'ONG à l'élaboration, à la rédaction et à la négociation de nombreux conventions, pactes et traités des Nations Unies (sur les droits de l'homme, les stupéfiants, la torture, les espèces menacées, les enfants, la désertification, la diversité biologique, les femmes) a été remarquablement forte. En fait, le rôle des ONG a été si déterminant dans bon nombre de ces exemples qu'il est difficile d'imaginer comment les gouvernements pourraient raisonnablement se passer d'un apport intellectuel et spécialisé aussi essentiel³.

Conférences des Nations Unies

Les conférences et les sommets mondiaux des Nations Unies ont eu une importance telle dans l'élargissement du rôle des ONG aux affaires mondiales qu'il est nécessaire de les examiner de plus près. La tendance qui a prévalu à la CNUED (à savoir donner aux ONG un rôle participatif sans recourir à la procédure officielle d'acquisition d'un statut consultatif) a continué d'être appliquée pour les principales conférences qui ont suivi.

Chaque un d'elles, que ce soit sur la nutrition (1992), les droits de l'homme (1993), la population (1994), le développement social (1995), les femmes (1995) ou l'habitat (1996), ont été, ou seront, marqués par une présence importante et marquée des ONG, habituellement regroupés dans un forum ONG qui a lieu simultanément. Même si ces forums ont parfois plus ressemblé à une foire, nombre de groupes d'intérêts spécifiques y participant et les organisations de femmes en sont un exemple frappant - se sont organisés pendant plusieurs mois précédant la conférence et sont venus présenter un programme qu'ils se sont engagés à défendre énergiquement.

Les ONG peuvent agir ainsi parce qu'elles ont accès aux lieux officiels des conférences - bien qu'en nombre restreint en raison des limitations d'espace - et qu'elles ont la possibilité de rencontrer les délégations officielles pour faire entendre leurs points de vue. Cela a lieu de façon informelle grâce à des contacts personnels avant et après les sessions officielles.

(3) A cet égard, une déclaration de l'ambassadeur du Mexique aux Nations Unies en avril 1995 esc d'un intérêt particulier. Son Excellence Miguel Marín Bosch a fait ces remarques dans le cadre de la Conférence sur le Traité de non prolifération, mais elles sont de toute évidence d'une portée plus générale: "Les Nations Unies seront une tribune mieux adaptée le jour où les positions adoptées par toutes les délégations sur routes les questions se rapprochent du meilleur des ONG. Nous savons tous que les Nations Unies commencent à réaliser leur potentiel dans le domaine du désarmement lorsque notre rôle en tant que représentants des gouvernements et vos efforts en tant qu'ONG seront si imbriqués qu'il ne sera pas possible d distinguer la position d'un groupe de celle de l'autre..."

mais dans certains cas les représentants des ONG sont invités à prendre part à des discussions conjointes avec les délégués au cours desquelles le libellé d'une résolution est forgé sur un pied pratiquement d'égalité. Autrement dit, les ONG sont devenues très impliquées dans le processus de négociation réel.

La présence d'ONG à des conférences internationales a été également marquée par la pratique désormais bien établie de publier des journaux indépendants qui relatent au jour le jour les progrès de la conférence. Souvent très critiques des débats officiels, ces journaux quotidiens servent à la fois de garde-fous et de moyens pour les ONG d'exprimer leurs opinions. Ces journaux ont été si bien accueillis qu'il y en a désormais plusieurs à chaque conférence, certains publiés par des entrepreneurs que l'on ne peut que très vaguement classer dans la catégorie des représentants d'organisations non gouvernementales.

Le statut non renouvelable des conférences permet que les ONG qui ne jouissent pas d'un statut régulier auprès du Conseil économique et social soient accueillies en tant que participants accrédités. Cependant, beaucoup pensent qu'une telle accréditation ne devrait pas remplacer le système existant concernant la reconnaissance vis-à-vis des organes permanents des Nations Unies. L'opportunité est là pour toute organisation qui satisfait aux critères tout à fait valables de la Résolution 1296 d'acquiescer un statut consultatif.

Toutefois, il faut mentionner un genre spécial de conférence des Nations Unies dont le seul exemple d'envergure a été jusqu'à présent la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui s'est tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990. La Conférence de Jomtien n'était pas une assemblée diplomatique mais plutôt un événement organisé conjointement par quatre institutions de la famille des Nations Unies - le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale - où les représentants d'institutions multilatérales, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales ont eu l'égalité de statut. Tous ont participé pleinement aux débats de la conférence et à la rédaction de la déclaration finale. Le succès de la réunion de Jomtien suggère un modèle pour l'avenir.

En vérité, il est très encourageant qu'une nouvelle avancée allant dans ce sens se soit déjà produite en ce qui concerne HABITAT II (Istanbul, juin 1996). Le Comité préparatoire gouvernemental a recommandé à l'Assemblée générale de l'ONU que "pour garantir une participation large et significative des autorités locales, des organisations non gouvernementales et tout autre agent pertinent, HABITAT II doit devenir une conférence de partenariat (accueillant) des délégués désignés par des associations internationales représentant: les autorités locales, les professionnels intéressés; les chercheurs et les universitaires; les organisations non gouvernementales et communautaires; les organisations de jeunes; l'industrie, le commerce, la finance et les services; les syndicats, les parlementaires et les médias invités à la conférence". Cette attitude ouverte, vivement encouragée par le Secrétaire général d'HABITAT II, est un heureux présage.

Organiser les Nations Unies de façon à ce qu'elles coopèrent avec les ONG

Comment les Nations Unies devraient-elles être organisées pour traiter avec les ONG?

Les arrangements actuels font apparaître plus de désordre que d'harmonie. Il y a beaucoup de services de liaison entre les ONG et le Secrétariat des Nations Unies mais très peu de liens entre eux.

Comme on l'a déjà noté, le Comité chargé des ONG, organe subsidiaire du Conseil économique et social, supervise le processus consultatif. Composé de représentants gouvernementaux, le Comité ne s'est réuni qu'une fois par an, et parfois même tous les deux ans, et n'a jamais cherché à obtenir un mandat plus large.

Au sein du secrétariat qui dessert le Conseil économique et social, il y a la Section des ONG qui gère les procédures établies aux

termes de la Résolution 1296. Cette Section reçoit les demandes de statut consultatif ainsi que les rapports des organisations qui en ont déjà un. La Section des ONG à New York et les bureaux des ONG à Genève et à Vienne délèvent des pouvoirs aux personnes désignées par les ONG pour les représenter dans les villes respec-

ives et diffusent les documents présentés au Conseil économique et social par les ONG au titre de leur rôle consultatif. La Section des ONG à New York sert de secrétariat aux réunions du Comité chargé des ONG du Conseil économique et social et fournit des services au groupe de travail créé pour réexaminer le système consultatif.

Ailleurs au Secrétariat - à savoir au Département de l'information (DPI) - il existe un autre service de liaison avec les ONG. Celui-ci coopère avec toutes les ONG, et non pas seulement avec celles qui bénéficient de privilèges consultatifs, et il s'occupe avant tout de diffuser des informations concernant les Nations Unies à travers les canaux des ONG. Grâce à ce service, les ONG peuvent obtenir des documents et des publications et, une fois par an à New York, elles peuvent participer à la conférence des ONG du DPI qui a de plus en plus de poids et qui traite des questions actuelles inscrites à l'ordre du jour de l'ONU.

Indépendamment de ces deux entités au sein du secrétariat, il faut mentionner le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies, bureau inhabituel tant en raison de ses origines officieuses en dehors des structures législatives de l'ONU que parce qu'il est appuyé conjointement par toutes les principales institutions des Nations Unies. Ce Service, dont le siège est à Genève, mais qui dispose d'une annexe active à New York, se consacre en grande partie à faciliter et à encourager les travaux des ONG qui s'occupent de développement, de commerce et d'environnement. Au début, le SLNG était axé avant tout sur les ONG du Nord mais aujourd'hui il s'occupe d'aider davantage celles qui ont de solides racines dans le Sud. Le fait qu'il ait réussi à créer une base de financement diversifiée lui a conféré un statut étonnamment indépendant au sein du système des Nations Unies.

Il existe également d'autres services de liaison avec les ONG. Par exemple, l'unité du secrétariat qui traite des questions de désarmement a désigné un fonctionnaire chargé des liaisons avec les ONG dans son service qui s'occupe des études sur la paix. Au Département des affaires humanitaires, un fonctionnaire désigné par un groupe d'ONG y travaille à plein temps,

ce qui est une exception exceptionnelle de coopération novatrice et réussie. A une plus grande échelle, comme on l'a dit précédemment, les organes opérationnels, tels que l'UNICEF et le HCR, ont forgé des liens consultatifs et opérationnels solides avec leurs contre-parties et leurs supporteurs dans les ONG. Et dans le domaine des droits de l'homme, les ONG ont établi d'étroites relations avec le secrétariat de la Commission des droits de l'homme et elles participant de temps en temps aux délibérations de cette Commission sur un pied presque d'égalité avec les gouvernements, obligeant souvent ces derniers à défendre publiquement leur bilan en matière de droits de l'homme, non seulement du point de vue des principes généraux mais également de leur application cas par cas.

L'importance grandissante des ONG laisse penser que l'heure est venue de consolider et de renforcer certains de ces services de liaison. Le comité interne au Secrétariat de l'ONU qui regroupait tous les bureaux s'occupant des questions relatives aux ONG a été réactivé et l'une de ses principales tâches devrait consister à élaborer un plan permettant de fournir davantage de ressources, d'une manière plus rentable, pour permettre à l'ONU de mieux traiter avec la communauté des ONG. Tout en préservant soigneusement et sélectivement les liens spéciaux que certains services du secrétariat peuvent avoir établis avec les ONG dans leurs domaines de compétence spécifique, il faudrait qu'une unité centrale puisse favoriser les relations ONU/ONG et en assurer le suivi.

Exemples de relations spécifiques

La diversité des relations entre les ONG et l'ONU a déjà été illustrée par certains des exemples cités dans le présent document. Toutefois, il est utile de rappeler rapidement certains des autres cas les plus remarquables car ils montrent non seulement que les relations sont en perpétuelle évolution mais que dans le cas où les Nations Unies ont reconnu la compétence et l'importance de telle ou telle ONG, ou groupe d'ONG, il a toujours été possible d'"inventer" un rapport qui permette de faire avancer la cause à laquelle les deux parties croient et

pour laquelle elles travaillent.

Les exemples ci-après de relations spéciales n'ont pas nécessairement créé un précédent ni exclu l'émulation ou l'adaptation :

- La première année proclamée par l'ONU, l'Année mondiale des réfugiés (1959-60) a abouti à la création d'un groupement d'ONG pour l'année qui a été officiellement reconnu par l'ONU en tant que sa contrepartie et a été autorisé à défendre ses points de vue et à rechercher des fonds.
- L'UNESCO a encouragé, stimulé et pratiquement donné naissance à un certain nombre d'ONG qui bénéficient de subventions importantes et d'arrangements contractuels pour mettre en oeuvre une partie du programme de l'UNESCO.
- L'UNESCO fournit également un appui moral et financier relativement important à la Conférence et au Comité permanent d'ONG de l'UNESCO.
- Le Sous-comité sur la nutrition du Comité administratif de coordination de l'ONU encourage les ONG pertinentes et compétentes à participer sur une base d'égalité à ses délibérations non internes.
- Le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a beaucoup investi ces deux dernières années dans des consultations à l'échelle mondiale avec les ONG afin d'instaurer une coopération plus intense grâce au processus de partenariat dans l'action (PARINAC).
- La Banque mondiale a financé pendant plus d'une décennie l'ensemble du budget administratif du Comité des ONG auprès de la Banque dont bon nombre d'activités critiquent des programmes de la Banque et sont même conflictuelles.
- Pour la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'atténuation des catastrophes naturelles (1994), le Secrétaire de l'ONU a chargé un groupe mixte OIG/ONG/industrie d'organiser une session de la grande Commission.
- L'attaché de liaison avec les ONG du Bureau européen du PNUD a été choisi et détaché par une ONG.
- Pour inciter les gouvernements à réagir plus rapidement et plus adéquatement face à la

situation en Rwanda en 1994, deux ONG ont directement financé une partie d'une mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU.

- Le Fonds d'assistance pour les élections des Nations Unies a fourni une aide aux ONG pour qu'elles veillent sur des élections nationales dans des Etats membres.
- L'Organisation météorologique mondiale est associée à une OING pour un programme de coopération conjointe sur la recherche en matière de cyclone tropical, qui comporte notamment l'exploitation d'un système d'observation par un aéronef sans équipage.
- Les Volontaires des Nations Unies ont conclu un partenariat d'égalité avec une coalition d'ONG pour mettre en oeuvre le programme ECO-Bénévoles et en assurer le suivi.
- Le Comité de l'ONU sur les Droits de l'enfant applique la recommandation de la Convention d'associer des ONG à son travail en organisant des sessions auxquelles la communauté des ONG apporte la principale contribution.
- Le Comité de coordination UNICEF/ONG chargé des activités pour les enfants en Europe centrale et orientale est composé d'OIG et d'ONG participant sur un pied d'égalité en tant que fondateurs et membres.
- Parmi les nombreuses subventions accordées aux ONG, le PNUD a offert des ressources importantes pour des initiatives interrégionales dirigées par des ONG en vue d'aider les autorités locales et les groupes communautaires à mobiliser des ressources locales pour lutter contre les dégradations de leur environnement urbain.
- Tant l'UNICEF que le Centre des établissements humains de l'ONU offrent (et par conséquent financent) des rubriques dans leurs publications qui permettent au groupe d'ONG compétent de faire connaître nouvelles et points de vue.

Et, pour compléter ces exemples de la diversité des ONG et de leurs rapports avec l'ONU, qui peut oublier la déclaration du Président du Conseil de Sécurité du 13 octobre 1993 qui commençait par ces mots : "Le Conseil de Sécurité a appris avec consternation que le

bloccage par deux organisations serbes non gouvernementales se poursuivait...” ? En examinant la richesse et la diversité des rapports ONG/ONU, comme l'ont mis en évidence les exemples que l'on vient de citer, un élément qu'il ne faut toutefois pas oublier est le réel engagement de ressources entemps, argent et énergie que doivent consentir les ONG pour maintenir ces relations. Préserver des liens significatifs, voire un partenariat cohérent avec l'ONU, exige un investissement de la part des ONG que beaucoup sont incapables, ou même dans certains cas peu désireuses, de faire, étant donné que l'ONG-type (qui bien sûr n'existe pas!) s'occupe en tout premier lieu de satisfaire les besoins de la collectivité qu'elle dessert. Il n'est pas possible ici d'approfondir ce problème mais on ne peut pas non plus l'ignorer dans le monde réel des activités des ONG.

Directions futures

A l'avenir, dans quelle direction les relations entre l'ONU et les ONG évolueront-elles?

Tout d'abord, il semble probable, et souhaitable, qu'une plus grande interaction s'établisse au niveau régional. La plupart des ONG internationales ont des bureaux régionaux et les Commissions économiques et sociales des Nations Unies constituent un point de convergence naturel des activités de coopération. Le Conseil de la CONGO envisage d'organiser des consultations régionales, alors qu'un autre groupement d'ONG - celles qui sont enregistrées auprès du Département de l'information de l'ONU et qui ont établi un comité pour représenter leurs intérêts - a proposé la création d'un "Féseau ONG", ce qui consisterait à constituer un conseil national d'ONG à vocation ONU dans chaque pays et par la suite des conseils régionaux analogues dans chaque région.

Le deuxième fait nouveau à l'avenir sera presque certainement l'élargissement des relations des ONG au-delà des questions relevant de la compétence du Conseil économique et social. En fait, cela est déjà en train de se produire. Par exemple, des ONG ont été appelées à

participer à la surveillance par l'ONU d'un certain nombre d'élections. Et même si la Charte des Nations Unies ne confère aucune autorité constitutionnelle à la participation d'ONG à l'Assemblée générale, il y a eu en fait des interventions d'ONG à des moments où l'Assemblée s'est réunie en Comité plénier. Il n'est donc pas surprenant que le Groupe de travail spécial chargé par le Conseil économique et social de revoir le statut envisage d'inclure dans le texte révisé de la Résolution 1296 une phrase qui recommande à l'Assemblée générale d'étudier les moyens appropriés de renforcer la contribution des ONG aux travaux de l'Assemblée.

Une troisième nouvelle direction, mais il ne s'agit là que d'une ébauche, serait de concrétiser la présence des ONG aux Nations Unies en créant un organe permanent chargé de représenter les points de vue de la société civile. Cette idée a reçu un certain soutien, comme le montre le rapport récemment publié de la Commission sur la gouvernance globale *Our Global Neighbourhood* ("Notre voisinage global") qui propose la création d'un Forum de société civile, regroupant des représentants accrédités auprès de l'Assemblée générale qui se réuniraient chaque année avant la session annuelle de l'Assemblée.

Recommandations et conclusion

Pour terminer ce document, il serait peut-être utile de retenir les principales suggestions qui ont été faites à divers moments et de les résumer comme suit :

1. Le système actuel d'accréditation et de classement des ONG internationales aux termes de la disposition consultative de la Charte des Nations Unies esc en principe satisfaisant du point de vue des critères exigés pour acquérir un statut régulier. Etant donné que, conformément à ce système, les ONG nationales ne peuvent pas habituellement obtenir de statut consultatif (sauf pour celles qui figurent sur la Liste), il est très important que les OING reflètent les points de vue de leur collectivité nationale lorsqu'elles s'adressent au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires.

2. La communauté des ONG proprement dite devrait assumer une part des responsabilisés pour garantir que les critères de compétence et de représentativité sont respectés par les organisations qui cherchent à obtenir un statut consultatif ou qui en ont déjà un.
3. Il conviendrait d'élargir les modalités de consultation afin d'inclure tout un éventail d'interaction ONU/OING, notamment des auditions, des comités consultatifs permanents, des groupes de travail mixtes, etc.
4. Il faudrait élargir le cadre de la participation des ONG aux affaires des Nations Unies afin d'inclure spécifiquement les domaines touchant à la politique, à la sécurité et aux finances.
5. Un système d'accréditation des ONG distinct pour les conférences de l'ONU, permettant une plus large participation, serait opportun dans ce genre d'événements. Il faudrait favoriser la participation des ONG aux négociations des conventions et à l'élaboration des déclarations pendant ces conférences.
6. Il faudrait examiner plus à fond un autre type de conférences dans lesquelles les institutions internationales, les gouvernements et les ONG seraient des partenaires égaux en se fondant sur le succès de la Conférence de 1990 sur l'éducation pour tous.
7. Il faudrait rationaliser et renforcer la capacité du Secrétariat de l'ONU à traiter avec les ONG, étant donné que le système actuel de plusieurs bureaux non coordonnés n'est pas adapté à l'importance grandissante des ONG.

En outre, il semble presque évident que le renforcement des relations entre les OING et l'ONU pourrait être largement bénéfique dans deux domaines très préoccupants :
 a. A propos de la restructuration et de la réactivation de l'ONU qui est au cœur d'un grand nombre de débats et des discours tenus à l'occasion du 50ème anniversaire (et qui continueront de nombreuses manières étant donné que plusieurs institutions et organes des Nations Unies célèbrent leur 50ème an-

versaire dans l'année ou les deux années à venir), il faudrait davantage tenir compte des points de vue des ONG compétentes et pertinentes. Moultes idées les plus incisives - et sans aucun doute une grande part de bonne volonté en faveur de changements constructifs - émanent de la communauté non gouvernementale qui croit dans les principes de la Charte des Nations Unies et souvent même se passionne pour leur défense.

b. A plus long terme, le même genre de considération concerne l'application des accords, pactes, résolutions et programmes adoptés lors des diverses conférences mondiales et sommets des Nations Unies. Il n'est plus suffisant - cela ne l'a-t-il jamais été? - de supposer que les gouvernements prendront les mesures qui s'imposent pour respecter les promesses et les engagements qu'ils ont pris collectivement à ces conférences et sommets. Comme l'a écrit Madame Gertrude Mongella, secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 : *"La fin de la Conférence de Beijing est le début des activités de suivi nécessitant un effort concerté de la part des gouvernements, des ONG, des populations, aussi bien hommes que femmes"*.

Les ONG ont en effet un rôle déterminant à jouer au plan national et international pour aider et encourager les gouvernements et si besoin est les agacer et les blâmer - à prendre les mesures qu'ils ont approuvées dans les instances internationales. Les ONG sont devenues maintenant des acteurs importants avant, pendant et de plus en plus après les sessions gouvernementales de prises de décisions.

Leur importance a été une fois de plus soulignée par le secrétaire général des Nations Unies en janvier 1995. Ses paroles constituent une conclusion appropriée au présent document

"Les organisations non gouvernementales" a-t-il dit, "sont un élément fondamental dans la représentation du monde moderne. Et leur participation dans les organisations internationales est une manière de garantir la légitimité politique de ces dernières. Sur tous les continents, les organisations non gouvernementales continuent de se multiplier. Et cette évolution est inséparable de l'aspiration à la liberté et à la

Bibliographic choisie

La liste ci-après contient des références de documents publiés et non publiés particulièrement intéressants pour le présent document. Outre les éléments indiqués ici, les auteurs ont rassemblé un grand nombre de documents contemporains concernant les OING et l'ONU, certains d'entre eux tout ce qui fait officieux et fugitifs, qui leur ont permis d'étudier de près l'évolution des relations ONU/OING, auxquelles ils ont souvent eux-mêmes participé. Des sources d'information utiles ont été les journaux des ONG publiés aux récentes conférences mondiales de l'ONU, tels que Terri Vira, *The Earth Times*, Pan, Eco, et *Cross Currents* ainsi que les bulletins du Service de liaison non-gouvernemental des Nations Unies (*Le Messenger*), du Département de l'information de l'ONU (NGO/DPI Reporter) et de la CONGO. La revue de l'UAI, *Associations transnationales*, a également publié au fil des années des analyses et des articles particulièrement instructifs et détaillés.

Milani, A. Fouad, *Les Organisations non gouvernementales des Nations Unies*, 1952

Bock, Edwin A., *Representation of Non-Governmental Organizations at the United Nations*, 1955

Pickard, Bertram, *The Greater United Nations : An essay concerning the place and significance of international non-governmental organizations*, 1956

Commentaire sur l'Article 71 de la Charte des nations Unies et les

textes de base officiels, Bruxelles : UAI, 1956

Longarzo, Louis cornelius, *United Nations Social Commission and Non-governmental Organizations*, 1957

UNESCO. Directives Concerning Unesco's Relations with International Non-Governmental Organizations, Paris, 1960

Fischer, Georges, *Les organisations non gouvernementales et les institutions internationales*, 1961

Stosic, Borko D., LES ORGANIZATIONS NON-GOUVERNEMENTALES ET LES

Nations Union, 1964

BEUTUS, HAN JURGEN, INTERSESSENGRAPPEN INTERNATIONALEN ORGANISATIONEN, 1967

Malicky, Neal, *Religions Groups at the United Nations*, 1971

Merle, marcel, *Sociologie des relations internationales*, 1974

Commission to Study the Organization of Peace, *New Aspects of the International Protection of Human Rights*, 1977

Andemicael, Berhanykun, *Cooperative between NGOs and United Nations Agencies*, **Unitar, 1978**

Archer, Angus, *New Forms of NGO Participation in World Conferences*, UNITAR, 1978

Esterly, Henry & Joanne, *The Changing Role of NGOs in Recent*

UNITED NATIONS CONFERENCES : WALKING WITH THE PEOPLE (DOCUMENT -

ment préparé pour l'Association des études internatio-

nales), 1978

Rees, Elfan, *A Critique of the Consultative Arrangements between NGOs and ECOSOC*, UNITAR, 1978

Ahmed, A. Karim, *NGO Forum at the United Nations Conference on Science and Technology for Development, 1979* (rapport préparé pour le Comité sur la science et la technologie en faveur du développement de la CONGO), 1980

Huggard, Marianne, *Non-Governmental Organizations and the United Nations System : An Examination of Formal and Non-formal Consultative Relationships* (document préparé pour la CONGO), 1980

Saurwein, Virginia, *NGO Relationships with the UN through the Consultative Status with ECOSOC* (document préparé pour le Forum 1980 de l'UAI), Bruxelles, 1980

Scott, Bob, with Robert S. Jordan, *Interest Group Politics in Human Needs-Oriented Global Conferences*, Université de Caroline du Sud, 1980

Willets, Peter, ea., *Praam Groups in the Global System : The Transnational Relations of Issue-Oriented Non-Governmental Organizations*, 1982

Blodgett, Steven, *The Evolving Relationship between the United International NGOs : An Assessment of the Need for Institutional Reform*, 1984

NGOs in a changing United Nations : *Opportunities and Responsibilities* (rapport de la 15ème Assemblée générale de la CONGO), Genève, 1991

World Bank, *Approaches to Bank/NGO Collaboration* (document de travail par Catherine Stevulak and Ann Thomson), Washington, 1993

Kakabade, Yolanda (avec Sarah Burns), *Moves and Shpers : NGOs in International Affairs*, Washington. World Resources Institute, 1994

The Stanley Foundation, *The UN System and NGOs : New Relationships for a New Era?* (rapport de la 25ème Conférence sur les Nations Unies), Muscatine (Iowa), 1994

The Future of the NGO/UN Partnership (rapport de la 19ème Assemblée générale de la CONGO), Genève, 1994

Conseil économique et social des Nations Unies, Groupe à composition non limitée chargé de l'examen du statut consultatif avec les organisations non-gouvernementales, Document de travail destiné à la 19ème session de Groupe de travail à composition non limitée, New York, 1995

Thomas Weiss, ed, *Non-governmental Organizations, the United Nations and Global Governance* (livre publié en 1995 sous l'égide du Conseil académique sur les Nations Unies, Brown University).

La faim et la pauvreté dans le monde : panorama de la situation*

Introduction

La Conférence sur la faim et la pauvreté cherche à promouvoir, à travers ses participants, un réseau associant institutions publiques et organisations de la société civile au sein des nations et des communautés, pour mobiliser la volonté populaire de lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde. Ce réseau ne peut être efficace que si tous les partenaires, y compris la société civile, collaborent au développement. Il existe des milliers d'initiatives populaires qui libèrent la créativité et la capacité productive de millions de gens, qui aident des millions de personnes à passer de la pénurie à la productivité; mais on ne s'est pas suffisamment employé à analyser et à reproduire les résultats, et à les appliquer sur une plus grande échelle à d'autres régions pauvres. L'identification et la diffusion de ces initiatives, notamment de celles qui sont prises par des ONG et par la société civile en général, ainsi que la mise au point de méthodes permettant: de leur donner une nouvelle dimension, constituent l'objectif de la Conférence.

Plus spécifiquement, la Conférence poursuit cinq objectifs principaux: définir des secteurs d'action prioritaire pour lutter contre la faim et la pauvreté; identifier les programmes et les politiques les plus efficaces afin de les mettre en oeuvre; parvenir à un consensus sur ces priorités et forger des coalitions stratégiques pour une poursuite active de ces programmes et politiques; mobiliser la volonté populaire derrière ces efforts; mettre en garde les populations contre les conséquences de la passivité et de l'inaction pour les inciter à lutter contre le fléau grandissant de la faim et de la pauvreté. Ce document a essentiellement pour but de fournir un aperçu des problèmes les plus importants qui font l'objet de la Conférence.

Nature et dimensions des problèmes de la faim et de la pauvreté

D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 1990 près de 790 millions d'habi-

tants de pays en développement, soit 20% de leur population, souffraient de sous-nutrition chronique, en ce sens que leur apport énergétique quotidien sur un an était inférieur à celui qui est nécessaire pour maintenir le poids corporel et soutenir une activité très modérée¹. Au cours de la même année, environ 180 millions d'enfants d'âge préscolaire - 34% des enfants de moins de cinq ans du monde entier - présentaient une insuffisance pondérale indicatrice de malnutrition. Près de 400 millions de femmes en âge de procréer - 45% du total - ont un poids inférieur à 45 kg. Cela ne signifie pas que toutes sont mal nourries (ni que toutes les femmes pesant plus de 45 kg sont bien nourries), mais un poids aussi faible est un indicateur facile à obtenir, qui est plus ou moins lié à la sous-nutrition et indique souvent un risque obstétrique. La proportion va de 62% en Asie du Sud et de 44% en Asie du Sud-Est à 21% en Afrique subsaharienne et 10% en Amérique du Sud². Déshabillante à tous les âges, la malnutrition est particulièrement grave dans le cas des enfants d'âge préscolaire et des femmes enceintes.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé qu'en 1991 plus de deux milliards de gens dans le monde entier risquaient de présenter des carences en microéléments. Les données les plus récentes montrent que 655 millions de gens à travers le monde ont un goître dû à une carence en iode, 14 millions d'enfants d'âge préscolaire souffrent de xérophtalmie par carence de vitamine A et 2,15 milliards de personnes, en majeure partie des femmes, d'anémie ferriprive. Pas moins d'un milliard de personnes dans le monde entier souffraient de difficultés d'apprentissage, d'arriération mentale, de mauvaise santé, de cécité, d'une faible capacité de travail, ou mouraient prématurément du fait de déficiences en oligo-éléments.

Ces chiffres, bien qu'inacceptables, sont moins sombres qu'on le pensait généralement: depuis 1975, l'incidence de la faim a régulièrement diminué et la sous-nutrition est moins répandue maintenant qu'il y a quinze ans, bien que la population du monde en développement ait augmenté d'un milliard de personnes environ. Toutefois, ce scénario globalement positif masque des réalités régionales très différentes. En fait, les mêmes données, désagrégées par ré-

* Le présent document est le fruit de travaux conjoints du Comité consultatif auprès de la Conférence sur la faim et la pauvreté - Coalition populaire pour l'action, dans le cadre d'un processus de concertation approfondi entre tous les membres du Comité et sur la base de leurs apports. Le Comité consultatif est composé des coalitions d'ONG de toutes les régions, de trois institutions de recherche, de la Commission européenne (Direction générale VIII Coopération au développement - DG VIII), de deux membres du Parlement européen et de quatre institutions multilatérales. Le document, présenté à la Conférence sur la faim et la pauvreté tenue du 20 au 21 novembre 1995 à Bruxelles, est le rapport établi sur la base des contributions de M. Saigal (FIDA), de M. Tyler (Oxford University), de M. Moore (CHP - Partners in Rural Development) et de M. Uvin (World Hunger Program, Brown University).

(1) Toutes les données présentées dans ce paragraphe sont extraites de Uvin P., *The State of World Hunger*, in: Messer E. & Uvin P. (eds), *Hunger Report 1995*. New York, Gordon & Breach, 1995.

(2) ACC/SCN (1992) *Second Report on the World Nutrition Situation, Volume 1, Global and Regional Results, Volume II, Country Trends, Methods and Statistics*. Genève: ACC/SCN, 1992-3.

Transnational Associations, 3/1996, 139-162.

gion géographique, montrent que les années 80 ont correspondu à une période de stagnation, et même de régression en Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud où, proportionnellement comme en valeurs absolues, les cas de sous-nutrition augmentent. Les chiffres de population et le nombre de gens qui ont faim sont faibles en Amérique du Sud et, dans une

moindre mesure, en Afrique subsaharienne, comparés à l'Asie: l'Inde et la Chine comptent davantage d'habitants que l'Amérique du Sud et l'Afrique subsaharienne combinées. Ainsi, à l'échelle mondiale, la tendance positive en Asie, et surtout en Chine, fait plus que compenser la dégradation en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne.

Incidence de la faim par région

Proportion (%)	Afrique subsaharienne	Proche-Orient et Afrique du Nord	Amérique centrale	Amérique du Sud	Asie du Sud	Asie de l'Est	Chine	Ensemble
1970	35	23	24	17	34	35	46	36
1975	37	17	20	15	34	32	40	33
1980	36	10	15	12	30	22	22	26
1990	37	5	14	13	24	17	16	20
Valeur absolues en millions								
1970	94	32	21	32	255	101	406	942
1975	112	26	21	32	289	101	395	976
1980	125	15	18	29	285	78	290	846
1990	175	12	20	38	277	74	189	756

Source: voir note 2.

L'estimation la plus récente de la faim dans le monde est due à la Banque mondiale (1993). Fixant le seuil de pauvreté à un USD par personne et par jour aux prix de 1985 pour 56 pays, la Banque estime qu'en 1990 il y avait environ 1,133 milliard de gens dont les revenus étaient au-dessous du seuil de pauvreté (environ 30% de la population). Si la tendance des années 1985-1990 se poursuit, ce nombre devrait passer à 1,3 milliard en l'an 2000. La majorité (environ 80%) de ces pauvres sont des ruraux de pays en développement, bien qu'en Amérique latine une forte proportion sont des citadins. La pauvreté frappe les femmes de manière disproportionnée: on estime qu'environ 70% des pauvres du monde entier sont des femmes.

On a estimé que le déficit de revenu des pauvres du monde entier c'est-à-dire l'écart entre leur consommation moyenne et le seuil de pauvreté exprimé en pourcentage de ce seuil

(cet indicateur renseigne, non pas sur le nombre de pauvres, mais sur le degré de leur pénurie par rapport au seuil de pauvreté) était de l'ordre de 9,5%, oscillant entre 2,8% en Asie de l'Est et dans le Pacifique et 19,1% en Afrique subsaharienne. L'exemple type est celui d'un pays en développement de taille moyenne ayant un PNB par habitant de 1 000 USD, un seuil de pauvreté de 300 USD et où 30% de la population vit au-dessous de ce seuil. Un transfert moyen de 100 USD par habitant pauvre résoudrait le problème de la pauvreté. Le chiffre ne représente que 3,0% du PNB du pays, il est donc assez faible. Mais considéré en termes d'économie mondiale, on a estimé que le déficit de revenu agrégé représentait environ 1,5% du PNB des pays non socialistes en 1985. Ces chiffres n'ont pas pour but de suggérer que la solution du problème de la pauvreté réside dans un transfert massif d'argent vers les pauvres (ex-

pédient qui semble politiquement, administrativement socialement et économiquement irréalisable). Ils veulent seulement démontrer que, si le nombre de pauvres et de gens qui ont faim, et l'ampleur de leurs souffrances, sont écrasants, le montant des ressources nécessaire pour "résoudre" le problème de la pauvreté ne représente qu'une petite fraction du revenu mondial total. Naturellement, il y a un certain nombre de pays, en Afrique subsaharienne notamment, où la pauvreté est extrêmement répandue, c'est-à-dire qu'une faible proportion de la population seulement vit largement au-dessus du seuil de pauvreté et que la majorité des gens oscillent autour de ce seuil. En pareil cas, il n'y a pas grand chose à redistribuer et seule une croissance économique soutenue et équitable peut diminuer la pauvreté.

La pauvreté et la faim sont intimement liées, bien qu'elles ne soient nullement synonymes. Le problème est en partie un problème de définition. Le nombre de gens souffrant de malnutrition est calculé sur la base de la somme nécessaire dans différents pays pour acheter des aliments en quantité assurant un régime adéquat. Vice versa, la pauvreté est souvent définie en termes de niveau de revenu au-dessous duquel les gens ne peuvent avoir accès à des aliments suffisants pour mener une vie de travail normale. Il s'agit en partie d'une relation de cause à effet. La malnutrition diminue la capacité de travail, la capacité d'apprentissage et la motivation des gens, ce qui risque de se répercuter sur leurs revenus. L'éradication de la malnutrition protéino-énergétique et de la carence d'oligo-éléments réduira considérablement la morbidité et la mortalité et augmentera donc la capacité de travail rémunérateur des adultes³. Il s'ensuit qu'une condition nécessaire de l'élimination de la faim et de la malnutrition est l'élimination de la pauvreté. La croissance économique, ou l'augmentation des revenus des ménages, peuvent ne pas suffire à éradiquer la faim, mais elles sont la condition nécessaire de tout progrès à long terme vers cet objectif. Il y a donc synergie ou relation complémentaire opérant dans les deux sens entre augmentation des revenus et amélioration de la nutrition.

Toutefois la discussion qui précède est beaucoup trop traditionnelle et restrictive. La

raison en est que la définition de la pauvreté ou de la faim - comme une simple question de manque de revenu est trop limitée et réductionniste, donnant à penser que la croissance économique est la solution de tous les problèmes et laissant de côté d'autres facteurs. Il est plus utile de définir la pauvreté et la faim comme une situation dans laquelle les gens pauvres sont privés du droit de se procurer des produits de première nécessité⁴. Sous une forme simplifiée, ces droits sont essentiellement de trois ordres, selon qu'ils sont basés sur la production (droit à ce que l'on produit), sur l'échange (droit à ce que l'on peut se procurer par échange, y compris du travail), sur le transfert (droit à ce qui vous est volontairement donné). Ces droits sont influencés par une multitude de processus économiques, sociaux, politiques et culturels. La maîtrise de la faim et de la pauvreté va donc bien au-delà de la simple croissance économique ou de l'augmentation de la production alimentaire et peut même être réalisée en leur absence. Ce qu'il faut plutôt c'est augmenter les droits d'accès des pauvres à l'ensemble des produits, par exemple par la redistribution des avoirs et des transferts sélectifs. A long terme, cependant, il est indispensable d'associer à la croissance économique les pauvres et tous ceux qui ont faim.

Certains vont plus loin, arguant que la misère, du point de vue du pauvre, va bien au-delà de la privation de revenu et de produits de tous ordres. Outre la privation, elle est caractérisée par l'infériorité sociale, l'isolement, la faiblesse physique, la vulnérabilité, la disette saisonnière, l'impuissance et l'humiliation⁵. Pour les pauvres, les mesures visant seulement un de ces aspects - habituellement le manque de revenu - sont trop limitées et vont souvent à l'encontre du but recherché dans la mesure où les progrès accomplis sur un front vont souvent de pair avec des reculs sur les autres fronts (par exemple, augmentation de la vulnérabilité et de l'instabilité). C'est pourquoi certains organismes de développement utilisent maintenant la notion opérationnelle plus complète de "sécurité des moyens d'existence"⁶ définie comme l'accès adéquat, stable et durable aux revenus et aux ressources nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels (notamment nourriture, eau po-

(3) Lipton, M. *The poor and the poorest*. Washington D.C. World Bank Staff Working Paper, 1988.
Mason, J., Jonssen, U. & Coetz, J. *Is Childhood Malnutrition Being Overcome?* in: Messer E. & Uvin P. (eds). *Hunger Report 1995*. New York, Gordon & Breach, 1995.

(4) Sen. A. *Poverty and Entitlements*. Oxford, Pergamon Press, pour l'Organisation internationale du travail, 1981; Dreze, J. & Sen. A. *Hunger and Public Action*. Oxford, Clarendon Press, 1989.

(5) Robert Chambers. *Poverty and Livelihoods: Whose Reality Counts?* Sussex, IDS Discussion Paper No. 347, Janvier 1995.

(6) Frankenberger, T. & CARE.

table, équipements de santé, possibilités d'éducation, logement, temps nécessaire pour la participation aux activités communautaires et l'intégration sociale).

Enfin, un nutritionniste de la Banque mondiale décrit dans une étude intitulée *Ending Malnutrition: Why Increasing Income is Not Enough*⁷ la multitude des contraintes et des processus qui aboutissent à la faim, auxquelles l'absence de revenu ne fait que participer souvent pour une part qui n'est pas la plus importante. Au nombre de ces contraintes figurent des facteurs en rapport avec la disponibilité d'aliments (accès aux facteurs de production, tels que les capitaux, la terre, les semences et les engrais; importations et exportations de produits alimentaires; systèmes d'entreposage publics, communautaires, familiaux; dégradation de l'environnement et processus climatiques); l'accessibilité des produits alimentaires (infrastructure commerciale et de transport; prix des produits alimentaires; stabilité et diversification des revenus); les achats alimentaires (habitudes et tabous alimentaires; temps disponible pour la cuisson des aliments et technologie de préparation; schémas de dépenses des ménages et besoins extra-alimentaires) la consommation alimentaire (distribution entre les membres de la famille; dimension de la famille; éducation des femmes; grossesses; pratiques de sevrage; repas scolaires, etc.); le métabolisme (morbidité; dépenses énergétiques; conditions sanitaires; qualité des soins).

Dès lors que les problèmes du dénuement, de la pauvreté et de la faim sont abordés dans cette perspective, il apparaît que les solutions doivent nécessairement être complexes, tenir compte des priorités et des besoins multiples des pauvres, prendre en considération le contexte politique, social, culturel et économique, donner aux pauvres et aux affamés les moyens de prendre la situation en mains et mettre un accent particulier sur les femmes. Les problèmes soulevés dans le débat sur ce qu'il faut faire pour surmonter la faim ne sont donc pas simplement des problèmes de production alimentaire et de croissance du revenu - bien qu'ils jouent évidemment un rôle clé -, ils sont aussi d'ordre institutionnel et social, liés aux savoirs, aux droits et aux moyens d'action. Les

travaux de la présente Conférence porteront précisément sur ces problèmes abordés du point de vue de la société civile et des pauvres.

On peut conclure en soulignant la complexité des problèmes posés par la faim et la pauvreté. Les actions menées doivent aller dans trois directions. Tout d'abord croissance économique durable reposant sur des bases très larges. Il est capital de promouvoir une croissance économique durable à laquelle les pauvres soient associés, surtout si le rôle des femmes est important. En second lieu, investissement dans les ressources humaines par l'éducation et les soins de santé. A ce titre, on prévoira des mesures bien ciblées visant à améliorer l'alimentation des pauvres, par exemple par l'éducation nutritionnelle, la supplémentation alimentaire par des produits riches en oligo-éléments dans les écoles, la promotion du suivi de la croissance, de la réhydratation orale, de l'alimentation au sein et de programmes de vaccination et l'enrichissement des produits alimentaires courants. Des progrès considérables ont été réalisés dans ces secteurs en ce qui concerne notamment l'iode et la vitamine A. La supplémentation ou l'enrichissement par ces oligo-éléments est réalisable et relativement peu coûteux⁸. En troisième lieu, accès des pauvres à l'autonomie en leur donnant accès aux ressources productives et en leur permettant de participer à la prise de décision. La solution de ces problèmes passe nécessairement par la mobilisation des énergies, des valeurs, des aspirations et des ressources des pauvres eux-mêmes eu de tous ceux qui souffrent de la faim.

Quarante années de pratique du développement

La conception du développement depuis les années 50 paraît avoir été centrée sur trois modèles ou approches quelque peu stéréotypés. Le premier modèle a été inspiré par l'expérience réussie de la reconstruction économique de l'Europe occidentale après la guerre et la croyance post-keynésienne en la vertu du déficit budgétaire. On pensait que les pays qui venaient d'accéder à l'indépendance après la domination coloniale pourraient facilement rar-

(7) Tonia Marek, *Ending Malnutrition: Why Increasing Income is Not Enough*, Washington D.C., Banque mondiale, AFTNP, 1993. Voir aussi Frankenberg, T.; Pena-Moncenegro, A.; Tilakaratna, S.; Velarde, N. & Eide, W.B. *Rural Poverty Alleviation and Nutrition: IFAD's Evolving Experience*, Rome, IFAD Staff Working Paper 14, avril 1993, (8) Banque mondiale, *Enriching Lives. Overcoming Vitamin and Mineral Malnutrition in Developing Countries*, Washington D.C. Banque mondiale, 1994.

traper le monde occidental si on leur injectait à fortes doses des capitaux étrangers, des technologies modernes et si on les dotait des infrastructures indispensables. Le progrès passait par l'industrialisation et l'on considérait habituellement que celle-ci supposait le remplacement des importations par la production locale. L'Etat jouait un rôle essentiel, puisqu'il devait établir les plans nationaux d'affectation rationnelle des ressources et fournir les ressources nécessaires pour promouvoir une industrialisation rapide. Afin de surmonter les limitations structurelles des marchés économiques, l'Etat devait occuper les "cimes qui commandent l'économie". La pauvreté et la faim seraient éradiquées par les "retombées" de la croissance économique accélérée.

Le bilan de la croissance économique des pays en développement a été impressionnant dans les années 60, puisqu'il a dépassé les objectifs établis pour la première Décennie des Nations Unies pour le Développement⁹. Le produit intérieur brut a augmenté en moyenne de 5,1% l'an au cours de la première moitié de la décennie et de 5,8% de 1966 à 1979. Les taux de croissance par habitant sont passés de 2,5 à 3,1%. Même dans les pays à faible revenu, le taux d'augmentation de la production alimentaire et agricole a dépassé le taux de la croissance démographique.

Malgré ces succès macro-économiques, la décennie a été marquée aussi par une augmentation de la pauvreté et des inégalités. Les données nationales de treize pays d'Amérique latine ont montré que les 20% les plus pauvres de la population recevaient seulement 4,3% du revenu national, les 5% les plus riches accaparent 32,8%. Le schéma est analogue dans quinze pays africains: en gros, les plus pauvres de la population ont reçu 5,6% du produit national et les 5% disposant des plus hauts revenus ont totalisé 34,8%¹⁰. Il a fallu reconnaître que la croissance économique, telle qu'elle était classiquement conçue et mesurée, ne suffisait pas en soi à éradiquer le chômage et la pauvreté. En outre, il était possible que les taux élevés de croissance économique des années 60 ne durent pas. Au cours de la période 1971-1975, l'augmentation des coûts en capital, la régression de l'emploi et la diminution des taux de croissance

dans les pays industrialisés ont menacé de mettre fin au processus de croissance économique rapide.

En raison de ces deux facteurs - la réalisation du fait que la croissance économique en soi n'éradiquait pas nécessairement la pauvreté et la faim et le ralentissement de la croissance économique dans les années 70 - un second modèle de développement s'est imposé. Il visait essentiellement à pourvoir aux besoins de base et à lutter plus directement contre l'inégalité de la distribution de la richesse et des revenus. Par la suite, de nombreux gouvernements ont lancé des programmes spéciaux pour créer des emplois, mettre en place des services de soins de santé primaire dans les villages conformément à la Déclaration d'Alma Ata, améliorer l'enseignement primaire et, avec l'appui massif des donateurs, exécuter des programmes de développement rural intégré.

Au cours de cette période, la lutte contre la faim est pour la première fois devenue prioritaire à l'ordre du jour international. A l'initiative des Etats-Unis et du Groupe des 77, la Conférence mondiale de l'alimentation a été organisée à Rome en 1974 sur fond de pénurie alimentaire et des famines simultanées de 1972-73. Elle a mis l'accent sur l'augmentation de la production alimentaire et l'amélioration des revenus des petits ménages; elle est ainsi à l'origine de la création du Fonds international de développement agricole (FIDA) qui a reçu pour mandat d'améliorer la productivité des petits paysans et les revenus ruraux par des programmes ciblant spécifiquement les petits agriculteurs et les ruraux pauvres. Il y avait des raisons multiples à ce centrage: a) la pauvreté chronique sévit surtout dans les régions rurales parmi les petits agriculteurs et les paysans sans terre; b) les petits agriculteurs assurent très efficacement la production vivrière; c) ce n'est qu'en augmentant les revenus des petits agriculteurs qu'on parviendra à surmonter la faim et la pauvreté; d) il est nécessaire d'aider les paysans sans terre en créant des activités rémunératrices dans les régions rurales.

Cette stratégie procédant par interventions ciblées, orientées vers les besoins de base, reste valable aujourd'hui. Cependant, de nombreux pays n'avaient pas les ressources, la capa-

(9) Conseil économique et social (ECOSOC) (ONU), *Development Trends since 1960*. New York, 1978: 7.

(10) FAO, *Review and Analysis of Agrarian Reform and Rural Development in the Developing Countries since the mid-1960s*. Rome: 1978: 4.

cité administrative ou la volonté politique nécessaires pour concevoir et exécuter des politiques et des programmes assurant efficacement les besoins de base. Le taux d'échec des projets de développement rural intégré était élevé. En outre, beaucoup de pays ont adopté des politiques macro-économiques erronées, aboutissant à une mauvaise répartition des ressources entre les secteurs, une dégradation environnementale, et le ralentissement de la croissance économique. A cela s'ajoutait un environnement international de plus en plus défavorable; à la fin des années 70, la situation financière de nombreux pays en développement était sérieusement menacée. Pendant une dizaine d'années, des emprunts massifs ont réussi à maintenir le bateau à flot, mais au milieu des années 80, lorsque la crise de la dette s'est déchaînée, la bulle a éclaté. Les gouvernements du monde entier se sont trouvés incapables de payer leurs dettes ou d'obtenir de l'argent frais.

Par suite, la troisième série d'orientations politiques, avec son credo dans l'économie de marché et les forces du marché, s'est mise en place. Cette orientation, promue par la Banque mondiale, le FMI et certains donateurs bilatéraux importants et procédant par des programmes d'ajustement structurel, n'a rien perdu de sa pertinence. Elle soutient que les signaux du marché constituent la meilleure garantie d'une affectation satisfaisante des ressources et que le rôle de l'Etat doit se limiter à créer un environnement politique favorable aux processus d'ajustement et de croissance soumis au marché. Le type de réforme encouragé a pour but de supprimer les distorsions politiques qui gênent le libre jeu des forces du marché. En agriculture on procède en corrigeant les taux de change surévalués (qui favorisent les importations de produits alimentaires au détriment de la production locale); en réduisant le rôle de l'Etat dans la commercialisation des produits agricoles - fourniture d'intrants, commerce international et transformation agricole - au profit du secteur privé; et en abaissant, sinon en supprimant, les taxes, subventions et restrictions quantitatives frappant les produits agricoles ("vérité des prix").

D'après les partisans de la méthode, l'ajustement structurel devrait profiter aux

pauvres et à ceux qui ont faim en améliorant leurs perspectives de revenus. Et en fait, il semble que dans de nombreux cas les agriculteurs aient gagné à l'amélioration des termes de l'échange en faveur du secteur agricole qui a suivi la réforme de la politique d'ajustement structurel. Toutefois, plusieurs études ont indiqué que, si les ruraux pauvres peuvent gagner à l'ajustement structurel dans le moyen terme, ils sont souvent perdants dans le court terme, durant ce qu'on appelle la "période de transition". Durant cette période en effet, les répercussions de certaines mesures comme la dévaluation de la monnaie ou la suppression des subventions peuvent leur faire tort. Les améliorations des incitations à la croissance économique et agricole dues à ces changements peuvent ne se traduire qu'à retardement en gains de production et de revenu. C'est pourquoi, même ceux qui croient que les mesures d'ajustement servent à la longue les intérêts des pauvres reconnaissent les "frictions" de la période transitoire et il est généralement admis que les groupes les plus pauvres sont ceux qui souffrent le plus du fait de leur vulnérabilité et de leur manque de souplesse économique¹¹.

Pour répondre aux demandes d'ajustement structurel "à visage humain" la Banque mondiale préconise maintenant une approche à deux volets; le premier table sur les réformes d'ajustement structurel pour mener à bien un processus de croissance à force intensifiée de main-d'oeuvre entraîné par le marché; le second met en place des filets de sécurité pour aider les "perdants" et les pauvres qui ne sont pas en mesure de tirer parti de la croissance¹². Cette stratégie est généralement acceptée par la communauté internationale. Le Sommet social qui s'est tenu à Copenhague en 1994 a essayé de promouvoir la seconde partie de l'équation, en mettant l'accent sur la sécurité sociale, l'emploi et l'intégration sociale.

A l'heure actuelle le bilan des réformes d'ajustement structurel est mitigé. Au crédit de ces réformes, les nouvelles politiques macro-économiques ont éliminé des obstacles importants à l'éradication de la faim et de la pauvreté et donné au secteur privé le loisir de jouer un rôle crucial dans le développement. Les politiques de stabilisation et d'ajustement structu-

(11) Vivian, J. *Social Safety Nets and Adjustment in Developing Countries*. IRNU, Sommet mondial pour le développement social, Document No 1, juillet 1994, (12) Banque mondiale.

Rapport sur le développement dans le monde, 1990. Oxford: Oxford University Press, 1990.

rel ont obligé les secteurs publics à davantage d'austérité et de discipline, et les compressions imposées aux services du secteur public dépendants et chroniquement déficitaires ont mis fin au drainage des ressources nationales et ouvert de nouvelles possibilités aux entrepreneurs. Par contre, sur le plan humain l'ajustement structurel a continué de poser de graves problèmes à beaucoup de gens. Il n'a pas (encore) produit une amélioration majeure de la situation des pauvres. Une nouvelle décennie s'est écoulée au cours de laquelle des centaines de millions de ménages sont restés pris dans les mailles de la pauvreté absolue, leurs enfants mourant de faim et de maladies pouvant être prévenues. Et le fardeau de la dette de la plupart des pays en développement est plus lourd que jamais.

La recherche d'un nouveau modèle. La société civile : développement à la base

En opposition avec les grands modèles de développement et en partie du fait du bilan décevant des gouvernements et de la communauté internationale, de nombreuses initiatives communautaires et non gouvernementales ont essayé de combler le vide. Elles ont démontré qu'en faisant participer les pauvres à leur propre développement, il était possible d'améliorer réellement leur condition. Même si ces efforts sont très dispersés et souvent modestes, collectivement ils revêtent maintenant le caractère d'un mouvement de société civile pour un "développement alternatif.

À l'heure actuelle des organisations représentant la société civile existent dans les cinq continents: associations paysannes, comités de voisinage, mouvements populaires, organisations commerciales alternatives, initiatives communautaires, groupements d'âge, associations culturelles, comités d'action urbains, syndicats, ONG d'appui, coopératives de producteurs, fondations, associations de femmes, organisations de consommateurs, syndicats, chambres de commerce, associations d'épargne et de prêts; elles constituent ce qui est souvent appelé le secteur "associatif, par opposition au

secteur public et au secteur privé. C'est par millions qu'on les compte et leur nombre augmente chaque jour. Elles diffèrent par leur origine comme par leur nature: certaines ont été créées à la suite des activités des gouvernements, d'ONG, ou de projets d'aide étrangers, d'autres sur le modèle établi dans des villages voisins; d'autres encore résultent de processus d'apprentissage interne en réaction par exemple à un environnement hostile ou à des situations de crise (par exemple, la famine); à cela s'ajoutent des organisations traditionnelles qui remontent parfois à des centaines d'années et s'emploient maintenant à relever de nouveaux défis. Elles sont composées d'agriculteurs, de femmes, d'émigrés de fraîche date, de membres d'un même groupe ethnique, de voisins, de travailleurs du secteur informel, de jeunes, de musulmans, de chrétiens, de bouddhistes, ou simplement d'individus désireux de mettre en commun leurs ressources pour travailler ensemble. Ces organisations sont actives dans tous les secteurs, y compris la lutte contre l'érosion, les activités rémunératrices, la diversification, la fourniture de crédit et d'intrants, les soins de santé primaires, l'alphabétisation et l'éducation, etc. Elles peuvent réunir une poignée de villageois ou rassembler des dizaines de milliers de personnes dans des structures fédératives. Leurs ressources sont constituées par le temps et l'énergie de leurs membres, le travail de volontaires, les contributions financières des villageois, la petite épargne des femmes, les matériaux des artisans, les contributions de personnes extérieures intéressées et l'aide étrangère. Tout cela constitue le tissu de la société civile.

La société civile, formée par les associations n'appartenant ni au secteur public, ni au secteur privé, qui sont en mesure de devenir des centres d'action autonomes¹³, groupe les acteurs aussi nombreux que divers dont il a été question plus haut. Toutes sortes de points de vues y sont représentés sur le rôle de la société civile dans le développement depuis ceux qui préconisent l'indépendance totale de l'Etat, jusqu'à ceux qui privilégient son rôle d'intermédiaire entre les organismes publics et les sections défavorisées de la société, ou ceux qui veulent surtout promouvoir certaines causes. La

(13) John Friedmann. *Empowerment, the Politics of Alternative Development*. Londres, Blackwell, 1994.

société civile est caractérisée par sa diversité: di- versité des structures, des mandats, des concep- tions, des idéologies, des modes de fonctionne- ment.

On distingue habituellement deux types d'organisations de la société civile: celles dont les membres appartiennent à la catégorie de la population pauvre et cherchent à promouvoir leurs intérêts négligés, comme les groupements d'âge, les sociétés pastorales, les conseils de vil- lage, etc. Le second type est constitué d'organisations renforçant les premières par des services, des avis et une aide appropriée. Elles ont été dé- nommées "organisations intermédiaires", "or- ganisations d'appui de l'effort collectif", "or- ganisations d'appui à la base", ou simplement "organisations non gouvernementales" (ONG).

Bien que ces organisations existent de- puis des décennies, sinon plus, c'est seulement récemment qu'elles ont commencé de retenir l'attention, essentiellement à cause des change- ments des modèles de développement indiqués plus haut. La crise financière qui a frappé la plu- part des pays du tiers monde et le retrait de l'Etat qui a suivi ont ouvert un espace à la socié- té civile. Dans la plupart des pays, la marge de manoeuvre toute récente a permis l'émergence de nouvelles organisations. Celles ("tradition- nelles" ou "modernes") qui existaient déjà ont trouvé les gouvernements, jusqu'alors indiffé- rents mieux disposés à leur égard. L'ajustement structurel, qui met l'accent sur le secteur privé, l'auto-assistance et le désengagement de l'Etat, a renforcé le processus. En même temps, la communauté internationale s'est montrée très favorable aux organisations de la société civile. Les évaluations qui se sont succédé ont montré que les projets financés et gérés par des orga- nismes d'aide étrangère tendaient à être excessi- vement coûteux, cela surtout parce qu'on avait négligé de faire appel aux collectivités locales et de s'assurer de leur participation¹⁴. Par suite, le financement international des organisations de la société civile - notamment des ONG - a été considérablement augmenté, ce qui a entraîné leur multiplication.

Le problème de la faim ne saurait intéres- ser seulement les organisations qui s'occupent des pauvres et de ceux qui ont faim. La société civile en général, y compris l'opinion publique

et des milliers d'organisations dans l'hémisphè- re Nord, se préoccupe aussi d'éliminer la pau- vreté et la faim. L'émergence de mouvements sociaux spontanés au sein de la société civile dans l'hémisphère Nord comme dans l'hémi- sphère Sud est une manifestation évidente de la prise de conscience grandissante du fait que le sort des pays riches et pauvres, comme celui des individus riches et pauvres, sont inextricable- ment liés - que ce soit par les effets de la guerre, de l'instabilité, de l'émigration ou par les per- spectives de progression du commerce mondial. De même, les gouvernements, les élites et la classe moyenne qui émerge dans de nombreux pays du monde en développement prennent conscience du coût élevé de la faim et de la pau- vreté en termes de perte de potentiel écono- mique et humain et de menace pour la stabilité intérieure et la paix. Toutefois deux erreurs sont courantes dans la société civile. Tout d'abord beaucoup de gens, au Nord comme au Sud, ignorent qu'il existe des solutions concrètes aux fléaux de la faim et de la pauvreté, que des pro- grès sont actuellement accomplis, et que les gouvernements et les organisations de la société civile mettent en place des solutions novatrices. En second lieu, une fraction importante de l'opinion publique, dans le Nord surtout, sure- time lourdement la part du revenu national qui est actuellement consacrée à l'aide aux pays en développement¹⁵. Ces deux erreurs conduisent souvent au défaitisme et à la passivité¹⁶.

Domaines de réflexion prioritaires proposés à la conférence

La Conférence sur la faim a pour objet de susciter des mesures visant résolument à chan- ger la vie des pauvres et de tous ceux qui ont faim. C'est le thème qui a inspiré les discussions qui ont eu lieu à la première réunion du Comité consultatif au cours de laquelle il a été question de déterminer les domaines prioritaires pour la Conférence et son suivi. Le Comité consultatif retenu pour la préparation de la Conférence quatre thèmes prioritaires autour desquels pourraient se cristalliser certains grands pro- grammes de suivi collectif concret de la Confé-

(14) Cernea, M. *Nongovern- mental Organisation and Local Development* Washing- ton D.C. Banque mondiale. Discussion Paper 40, 1988. (15) Une enquête récente de l'UNICEF et de la Fon- dation Rockefeller, par exemple, a révélé que l'opinion publique aux Etats- Unis pense que 16% du PNB est affecté à l'aide étrangère.

(16) Sen, A. *The Political Economy of Hunger: On Ras- sioning and Participation*. Rapport présenté à la Conférence de la Banque mondiale sur la lutte contre la faim dans le monde, qui s'est tenue à Washington, D.C., du 29 novembre au 1er décembre 1993.

ence. Ce choix a été dicté par les priorités de la lutte contre la faim et la pauvreté et par les impératifs de la mise en place de coalitions débouchant sur des mesures concrètes. Ces thèmes sont les suivants:

- i) renforcement des moyens d'intervention des pauvres, notamment des femmes, des minorités ethniques et des populations indigènes: a) par l'accès aux moyens de production et b) le renforcement de leur participation au développement;
- ii) promotion et transfert de technologies appropriées par une collaboration étroite et dynamique entre institutions de recherche, ONG et communautés rurales;
- iii) préservation de la base de ressources naturelles par la maîtrise de l'équation pauvreté-dégradation de l'environnement;
- iv) aide à la remise en état et à la reconstruction dans les cas de catastrophes naturelles ou dues à l'homme.

Le renforcement des moyens d'intervention des pauvres et de tous ceux qui ont faim a pour objet de les faire participer aux décisions et de leur permettre d'accéder aux moyens de production. A cette fin, il faut mettre en place un cadre politique et institutionnel prévoyant la participation effective des communautés locales au processus d'affectation des ressources et d'exécution des politiques mises en route par les gouvernements et les organismes donateurs. Il faut aussi que la société civile soit dotée de structures institutionnelles organisant et regroupant les ressources nécessaires pour faire face aux besoins des pauvres et des affamés. Enfin, il faut que les pauvres aient accès aux ressources productives nécessaires pour améliorer leurs moyens d'existence et augmenter leurs revenus. Dans tout ce qui précède, il convient d'accorder aux besoins des femmes une attention spéciale.

Le dernier aspect de la participation nous amène aux secondes mesures prioritaires qui intéressent la technologie et les connaissances. L'amélioration de l'accès aux technologies appropriées et pertinentes - instruments, semences, pratiques agricoles, mesures de lutte contre l'érosion et de restauration de la fertilité du sol, etc. - est l'une des conditions de l'augmentation de la production vivrière qui arra-

chera les agriculteurs à la pauvreté. La production et la diffusion des connaissances doivent être fonction de leurs besoins de leurs moyens et de leurs aspirations. Le processus de recherche et de vulgarisation doit tenir compte et s'inspirer, dans la mesure du possible, des connaissances et de la capacité d'innovation des cultivateurs.

Les troisième et quatrième actions prioritaires visent à lever certaines des contraintes les plus sévères pesant aujourd'hui sur les populations pauvres et affamées. Ce sont en effet les contraintes imposées par un environnement hostile ou en dégradation qui détermineront à la longue s'il est possible d'éradiquer durablement la faim et la pauvreté. Des centaines de millions de ruraux parmi les plus démunis - d'après certaines estimations, la proportion est de 60% - vivent dans un environnement hostile: régions arides ou sujettes à la sécheresse, zones de montagnes exposées à l'érosion. Des centaines de millions de pauvres voient aussi la productivité de leur terre diminuer ou les captures de poissons de mer s'effondrer. Du fait de la croissance démographique, associée à la pauvreté et souvent à des politiques inefficaces, ces contraintes se sont durcies.

On comptait en 1995 quelque 45 millions de réfugiés ou de personnes déplacées dans leur pays, s'il n'y avait pas eu franchissement de frontières internationales. Ces gens sont les victimes de la sécheresse et de calamités naturelles, de la guerre et de conflits intérieurs, ou de l'association des deux. Ils perdent souvent tout ce qu'ils possèdent du jour au lendemain et peuvent tomber dans le plus grand dénuement associé à la faim. Le coût de leur survie est énorme et absorbe des ressources qui auraient pu être employées à des mesures de développement à long terme. Pour surmonter la faim et la pauvreté, il est donc capital d'éviter les situations d'extrême urgence et de mettre les pauvres mieux en mesure d'y faire face.

Renforcement des capacités d'intervention des pauvres et de ceux qui ont faim

a) Participation aux décisions

Dans le contexte de la lutte contre la faim

et la pauvreté, il est indispensable de renforcer les capacités d'intervention des populations concernées. Cette approche doit aller beaucoup plus loin que les méthodes actuellement utilisées pour associer les bénéficiaires aux projets ou programmes financés et exécutés par des donateurs. Depuis quelque temps, celles-ci ont fait appel au concours de la communauté ou des bénéficiaires pour la construction et l'entretien de services publics, tels qu'écoles, périmètres d'irrigation et centres de santé. Certes, le procédé a du bon, tant pour susciter l'intérêt des communautés que pour abaisser le coût des infrastructures proposées: mais le fait que les actions ont été imposées de l'extérieur fait néanmoins peser une hypothèque sur la participation communautaire. La différence entre participation et capacité d'intervention est d'ordre qualitatif et le pas doit être franchi.

Un groupe ne peut prendre sa destinée en mains s'il ne participe pas aux décisions qui le concernent. De même, la participation d'un groupe sera en permanence limitée et menacée si ce groupe n'est pas en état de faire valoir certains droits. La capacité d'intervention couvre à la fois l'action et la décision. C'est dire que l'affranchissement des pauvres et de tous ceux qui ont faim implique des mécanismes assurant leur participation à la décision et à l'affectation des ressources, notamment au niveau local. Le groupe établi par la Banque mondiale pour examiner la question du développement participatif définit l'objet de son étude comme un processus par lequel les intéressés influencent et partagent le contrôle des initiatives, des décisions et des ressources qui les concernent en matière de développement. Pour l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), il s'agit d'une stratégie associant des politiques économiques efficaces, un accès équitable aux services sociaux et économiques de base et une participation plus large de la population aux décisions concernant l'orientation des politiques et programmes gouvernementaux¹⁷. Enfin, pour le Sommet mondial pour le développement social, le renforcement des capacités d'intervention de la population, en particulier des femmes, est tout à la fois un objectif central du développement et sa principale ressource. Il implique la pleine participation de la

population à la formulation, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des décisions déterminantes pour le fonctionnement et le bien-être de nos sociétés¹⁸.

Le renforcement des capacités d'intervention de la population suppose l'existence d'un environnement social et politique favorable et notamment l'amélioration des services assurant la bonne marche des affaires locales: c'est au niveau local en effet que les gens connaissent leurs problèmes, peuvent proposer des solutions et interagir avec le secteur public. C'est pourquoi la décentralisation de l'administration du développement et des services fiscaux, en rapprochant de la population la gestion des services publics, est une première étape importante du processus complexe que constitue la création d'un environnement porteur. Ces réformes institutionnelles cependant, doivent aller au-delà de la simple délégation des décisions aux services administratifs locaux. Tout ce qui touche au développement doit être beaucoup plus systématiquement confié aux organismes représentatifs locaux, élus ou traditionnels, qui devraient également avoir davantage leur mot à dire dans: i) la planification des activités de développement locales et l'utilisation des ressources publiques; ii) la gestion des ressources qui sont propriété commune; iii) le recouvrement des impôts locaux; iv) la surveillance des services publics et des fonctionnaires. Le FIDA a essayé dans le cadre de ses projets d'appuyer et de promouvoir ces réformes institutionnelles à la base, souvent en concertation avec les associations paysannes locales et les ONG. En définitive, on pourrait aboutir à ce que ce ne soit plus la population qui participe au développement conduit à l'initiative des pouvoirs publics, mais les pouvoirs publics qui participent au développement impulsé par la population.

Des réformes de ce type, comme tout changement social et politique, ne pourront être imposées par les seuls pouvoirs publics (moins encore par la seule pression des donateurs). Des intérêts puissants peuvent aller contre ce type de réformes. Une société civile bien organisée, efficace et diversifiée est indispensable pour veiller à ce que les services publics assument leurs responsabilités et jouent le jeu, à la fois en promouvant le type de change-

(17) OCDE, *Coopération pour le développement*, *Efforts et Politiques des Membres States*, Paris, OCDE, 1991.

(18) *Déclaration et Programme d'Action du Sommet mondial pour le développement social*, projet de déclaration, av. 26.

ment institutionnel décrit ci-dessus et, une fois celui-ci opéré, en intervenant activement pour assurer sa mise en oeuvre, souvent contre une forte résistance.

La résistance au changement institutionnel et à la remise du contrôle à la population peut venir de plusieurs sources, notamment de la bureaucratie et des élites locales. La bureaucratie est un acteur sur lequel les gouvernements devraient exercer un contrôle, ce qui, dans la pratique, n'est pas toujours le cas, surtout à mesure qu'on s'éloigne de la capitale. Les attitudes des bureaucrates sont souvent empreintes de paternalisme quand elles ne tournent pas franchement à l'exploitation. Cela décourage la participation des pauvres et incite des personnes non représentatives et sans scrupules à prendre la direction. Les élites locales peuvent utiliser leur pouvoir économique, social et politique qui est souvent grand pour faire échec à la réforme; mais il n'en est pas toujours ainsi. En fait, la direction des organisations rurales a souvent été assumée de manière très efficace par les membres éduqués et aisés de la communauté acquis au changement social. Enfin, les ruraux eux-mêmes souvent divisés par l'appartenance ethnique, raciale, sociale ou religieuse ou par l'allégeance à des factions locales concurrentes, peuvent freiner la mise en oeuvre de la direction locale des affaires publiques.

Pour promouvoir la réforme des services publics et contrer la résistance des intérêts acquis opposés à la réforme, une société civile dynamique et bien organisée est indispensable. Toutefois, la plupart des organisations rurales et des initiatives de base sont demeurées d'une portée limitée pour ce qui est de la couverture et de la prestation de services dans les zones (d'ordinaire petites) où elles ont été établies, ce qui signifie que l'on n'a pas encore accordé suffisamment d'attention aux associations de groupements - élément important dans la mise en place d'organisations de ruraux pauvres. Des associations ou des fédérations de groupements sont essentielles pour: i) exécuter les fonctions faisant appel aux contributions de plusieurs groupes, afin de réaliser des économies d'échelle et d'éviter d'avoir à composer sur d'autres institutions pour concevoir et bénéfi-

cier des services essentiels; ii) édifier des organisations puissantes ayant la taille, la capacité et les ressources nécessaires pour influencer les décisions politiques et imposer une répartition équitable des ressources au niveau national. Autrement dit, les ONG doivent passer à l'échelle supérieure, dépasser l'action locale pour aborder le changement social et politique.

b) Contrôle des moyens de production

La participation est un mot vain sans accès aux moyens de production. Ceux qui comptent pour les pauvres sont très divers: la terre, l'eau, les ressources financières, le travail, les semences, les engrais, les instruments et l'équipement, la vulgarisation, les possibilités de travail extra-agricole, les moyens de transport et de commercialisation. Mais il ne faut pas oublier que les pauvres possèdent déjà en abondance deux ressources potentielles, leur travail d'une part, leurs connaissances et leur créativité de l'autre. Le mot "potentielles" est important, le travail, les connaissances et la créativité des pauvres pouvant être restreints à cause: a) de la malnutrition et de la mauvaise santé, notamment chez les femmes pauvres, et b) du manque d'actifs.

La relation entre l'accès à l'une de ces ressources et la pauvreté n'est pas simple, du fait des nombreux facteurs qui interviennent simultanément. Dans le cas de la terre, par exemple, il faut tenir compte de la qualité de la terre, de la disponibilité de technologies et d'intrants, de l'accès au crédit et aux débouchés et des possibilités d'emplois extra-agricoles, de la qualité, de la clarté et de l'application de la législation sur le régime foncier et sur les successions, et des infrastructures d'irrigation. C'est pourquoi, bien qu'une revue générale de la question soit proposée ici, des recommandations concrètes ne sont valables qu'à l'échelle locale.

Six ménages du tiers monde sur dix travaillent la terre. Un quart d'entre eux - 100 millions de ménages - ne sont pas propriétaires de la terre sur laquelle ils travaillent. Parmi les autres, la distribution de la terre reste souvent très inégale. Dans ces conditions, l'accès à la terre et la possession de droits à la terre sont déterminants pour le niveau de vie. Les réformes visant à améliorer la condition des ruraux

peuvres ne peuvent ignorer le problème des droits à la terre et à l'utilisation de la terre. En l'absence de réformes foncières, la croissance agricole, si rapide soit-elle, n'aura guère de prise sur la pauvreté rurale et la faim. En revanche, dans les pays où la terre est distribuée plus équitablement, l'accroissement agricole tend à être plus rapide (le rendement des petites propriétés étant généralement meilleur que celui des grandes) et les fruits de la croissance à être mieux distribués.

La situation des femmes mérite une attention spéciale. Alors qu'elles assurent l'essentiel des travaux agricoles, elles ont un titre de propriété sur moins d'un pour cent des terres du monde¹⁹, et leur situation va souvent en s'aggravant. Dans le cadre des systèmes de propriété communale traditionnels, l'accès à la terre était souvent fonction des besoins des ménages et de la disponibilité de main-d'œuvre familiale, les transferts de propriété étant limités pour assurer à la communauté ou au lignage un accès permanent à la terre. Les femmes avaient généralement des droits d'utilisation des terres de la communauté et du ménage assurant leur sécurité. Plus récemment cependant, dans les régions soumises à une forte pression démographique ou pratiquant l'agriculture commerciale, la distribution des droits aux terres communales est souvent devenue moins équitable et les femmes ont vu leurs droits diminuer. Dans certains cas, l'introduction de technologies nouvelles a également eu des répercussions très défavorables aux femmes. En Gambie, par exemple, la modernisation de la riziculture (culture vivrière et commerciale traditionnellement entre les mains des femmes) a placé cette activité sous le contrôle des hommes au détriment des femmes.²⁰ Dans de nombreux cas, le divorce, l'abandon et le veuvage privent les femmes de terres et les laissent sans ressources. En cas de guerre ou de conflit intérieur, de nombreuses femmes se retrouvent chef de ménage mais ne peuvent obtenir les droits à la terre dont elles auraient besoin pour survivre et nourrir leurs enfants. Les programmes de redistribution des terres et de réinstallation visent habituellement les ménages, négligeant les besoins des femmes²¹. Par ailleurs, les hommes partant chercher du travail ailleurs, les femmes doivent

assumer des responsabilités supplémentaires et une charge de travail plus lourde. En conséquence elles exigent maintenant - et obtiennent souvent - une révision de leurs droits à la terre qu'elles exploitent elles-mêmes.

La réforme foncière reste un facteur important de la quête du développement. Trois types de réformes au moins sont à distinguer. L'une intéresse la redistribution (habituellement appelée "réforme foncière" proprement dite) et consiste à prendre la terre (habituellement mais pas toujours avec indemnisation) à de gros propriétaires fonciers pour la remettre à d'autres. On procède en fixant des plafonds à la superficie de terres qu'un ménage peut posséder ou en stipulant que toute terre qui n'est pas régulièrement cultivée sera redistribuée. La seconde mesure consiste à déplacer les habitants de régions densément peuplées et à les réinstaller sur des terres censées être inexploitées qui, habituellement, appartiennent légalement à l'Etat. La troisième mesure implique une révision de la nature des droits et obligations associés à l'exploitation de la terre ("réforme de la tenure"), assurant ainsi la sécurité de la propriété individuelle de la terre ou modifiant les droits et obligations des métayers. La terre ne change pas de mains, mais la sécurité et les avantages assurés à ceux qui la cultivent s'améliorent.

Toutefois, l'expérience des réformes foncières des trente dernières années n'est pas si positive, surtout comparée aux résultats obtenus antérieurement, par exemple en Bolivie, en Corée, en Inde, au Japon, au Mexique et à Taiwan. L'application de la réforme foncière, même si celle-ci a fait l'objet d'une législation, s'est heurtée à des difficultés politiques et à l'obstruction des intérêts acquis des hommes politiques, des bureaucrates du gouvernement et des élites locales. Sans la participation des ruraux pauvres aux programmes de mise en oeuvre et en l'absence d'organisations de ruraux pauvres constituant un contrepoids efficace aux intérêts acquis, il est peu probable que beaucoup de progrès puissent être accomplis. En outre, même dans les cas où la réforme foncière ou celle de la "tenure" a été menée à bien, elle a souvent eu des répercussions indésirables sur les pauvres et sur d'autres ruraux et a fréquemment

(19) Spray, P. *Whose Earth? Land and Development*. Christian Aid Viewpoint No 1, mai 1992.
(20) *Troisième rapport périodique sur le Programme d'action de WCARRD*. Rome, Conférence FAO. Vingtième session, C.91/19:39.
(21) FIDA. *The State of World Rural Poverty. An Inquiry into its Causes and Consequences*. New York, New York University Press, 1992.

aggravé, au lieu de l'améliorer, la distribution des propriétés.

Dans un certain nombre de cas, les programmes de réforme foncière ou de réinstallation n'ont pas été appuyés par des mesures d'accompagnement assurant des services financiers stables, la fourniture d'intrants, ou des services de vulgarisation et de commercialisation, et les principaux objectifs visés par les réformes n'ont pas été atteints. Une étude effectuée en Inde a montré que de 63% à 91% des terres communales distribuées aux pauvres avaient ultérieurement été vendues faute d'intrants complémentaires ou par suite de besoins pressants d'argent. La même chose s'est produite au Mexique où de nombreux bénéficiaires de la réforme agraire ont abandonné leurs parcelles parce qu'ils n'avaient pas les intrants nécessaires. La réforme agraire poursuivie vigoureusement en Iran dans les années soixante et soixante-dix s'est soldée par un exode rural massif pour des raisons analogues. On voit donc que l'accès à la technologie, aux services de vulgarisation, au crédit et à l'infrastructure, par exemple aux périmètres d'irrigation, au réseau routier et aux marchés, est une condition préalable au succès de la réforme agraire.

A cela s'ajoute que la propriété foncière (et tous les intérêts matériels qui lui sont associés) est trop profondément ancrée dans d'autres valeurs liées au lignage, à la politique, à la religion, à l'histoire, aux relations sociales, et souvent à des formes subtiles de symbolisme, pour être traitée simplement comme une forme quelconque de propriété ou d'affectation de ressources au développement²². L'occupation de terres soi-disant inutilisées appartenant à l'Etat a souvent conduit à la marginalisation ou à l'éviction des populations indigènes qui les habitaient; en outre, les paysans sont rarement disposés à émigrer vers de nouvelles terres où ils sont culturellement et socialement déracinés. Pourtant, la plupart des réformes sont issues de dogmes idéologiques et politiques simplistes, prêtant peu d'attention à la valeur non économique que les sociétés prêtent à la terre et aux vues des communautés intéressées.

Les inégalités foncières ainsi qu'une croissance démographique élevée a conduit à la surexploitation de terres peu fertiles et à la ré-

duction des parcelles. Le déboisement et l'érosion du sol qui en ont résulté, ont entraîné, dans de nombreux pays, une diminution de la production rurale et une augmentation de la population rurale sans terre. Les rangs des paysans sans terre sont encore gonflés par l'afflux des pasteurs qui ont perdu leurs animaux au cours de la sécheresse et des femmes privées d'accès à la terre du fait de la modification de leur statut légal ou social. Parmi les ruraux pauvres, les paysans sans terre et quasiment sans terre constituent probablement le groupe le plus im portant dans les pays en développement. Ne pouvant offrir de terres en nantissement, ils n'ont, sauf rares exceptions, guère de chance d'obtenir du crédit pour d'autres activités.

En conséquence, de nombreux petits propriétaires, ainsi que les paysans sans terre, cherchent un emploi salarié, soit dans l'agriculture soit dans des travaux extra-agricoles. La main-d'oeuvre agricole est extrêmement abondante dans de nombreuses parties de l'Asie et de l'Amérique latine et, de plus en plus, en Afrique. Les activités rurales extra-agricoles se sont beaucoup développées dans de nombreuses régions (y compris en Chine rurale après la décollectivisation) et fournissent un emploi à de très nombreuses personnes. Dans les saisons creuses, elles offrent un débouché vital à ceux qui n'ont pas d'emploi permanent dans le secteur agricole. Dans les régions où ces possibilités se développent, l'équation pauvreté-privation de terres s'estompe. Toutefois les effectifs de main-d'oeuvre ne cessant d'augmenter dans la plupart des pays en développement (du fait de la croissance démographique) et le bassin d'emplois ruraux n'augmentant pas à la même allure (souvent en raison des politiques gouvernementales), les salaires risquent de baisser et les perspectives d'emploi de devenir incertaines. En outre le développement des emplois extra-agricoles dans les régions rurales suit habituellement la croissance agricole. On a estimé que, pour une croissance agricole de 2%, la croissance des emplois extra-agricoles est d'environ 1%. C'est dire que les emplois ruraux, agricoles et extra-agricoles dépendent étroitement de la croissance agricole.

Il reste extrêmement difficile d'assurer des services financiers aux pauvres et aux

(22) Parker, S. *Introduction to the session of "Land Rights and Food Security"*. Eighth Annual Hunger Research Briefing and Exchange, World Hunger Program, Brown University. 6 avril 1995.

femmes comme le montre l'échec de nombreux programmes. Malgré des efforts considérables, les programmes de crédit agricole appuyés par la Banque mondiale ont très rarement réussi à atteindre ces groupes²³. Les raisons de ces échecs sont bien connues: méthodes bureaucratiques et rigides procédant du sommet (l'objet des prêts et leur montant étant déterminés à l'avance, et une somme globale identique étant fournie dans chaque secteur sans qu'il soit tenu compte des circonstances et des besoins particuliers de chacun), manque d'appui ou de formation, corruption (les emprunteurs doivent souvent verser une partie du montant du prêt aux fonctionnaires et aux employés de banques, ce qui les empêche d'investir ou de rembourser; les prêts sont donnés ou sont passés par profits et pertes pour des raisons politiques) et taux d'intérêt bonifiés (pratique extrêmement coûteuse qui encourage le détournement du crédit par des groupes bien placés et revient finalement à inverser le processus de redistribution)²⁴.

Les programmes de crédit rural ont également eu le tort de fournir du crédit sans améliorer en conséquence la capacité d'épargne des pauvres. L'épargne - individuelle et collective - a pour effet: i) de renforcer la base économique des pauvres et leur capacité d'augmenter la production; ii) de renforcer la résistance des pauvres aux situations de crise (filet de sécurité); iii) d'indiquer l'engagement des épargnants et leur acceptation des activités en cours; iv) de faciliter l'accès au crédit; v) de réduire la dépendance à l'égard des institutions gouvernementales et des prêteurs; vi) de promouvoir l'esprit de coopération et d'autonomie; vii) de permettre aux établissements financiers ruraux de fournir du crédit à un plus grand nombre de gens. La promotion de l'épargne devrait donc être considérée comme un objectif important et être suivie régulièrement puisqu'elle constitue un bon indicateur du succès de la lutte contre la pauvreté.

Un certain nombre de projets appuyés notamment par le FIDA ont démontré qu'il était possible de surmonter les contraintes indiquées plus haut en fournissant du crédit collectif pour promouvoir des activités rémunératrices. Des groupements villageois d'auto-

sistance, des associations d'épargne et de crédit, ou des arrangements entre banques commerciales et ONG ont permis de renforcer les mécanismes de crédit en diminuant les coûts de transaction. Les pauvres notamment les femmes-urbaines et rurales - se sont avérés être des clients éminemment solvables, mais les programmes de crédit doivent être adaptés à leur capacité d'organisation et d'absorption. Les ménages ruraux d'Afrique tirent couramment de 25% à 30% de leur revenu d'activités extra-agricoles, lesquelles représentent de 30 à 50% des revenus monétaires ruraux. Le renforcement des services financiers ruraux a donc un rôle important à jouer dans les stratégies de lutte contre la faim en Afrique et ailleurs. Cela est particulièrement vrai si l'on cible les femmes pauvres: le FIDA sait d'expérience que lorsque des occasions d'épargne et de crédit leur sont offertes, ces femmes savent toujours améliorer de façon notable les conditions socio-économique et nutritionnelle de leur famille.

Dans de nombreux pays, en Afrique notamment, les ratés des marchés ont été dus à l'insuffisance des transports, des communications, de l'information et des connaissances. Ces facteurs fragmentent les marchés qui risquent alors de passer sous le contrôle monopolistique des négociants qui se font souvent aussi prêteurs d'argent. Le mauvais fonctionnement des marchés dans la majorité des pays en développement se reflète aussi dans les variations de prix des intrants et des produits d'une région à l'autre et, dans une même région, d'un groupe d'agriculteurs à l'autre. Les agriculteurs pauvres tendent à être particulièrement vulnérables à ces fluctuations qui menacent souvent leur subsistance.

En même temps, le manque d'infrastructure, en particulier de routes, de moyens de transport et de débouchés, peut limiter les possibilités de commercialisation et, par conséquent, la capacité de la région à faire rentrer de l'argent et à injecter des biens de consommation et d'équipement dans l'économie locale. Il en résulte que, lorsque des projets générateurs de revenus sont mis en place, les intéressés peuvent finir par s'arracher les maigres possibilités de commercialisation et que des récoltes record peuvent laisser chacun plus mal en point.

(23) Banque mondiale, *The World Bank's Strategy for Reducing Poverty and Hunger*, Washington D.C., 1995:42.

(24) Robinson, M.A., *Evaluating the Impact of NGOs in Rural Poverty Alleviation - India Country Study*. London, Overseas Development Institute Working Paper 49, 1991.

L'accès à une technologie améliorée est l'un des éléments clés de toute stratégie visant à entamer sérieusement le problème de la faim et de la pauvreté. D'après l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), d'ici l'an 2020, la demande mondiale de céréales alimentaires augmentera d'environ 55% et celle de produits animaux de 75% par suite de la croissance démographique, de l'augmentation des revenus et de la modification des habitudes alimentaires. La demande de ces produits dans les pays en développement augmentera respectivement de 75% et de 155%. Le surcroît de production devra pour l'essentiel être réalisé sur les terres actuellement cultivées, toute expansion importante des superficies mises en culture étant coûteuse au plan économique et écologique²⁵. Des gains de productivité ne seront possibles que si les systèmes de recherche agricole se mobilisent pour mettre au point des technologies améliorées, si les services de vulgarisation sont renforcés pour assurer la transmission des technologies améliorées aux agriculteurs et si les capacités d'innovation et la créativité des agriculteurs eux-mêmes sont reconnues et encouragées.

Le système de recherche agricole international (les 16 institutions appartenant au Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI) a été le fer de lance de la recherche sur les principales céréales telles que le riz, le blé et le maïs. La percée technologique opérée avec les variétés à haut rendement dans la fin des années soixante a débouché sur la "Révolution verte", qui est à l'origine d'une croissance agricole intensive dans de nombreux pays à défi cit vivrier, en particulier dans une bonne partie de l'Asie et de l'Amérique latine.

Historiquement une grande partie (mais pas l'ensemble) de la recherche agricole internationale et nationale n'a pas abordé le problème des ruraux pauvres. Depuis le début, le FIDA - comme d'autres institutions - a été partisan d'une révision des priorités actuelles de la recherche et d'un recentrage des ressources et des efforts sur les régions défavorisées et sur les cultures produites et consommées par les pauvres concentrés dans les régions démunies. Du point

de vue de centaines de millions de agriculteurs pauvres et affamés du monde, les paradigmes dominants de la recherche ont été entachés par un certain nombre de parti pris et ont eu tendance à négliger, pendant les premières décennies i) la petite agriculture pluviale dans les régions peu fertiles (où vivent la plupart des pauvres) et les cultures produites dans ces régions; ii) les besoins spécifiques, les contraintes et les stratégies de survie des agriculteurs pauvres et plus encore ceux des agricultrices, et iii) les savoirs traditionnels et la capacité d'innovation des agriculteurs pauvres eux-mêmes. Un dernier parti pris, étroitement lié aux précédents, concerne iv) le fonctionnement des systèmes de vulgarisation dont l'approche procède par le haut, est standardisée et fondée sur une communication à sens unique.

La recherche agricole dans les pays en développement a essentiellement porté sur les secteurs à potentiel élevé. Les considérations appuyant ce choix invoquent la nécessité de renforcer l'autonomie alimentaire nationale et ont souvent fait négliger la petite agriculture non irriguée dans les régions défavorisées. Seulement 25% du budget du GCRAI va à la recherche concernant directement les régions marginales. Dans le passé, la recherche agricole a également eu tendance à négliger les plantes d'importance fondamentale pour la sécurité alimentaire des pauvres comme le mil, le sorgho, l'igname et les tubéreuses; mais depuis dix ans, des progrès considérables ont été accomplis dans ce domaine.

Par ailleurs, la recherche actuelle néglige souvent les conditions réelles et les besoins spécifiques des petits agriculteurs en ce qui concerne la prévention des risques, les stratégies de diversification, les préférences de goûts, etc. En termes techniques, la production de connaissances a été dissociée de leur utilisation et les chercheurs se sont contenté de communiquer leurs résultats aux agents spécialisés des services de vulgarisation. Il en est résulté que, bien souvent, les performances des centres de recherche et des parcelles expérimentales n'ont souvent pas pu être reproduites en dehors des limites de ces institutions. Les agriculteurs ont constaté que les innovations agricoles qui leur étaient proposées ne leur étaient pas accessibles

ou bien étaient par trop coûteuses, risquées, mal expliquées et inadaptées à leurs goûts, à leurs contraintes de main-d'œuvre ou aux stratégies de survie.

Ici encore, la recherche ne prête habituellement pas l'attention qu'il faudrait à la richesse et à la pertinence des savoirs et technologies traditionnels des agriculteurs et de leur communauté. Beaucoup de ces technologies mises au point en complète harmonie avec l'environnement ne sont plus compatibles avec les conditions actuelles, notamment les pressions exercées par l'homme et par le bétail. Elles pourraient néanmoins être revues, modifiées et complétées par des recherches auxquelles participeraient les agriculteurs eux-mêmes.

Les chercheurs ne sont pas les seuls à innover: les agriculteurs du monde entier sont eux-mêmes de grands innovateurs. La plupart connaissent à fond les conditions locales et possèdent la créativité et le sens expérimental nécessaires pour innover. Cette capacité a été presque complètement négligée par la recherche agricole traditionnelle. Il incombe maintenant aux centres de recherche nationaux et internationaux de reconnaître et de prendre en considération les qualités intrinsèques du système de savoirs indigènes, de trouver le moyen de le renforcer ou de lui insuffler une nouvelle vie lorsqu'il a perdu de sa vigueur.

La diffusion des techniques agricoles était autrefois thématique. On s'efforçait de porter à la connaissance du plus grand nombre possible de fermiers des informations standardisées sans tenir compte de la diversité des conditions socio-économiques locales et régionales. Le procédé a été décrit comme linéaire et basé sur la communication à sens unique dans la mesure où les chercheurs monopolisaient la création d'innovations techniques et où les méthodes de diffusion et de supervision étaient ensuite appliquées systématiquement. Or, il s'est avéré très difficile de tenir compte de la diversité des systèmes agricoles et des environnements naturels. En outre, la vulgarisation des innovations n'est pas toujours simple dans des environnements de plus en plus fragiles et diversifiés. Il en est résulté que de nombreuses innovations techniquement saines n'ont pas été appliquées par les cultivateurs, et cela non pas

pour des raisons techniques mais à cause des barrières socio-économiques, socio-culturelles et socio-psychologiques qui n'avaient pas été prises en compte par les services de vulgarisation. Les systèmes de culture modernes et les approches éco-régionales à la recherche visent à surmonter ces contraintes.

Par la suite, le potentiel de la recherche agricole n'a pas été pleinement exploité. La croissance agricole a été rapide à la suite de la révolution verte; en Chine, en Inde, en Indonésie et aux Philippines (qui représentent ensemble plus de la moitié de la population du monde en développement), elle tient en bonne partie à l'introduction de variétés à haut rendement. Cette innovation a certainement aidé à renforcer la sécurité alimentaire dans les pays; elle a également amélioré les revenus des agriculteurs vivant dans les régions fertiles. Cependant, la croissance a été concentrée dans les régions fertiles et irriguées, excluant les zones marginales et augmentant les disparités régionales dans et entre les pays. Dans le cas de nombreux petits agriculteurs, le coût élevé des intrants, l'accès limité au crédit, la peur du risque et l'incertitude quant à l'utilisation de la terre expliquent les réticences à l'égard de la modernisation de l'agriculture. C'est pourquoi la révolution verte, malgré les bénéfices considérables qu'elle a engendrés, n'a pas réussi à résoudre les problèmes chroniques de la faim et de la pauvreté de centaines de millions de gens à travers le monde.

Des efforts de réorganisation du système de recherche agricole internationale et de mise au point de protocoles expérimentaux de recherche et de développement sont en cours pour répondre à certains des problèmes mentionnés ci-dessus. Trois tendances se dégagent: i) un déplacement des programmes de recherche au profit des régions de culture pluviale dépourvues de ressources; ii) la création de coalitions de recherche régionales pour exploiter les avantages comparés de différents acteurs, en particulier les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) des pays en développement ce qui débouchera sur d'importantes économies d'échelle; iii) l'établissement de liaisons entre le système de recherche, les ONG et les organisations communautaires afin de mettre la-re-

cherche davantage au service des producteurs.

Les programmes de recherche s'orientent maintenant vers les régions pauvres de culture pluviale et vers les problèmes des femmes rurales. Ce déplacement s'imposait pour promouvoir la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres. Le GCRAI a récemment décidé de tenir compte des impératifs de la réduction de la pauvreté et de la préservation de l'environnement dans l'identification de ses futures priorités de recherche. Enfin, le FIDA a pris la direction d'un effort collectif visant à renforcer le partenariat entre les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) et le système CG afin de réorienter les futures programmes de recherche vers les besoins des petits producteurs et des femmes rurales.

Sur la base du suivi des ressources et des besoins agricoles régionaux, le GCRAI, les NARS et les instituts de recherche du Nord (appelés Organisations de recherche avancée (ARO)) pourraient affecter davantage de ressources à des programmes d'action régionaux comme ceux qui sont conçus au sein du Programme spécial pour la recherche agricole en Afrique (SPAAR). Ces alliances entre différentes institutions de recherche permettront, par la création de programmes d'action éco-régionaux ou d'activités interinstituts, de promouvoir des solutions technologiques plus diversifiées et mieux adaptées à des conditions socio-économiques et physio-climatiques très différentes.

La Banque mondiale cherche à mobiliser les donateurs bilatéraux et multilatéraux traditionnels dans le cadre d'une stratégie plus participative qui réserve un rôle clé aux ONG - ceci dans le but d'utiliser leur capacité d'intervention et de mobilisation et leur "culture" de l'intervention dans le domaine intéressant directement les agriculteurs pauvres. Les organisations d'agriculteurs et de femmes devraient également jouer un rôle essentiel dans la mise en place de cette stratégie. L'instauration d'un réel dialogue entre organisations d'agriculteurs et institutions de recherche nationales et internationales aurait pour effet: a) d'améliorer la pertinence des programmes de recherche choisis par des institutions nationales et internationales, et b) d'optimiser la diffusion de technologies nouvelles en impliquant en permanence les

organisations d'agriculteurs et les ONG dans les essais en conditions réelles des technologies nouvelles ou améliorées.

La recherche devrait désormais s'appuyer davantage sur les savoirs et les aspirations des agriculteurs afin de générer des technologies améliorées, peu coûteuses et compatibles avec la préservation de l'environnement. Les ONG peuvent jouer un rôle important à cet égard (comme elles l'ont fait avec les techniques de "recherche-action" participative, la recherche sur le terrain, le diagnostic rural participatif, les échanges de connaissances techniques locales et de savoir-faire entre agriculteurs travaillant dans des conditions agro-climatiques semblables) par l'établissement d'un maillage, l'échange d'enseignements et d'expériences, etc. Cela suppose qu'on reconnaisse la capacité d'innovation des agriculteurs et qu'on établisse des mécanismes pour promouvoir cette capacité et transmettre les innovations aux agriculteurs de différentes régions.

S'il est important de réformer les modalités de la mise au point de technologies appropriées, il ne l'est pas moins de revoir parallèlement la diffusion de ces technologies dans le monde agricole. Cela oblige à revoir complètement le fonctionnement des services de vulgarisation: réorientation vers les petits agriculteurs pratiquant des cultures traditionnelles; correction du parti pris privilégiant les hommes et les riches; prise en considération des besoins des agricultrices.

En résumé, il est indispensable de tenir davantage compte des besoins des plus démunis dans la planification de la recherche agricole; d'impliquer les producteurs ruraux et leurs organisations dans la recherche; d'améliorer la diffusion des innovations. Allant plus loin, il faut reconnaître que les pauvres ne sont pas si pauvres qu'ils ne puissent réfléchir aux solutions qui peuvent être apportées à leurs problèmes. La mise en place et la diffusion de technologies préservant l'environnement dans les régions où n'ont pas pénétré les technologies faisant intensivement appel aux intrants, imposeront la mise en place de passerelles entre les savoirs et les aspirations de la population et les systèmes de recherche et de vulgarisation nationaux et internationaux.

L'incidence de la pauvreté est de plus en plus concentrée dans des régions géographiques clairement définissables. La grande majorité des 800 millions de ruraux vivant au-dessous du seuil de pauvreté est en fait concentrée en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. On estime que près de 60% des pauvres du monde vivent dans des régions marginales ou écologiquement fragiles où les populations indigènes ont été laissées à elles-mêmes par les pouvoirs publics et leurs rangs gonflés par de nouveaux groupes de ruraux pauvres déplacés de régions plus fertiles pour toutes sortes de raisons: dégradation des sols, expropriation, pressions démographiques, morcellement des propriétés - privatisation de terres communales - renforcement et expansion du secteur commercial, diminution de la demande de main-d'oeuvre du fait de la mécanisation. Les régions marginales deviennent rapidement des ghettos caractérisés par la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Les régions arides et semi-arides représentent jusqu'à 40% des terres de la planète. Sur une superficie globale de 5 200 millions d'hectares de terres arides à usage agricole, 69% sont dégradées ou en cours de désertification. En Afrique, 73% des terres arides mises en culture sont dégradées et en Asie le chiffre est plus proche de 70%. D'autre part, les régions de montagne couvrent environ 21% de la surface terrestre; la proportion est de 25% en Amérique centrale, de 17% en Amérique latine, de 29% en Asie du Sud-Est, de 24% en Asie du Sud-Ouest et de 8% en Afrique. Bien qu'elles ne couvrent pas une superficie aussi importante que les terres arides, les régions de montagne exercent une influence d'une portée considérable sur d'autres régions, du fait essentiellement de leurs fonctions de bassin hydraulique. Les montagnes représentent 80% des ressources mondiales en eau douce. Au moins 40% de la population mondiale y font appel.

Le processus de dégradation de la terre et de diminution de la fertilité du sol dans les régions marginales prive les agriculteurs et les pasteurs de leur principale ressource. En outre, dans les zones arides, la "sécurité des moyens

d'existence" de ces populations est à la merci des irrégularités climatiques et des sécheresses répétitives. La superficie des terres actuellement dégradées par la désertification a doublé au cours des vingt dernières années, ce qui se traduit par la perte annuelle de 58 000 kilomètres carrés de terres productives et représente selon les estimations du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) un potentiel agricole annuel de l'ordre de 42 milliards de USD, soit quatre fois l'aide totale à l'agriculture. L'ONU estime que, si la dégradation de la terre se poursuit au rythme actuel, près de 8 milliards d'acres de pâturages, de terres irriguées et de terres de culture seront en danger à la fin du siècle, menaçant la subsistance de 1,2 milliard de gens.

La dégradation de l'environnement a eu un impact négatif notable sur les femmes en limitant leur accès au bois de chauffage, à l'eau de boisson, aux terres arables et aux produits de la forêt qui sont importants pour la subsistance alimentaire. En outre, il y a toujours une forte migration des hommes de ces régions, laissant les femmes seules à la tête des ménages. Tout ceci contribue à augmenter considérablement leur charge de travail déjà fort lourde.

La dégradation dans les régions arides, semi-arides et subhumides sèches, habituellement désignée par le terme de désertification, est due à des facteurs naturels (variations climatiques) et à l'homme. Le rôle du climat dans la désertification est lié à l'impact des variations pluviométriques sur la couverture végétale, à l'origine des importantes fluctuations de la production fourragère des parcours. L'insuffisance de la couverture végétale favorise l'érosion du sol et accélère la désertification. La désertification due aux activités humaines résulte de pratiques agricoles inappropriées, à savoir expansion de la culture pluviale à des terres ne s'y prêtant pas, intensification agricole par surexploitation des éléments fertilisants et des réserves d'eau souterraines, utilisation excessive de pesticides et autres méthodes de production non viables, surpâturage, déforestation et mauvaises pratiques d'irrigation. Les sols des régions arides et semi-arides, par nature pauvres en azote et en phosphore et possédant une couche d'humus très mince, sont particulière-

ment vulnérables à la surexploitation et à l'érosion. La diminution de la fertilité des sols a largement contribué à l'insécurité alimentaire dans les terres arides du monde entier, en particulier en Afrique. A cela s'ajoute l'effet de la pluviométrie aléatoire et des sécheresses, dont chaque épisode dégrade davantage la résistance et la capacité d'adaptation des ruraux pauvres.

D'un autre côté, les écosystèmes de montagne, soumis à l'écoulement des torrents et dotés de sols extrêmement lessivés, sont exposés aux glissements de terrains, à l'érosion et à la diminution rapide de la diversité génétique et de la diversité de l'habitat. Ici encore, c'est la pauvreté associée à la surpopulation qui est à l'origine de la culture excessive des terrains abrupts et de la déforestation. Les ressources communales, importantes dans ces régions, sont souvent privatisées ou nationalisées par de puissants groupes d'intérêts, ce qui aggrave encore le sort des pauvres qui comptent souvent sur ces propriétés pour surmonter les pénuries alimentaires saisonnières et faire face aux situations de crise.

La pauvreté et la dégradation de l'environnement sont intrinsèquement liées. Les ruraux pauvres - dans leur quête de sécurité alimentaire - n'ont souvent guère le choix et doivent utiliser à fond les ressources limitées à leur disposition. La dégradation de l'environnement qui en résulte réduit encore leur production et les occasions qu'ils ont d'augmenter leurs revenus et ceci dans une spirale descendante de plus en plus rapide. Leurs infimes actifs naturels et artificiels, leurs droits de propriété mal définis ou inexistantes, leur accès limité aux services financiers et aux marchés, leur insécurité face aux catastrophes naturelles et leur manque de participation au processus décisionnel les obligent parfois à adopter des stratégies à courte vue. Par conséquent, les besoins alimentaires immédiats de leur famille prennent le pas sur la conservation et l'écologie.

En outre, la dégradation de l'environnement est à l'origine d'un exode continu des terres arides et des régions de montagne vers des régions rurales et urbaines relativement mieux pourvues et des pays voisins où se reproduit le cycle de la dégradation de l'environnement. Celle-ci, si elle peut perpétuer la pauvreté,

peut aussi contribuer à l'instabilité politique et sociale. On reconnaît de plus en plus que les ruraux pauvres ne sont pas, même à leur insu, les principaux agents de la dégradation de l'environnement. Une dégradation irréversible est souvent causée par l'utilisation excessive de produits chimiques, de l'irrigation et de l'équipement mécanique, ou par la surexploitation des forêts et des stocks halieutiques.

De nombreuses politiques et stratégies de préservation de la nature ont échoué dans le passé parce qu'elles procédaient d'en haut et utilisaient des technologies inadaptées aux conditions locales. Les micro projets exécutés dans nombre de régions depuis dix ans au contraire ont permis de réunir un stock de connaissances qui ont permis l'application de nouvelles méthodes. Dans ce contexte, un consensus s'est dégagé sur l'importance des savoirs et des pratiques traditionnels indigènes pour la gestion des terres arides, des forêts, des pâturages et des terres agricoles dans le but de préserver le sol et l'humidité, de diversifier la production végétale et animale et de minimiser ainsi les risques.

Certaines communautés rurales traditionnelles ont mis en place des systèmes de gestion des ressources complexes qui ont supporté l'épreuve du temps et ont beaucoup à offrir dans l'actuel contexte d'inquiétude sur la durabilité des ressources. Leur éthique écologique admirable mérite d'être reconnue. Si l'on affirme désormais l'importance des savoirs locaux, cela implique aussi que les populations locales accèdent aux moyens d'intervention par le biais de leurs organisations. En outre, la grande hétérogénéité des régions montagneuses et la dispersion des populations des terres arides, soulignent le besoin d'une action décentralisée au niveau local en vue d'une gestion intégrée.

La lutte contre la désertification fait désormais partie du programme d'activité de divers organismes des Nations Unies. Le problème a été abordé pour la première fois par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 1950. Les décisions prises au niveau intergouvernemental n'ont malheureusement pas donné de résultats concrets sur le terrain. Toutefois, la Conférence des Nations Unies sur l'environne-

ment et le développement (CNUED) a annoncé en 1992 un tournant. Pour la première fois, on a mieux compris l'importance des actions locales en tant que base de stratégies allant dans le sens des aspirations de la population.

Une prise de conscience au plus haut niveau des gouvernements a permis l'adoption de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. La Convention demande que les donateurs et la communauté internationale ainsi que les gouvernements des pays touchés par la sécheresse et la désertification s'engagent en étroite collaboration avec la population locale à lutter contre la désertification. Ainsi, les ONG qui participent au processus de négociation ont mis en place le RIOD - Réseau international d'ONG sur la désertification - pour faciliter l'échange d'informations et d'expériences et pour renforcer la capacité des organisations de la société civile à participer à la mise en oeuvre de la Convention. On pouvait espérer arrêter et même inverser le processus si cette Convention qui a été signée par 105 pays, mais n'a encore été ratifiée que par cinq pays, prend effet et si ses dispositions sont appliquées par toutes les parties.

De plus, dans le sillage de la CNUED, on a établi un réseau pour le développement durable des régions de montagne composé d'organismes des Nations Unies, d'ONG et d'institutions intergouvernementales. Le réseau a proposé une série de mesures à tous les acteurs impliqués dans la promotion d'un développement durable des régions de montagne. Reconnaissant la nécessité de mieux définir le programme sur les régions de montagne dans les priorités internationales et nationales, une conférence mondiale d'organisations intergouvernementales et d'ONG ainsi que des consultations intergouvernementales régionales sont en préparation. Les principales propositions d'action qui s'en dégagent, identifiées dans le cadre d'une consultation générale à laquelle ont participé les principales ONG, couvrent cinq domaines spécifiques: éradication de la pauvreté; renforcement du réseau d'information mondial et de la base de données, renforcement de la capacité des pays et mise en place de programmes d'action nationaux pour les régions de montagne; sensibilisation par la préparation et

l'organisation d'une conférence mondiale sur le développement durable des régions de montagne qui se tiendra au début de 1997; formulation, négociation et application de conventions régionales et sous-régionales pour les régions de montagne et, éventuellement, établissement d'une charte mondiale.

Au-delà des secours d'urgence

Le monde de l'après-guerre froide a été le théâtre d'une montée des conflits locaux et régionaux. L'afflux de réfugiés résulte essentiellement des guerres civiles, des calamités naturelles et de la dégradation des conditions agro-écologiques dans de nombreuses régions. Conjointement, ces facteurs causent de vastes mouvements de populations qui ont besoin de l'aide humanitaire, souvent sur très court préavis. A la fin de 1994, on comptait environ 165 millions de réfugiés. Ces données montrent la poursuite d'une tendance amorcée vers 1975: le nombre de réfugiés double à peu près tous les six ans⁽²⁶⁾. Un tiers sont en Afrique, un tiers au Moyen-Orient et 2,65 millions en Europe, résultat direct de la désintégration du bloc de l'Est. En outre, en 1993, 20 millions (au moins) de personnes avaient été contraintes de quitter leur domicile et leur région mais restaient dans leur pays. Les chiffres pour 1994 sont probablement plus élevés. Au total, on compte 45 millions de personnes déplacées, le plus souvent du fait de la guerre ou de conflits intérieurs. Ces gens ont perdu leurs biens et leur source de revenu, souvent du jour au lendemain, et sont généralement totalement démunis.

Les populations déplacées ont besoin d'aide. La réponse internationale aux situations d'urgence s'est beaucoup améliorée. La communauté mondiale et les gouvernements parviennent de mieux en mieux à intervenir rapidement, à adapter l'aide humanitaire aux réalités locales et à préserver le développement à long terme.

La communauté internationale répond de plus en plus rapidement aux urgences où qu'elles se produisent, surtout si l'on se rappelle ce qu'il en était il y a quelques décennies. Toutefois, il y a encore un long chemin à parcourir

(26) ACC/SCN, *Update on the World Nutrition Situation, 1994*, Genève, ACC.SCN, 1994.

avant que l'aide d'urgence ne devienne réelle-
ment que l'aide d'urgence aux prises
avec la famine. Il existe au niveau national et in-
ternational des systèmes d'alerte rapide à la fa-
mine. En outre, la multitude des acteurs impli-
qués - depuis le Comité international de la
Croix Rouge et les ONG (telles que Oxfam
Christian Aid, Coopérative for American Relief
Everywhere (CARE), CHF-Partners in Rural
Development et des centaines d'autres)
jusqu'aux organisations internationales comme
le PAM, le HCR, l'UNICEF et le PNUD, en
passant par les organismes de coopération bila-
térale - fait que les bénéficiaires sont moins dé-
pendants de quel que sources d'aide d'urgence
(mais a l'inconvénient de créer des problèmes de
double emploi et de coordination). La famine
qui a pu être prévenue en Afrique de l'Est et en
Afrique australe en 1992 malgré la grave séche-
resse qui a détruit jusqu'à 80% des récoltes
dans certaines régions illustre bien ce que peut
faire la communauté internationale et les
gouvernements nationaux.

Les gouvernements, les ONG et les orga-
nisations internationales se sont dotés des
moyens nécessaires pour renforcer l'aide huma-
nitaire afin de minimiser les répercussions
des famines sur le développement. La mise
en place de points de distribution décentralisés
pour empêcher les gens de quitter massivement
leur village, la fourniture des semences et outils
agricoles pour la préparation de la prochaine ré-
colte et plus généralement l'arrivée rapide de
secours avant que les gens ne se soient dé-
pouillés de leurs biens pour survivre, toutes ces
mesures contribuent à contenir les répercus-
sions des famines. En outre, l'aide ne se réduit
plus à la fourniture de surplus alimentaires:
opérations triangulaires, aide monétaire, pro-
grammes vivres-contre-travail, fourniture d'ar-
ticles non alimentaires et d'argent etc., sont au-
tant de tentatives pour éviter le bouleversement
(ou la ruine) des économies locales.

La communauté internationale devrait
envisager de systématiser les mesures de pré-
vention à long terme de la famine, par exemple
par un schéma de développement garantissant
le maintien durable des moyens d'existence
(prévoyant des pratiques culturelles adaptées à la
sécheresse), certaines protections contre le dé-

nuement et des mécanismes d'intervention au
niveau des communautés. Si la sécurité alimen-
taire des populations les plus vulnérables pou-
vait être améliorée par des stratégies de déve-
loppement appropriées et une aide financière,
les interventions humanitaires ne seraient plus
nécessaires de manière continue. Etant donné le
problème grandissant des réfugiés et ses réper-
cussions désastreuses au plan social et écono-
mique, des mesures de prévention s'imposent
de toute urgence.

En fait, la perception des calamités natu-
relles, en particulier des sécheresses, a radicale-
ment changé. On avait tendance à penser autre-
fois que la sécheresse était une calamité
totalement imprévisible, dont les effets ne pou-
vaient être atténués que par des mesures d'ur-
gence après coup. Sécheresse et famine sem-
blaient indissociables. Aujourd'hui, la
perspective est très différente. Certes, les séche-
resses graves continueront sans doute de consti-
tuer des urgences et il y aura toujours lieu
d'améliorer les interventions, mais l'on pense
maintenant que leur incidence est beaucoup
plus régulière et prévisible qu'on le croyait
avant. Nous savons maintenant qu'en Afrique
subsaharienne, 70% des terres cultivées sont ex-
posées à la sécheresse et que 30% de ces terres
sont particulièrement vulnérables. Par ailleurs,
les dommages de la sécheresse peuvent être
considérablement réduits par des investisse-
ments avant l'événement. Si nous ne pouvons
sans doute réduire l'incidence des sécheresses,
nous pouvons en atténuer les conséquences. La
réponse devrait être d'ordre non seulement cu-
ratif mais aussi préventif.

Dans les régions marginales, les popula-
tions ont développé toute sorte de réponses aux
agressions durables comme les pressions démog-
raphiques croissantes exercées sur des res-
sources naturelles limitées ou en voie de dimi-
nution et des événements inattendus comme les
sécheresses, ce qui donne une bonne idée de la
complexité de leurs stratégies de survie. Les
mesures dépendent des groupes concernés -
paysans sans terre, petits propriétaires, pas-
teurs, pêcheurs - et varient selon qu'elles visent
des hommes ou des femmes. En fonction de leur
accès aux ressources privées et communales, de
leurs spécialisations et de leur statut socio-éco-

rique, enfin de la gravité de la crise, les ruraux pauvres peuvent diversifier ou intensifier les systèmes de culture, combiner emplois agricoles et extra-agricoles, partir temporairement ou définitivement, compter sur l'entraide des groupes de même lignage, vendre une partie ou la totalité de leurs biens, modifier leur alimentation ou combiner ces stratégies. Les résultats dépendent du contexte économique, politique et institutionnel. Dans le contexte du développement durable, il faut mettre la population en mesure de faire face à la sécheresse et à d'autres crises notamment en créant un environnement plus clément.

Résumé et conclusion

Environ 800 millions de personnes dans le monde sont aux prises avec la faim. L'année dernière seulement, la faim et les maladies associées à la malnutrition ont tué de 10 à 12 millions d'enfants de moins de cinq ans. Et le monde compte 1,1 milliard de pauvres, soit un cinquième de l'humanité. La pauvreté cause davantage de maux, de souffrances et de morts que toutes les maladies connues sur la terre. Malgré les succès de la révolution verte et quelques cas notables de croissance économique accélérée, le nombre des pauvres dans le monde devrait atteindre 1,3 milliard à la fin du siècle.

Les femmes appartenant à des minorités ethniques et à des populations indigènes ou vivant dans des régions marginales exposées à la sécheresse et à l'érosion paient un tribut particulièrement lourd à la pauvreté et à la faim. Elles n'ont pas accès aux avoirs nécessaires pour produire suffisamment d'aliments ou gagner de quoi pourvoir à leurs besoins; elles n'ont pratiquement pas leur mot à dire dans les programmes et politiques les concernant. Enfin, elles souffrent de manière disproportionnée des effets des guerres civiles et des sécheresses, y compris des menaces de famine. Des dizaines de millions d'entre elles sont réfugiées ou déplacées.

Pourtant, les pauvres et les affamés ne sont pas des victimes passives, incapables d'agir pour elles-mêmes, attendant que la mort prélève son tribut ou que l'aide arrive de l'extérieur.

Ils travaillent, innovent, s'organisent pour promouvoir des changements dans tous les domaines de leur existence. En outre, beaucoup d'autres gens sont engagés dans le même combat et luttent contre la faim et la pauvreté qui pèsent sur la vie de leurs frères et de leurs soeurs. Toute entière mobilisée contre la pauvreté, la faim, la dégradation de l'environnement, la société civile rassemble les capacités et les ressources nécessaires pour promouvoir des changements. Même les groupes les plus défavorisés et les plus pauvres - les femmes, les groupes ethniques et les populations indigènes, les petits agriculteurs et les fermiers marginaux, les réfugiés et les personnes déplacées - peuvent lutter efficacement contre la faim et la pauvreté, s'ils accèdent aux moyens d'intervention nécessaires. La capacité et la volonté ne leur manquent pas: il leur faut l'occasion et les moyens.

Faute d'accès au programme de développement officiel, leurs actions doivent être menées de manière séparée. Le Programme mondial de lutte contre la faim et la pauvreté est souvent perçu comme se situant à la limite du secteur public et des organisations multilatérales. C'est pourquoi il y a souvent eu deux programmes parallèles, mais pas entièrement intégrés. Le moment est venu de faire appel à la société civile pour qu'elle établisse le Programme de développement mondial et de lui accorder l'espace institutionnel qu'elle mérite à titre d'acteur à part entière.

Ce n'est pas parce que l'on reconnaît l'importance de la société civile qu'il faut négliger le rôle des gouvernements et du secteur privé. Les gouvernements ont un mandat et des moyens indispensables à la lutte contre la faim et la pauvreté. Ce sont eux qui fixent les politiques agricoles et macro-économiques; qui construisent l'infrastructure, qui financent les établissements de recherche; qui établissent les services assurant la bonne conduite des affaires locales et qui peuvent créer un environnement favorable. Sans leur intervention, aucun progrès ne peut être réalisé dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Le secteur privé est lui aussi incontournable car il est le moteur de la croissance et de l'innovation. Comme l'indique le Rapport du PNUD sur le développement humain

de 1993: le front idéologique du passé a fait place à des mesures plus pragmatiques associant l'efficacité du marché et la solidarité sociale. C'est pourquoi les trois acteurs sont entièrement solidaires. L'engagement à l'égard des organisations de la société civile ne doit pas faire oublier l'importance du marché et de ses institutions.

Des gouvernements, des marchés et des sociétés civiles efficaces sont également indispensables à l'instauration d'un développement durable. Ce qu'il faut en définitive, c'est combiner les efforts et la créativité de tous les secteurs de la société pour produire une synergie. Le résultat final dépassera la somme des parties.

La Conférence sur la faim et la pauvreté: une coalition populaire pour l'action a pour objectif ultime de susciter une prise de conscience de ce qui peut être fait dans la lutte contre la faim et la pauvreté et de jeter les bases d'une stratégie visant à élargir et à renforcer le rôle des institutions de la société civile en conjonction avec les secteurs publics et privés. La solution du problème passe donc par la mise en place d'un environnement politique et institutionnel favorable, laissant aux communautés locales toute latitude pour participer pleinement au processus de développement. Elle sup-

pose aussi que la société civile dispose de structures institutionnelles répondant à leurs besoins et à leurs aspirations.

Il faut donc espérer que les délibérations de l'Atelier et de la Conférence déboucheront sur des orientations pour une action efficace en vue de cet objectif. Il faudrait créer une coalition de tous les partenaires, établir des stratégies autour des initiatives qui ont donné de bons résultats et les appliquer sur une plus grande échelle en faisant porter les efforts sur les priorités indiquées ci-dessus. En ce qui concerne le renforcement et l'amélioration des structures assurant la bonne conduite des affaires locales, il s'agit de bien autre chose que d'établir un système de participation de la population à des actions de développement mises en route par les pouvoirs publics puisque le but est d'assurer la participation de la population à des actions de développement dont elle-même aura pris l'initiative. De cette manière, la Conférence est prête à inverser le mouvement et apporterait une contribution nouvelle et importante à la lutte contre la faim et la pauvreté dans les régions rurales où vivent la grande majorité des pauvres du monde entier.

23 octobre 1995.

ANNEXE

Nous reproduisons ci-après le discours de S.M. le roi des Belges, à la Conférence sur la faim et la pauvreté, Bruxelles, prononcé le 20 novembre 1995.

Mesdames et Messieurs,

Plusieurs raisons m'ont fait accepter avec joie de prendre la parole à l'ouverture de cette conférence.

Tout d'abord, comme vous tous, je ne puis rester indifférent devant tant de misère dans le monde. A notre époque où le progrès technologique semble illimité elle apparaît comme une injustice criante que nous ne pouvons tolérer.

Ensuite, cette conférence accorde une place importante aux organisations non-gouvernementales. L'idée me plaît beaucoup car même si ces organisations

sont davantage reconnues ces dernières années, elles doivent néanmoins se réunir parallèlement et en dehors du forum officiel des grandes conférences internationales. Ici elles sont pleinement intégrées dans la conférence et y ont une place centrale. C'est très bien ainsi et cela traduit enfin la réalité qu'on connaissait déjà depuis longtemps sur le terrain dans les différents pays. L'importance croissante d'organisations comme la Croix-Rouge et Médecins sans Frontières sur le plan humanitaire, ou Amnesty International dans la lutte pour le respect des droits de l'homme, témoignent de la même évolution sur le plan international.

Enfin vous avez eu la sagesse de vous fixer comme objectif non plus l'analyse de la pauvreté et de ses causes mais le développement de programmes d'action avec tous les partenaires: organisations non-gouvernementales du Sud et du Nord, gouvernements du Sud et du Nord et organisations internationales.

Pour toutes ces raisons je vous félicite les orateurs et en particulier le PIDA.

Dans cette brève allocution, je voudrais me limiter à deux thèmes. En premier lieu, la nécessité d'écouter les pauvres sur le terrain. En second lieu, le rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement.

Trop longtemps sur le plan national et international les stratégies de lutte contre la pauvreté ont été élaborées à partir du haut sans y associer suffisamment la base, c'est-à-dire les pauvres eux-mêmes. Cela a conduit souvent à l'élaboration de programmes ambitieux mais dont les bénéfices ne parvenaient que très peu à ceux qu'ils étaient censés servir. Ils restaient souvent accrochés dans les filtres des administrations ou parfois d'une petite classe de privilégiés, sans parvenir suffisamment aux plus démunis. Rappelons à ce propos qu'en Belgique le gouvernement, avec l'aide de la Fondation Roi Baudouin, a abordé le problème de la pauvreté sur base d'un rapport auquel les moins nantis ont eux-mêmes personnellement contribué.

Dans ce domaine j'ai aussi été frappé par le succès des formules de crédit qui, dans le cadre de la Grameen Bank au Bangladesh, sont développées à la base par les pauvres.

Je me réjouis qu'un des objectifs de cette conférence est d'élargir la participation et le pouvoir décisionnel des démunis, tout comme je me réjouis de la récente décision de la Banque Mondiale de travailler davantage avec les organisations non gouvernementales notamment dans le domaine des crédits aux micro-projets. L'Union Européenne a déjà une longue expérience dans ce domaine qu'elle souhaitera sans doute élargir encore.

J'en viens maintenant au second thème: le rôle des femmes dans le développement et en particulier celui des femmes rurales.

C'est un des grands mérites de la Conférence qui s'est déroulée début septembre à Pékin d'avoir mis en lumière la situation si difficile et si injuste des femmes rurales du Tiers Monde et d'avoir défini un programme d'action pour y remédier.

En dépit du fait qu'elles contribuent de manière essentielle à la subsistance de leur famille et de leur communauté, ces femmes rurales sont moins bien nourries, moins bien instruites, en moins bonne santé et moins bien rémunérées que les hommes du même groupe socio-économique. Elles ont en outre à affronter cer-

taines traditions qui les maintiennent depuis des siècles dans une situation d'infériorité. Ceci explique la féminisation de la pauvreté qui affecte aujourd'hui plus de 500 millions de femmes rurales dans le Tiers Monde.

L'amélioration de leur condition est donc non seulement une question de dignité de la personne humaine, mais aussi une condition indispensable au développement durable de leur pays.

Pour changer la situation de ces femmes, je suis sûr que tous les acteurs réunis ici établiront des programmes d'action concrète. Je me contenterai quant à moi d'évoquer certains axes de réflexion.

Il faut promouvoir pour les femmes rurales l'accès à l'enseignement. C'est prioritaire. Il faut aussi leur donner un accès égal aux services de santé, à la propriété, à l'héritage, et au crédit en modifiant les législations et des coutumes si souvent discriminatoires à leur égard.

En second lieu, il est important d'encourager la création d'associations non-gouvernementales indépendantes qui aideront les femmes à accéder à des responsabilités dans leurs familles, leurs communautés et leurs nations, et leur donner les moyens, par le biais de ces associations, de participer directement aux projets de développement qui les concernent. A titre d'exemple, je voudrais citer le dernier lauréat du prix Roi Baudouin pour le développement TASO (The Aids Support Organisation) en Ouganda qui a réussi à rassembler dans un remarquable effort de solidarité et de développement des personnes atteintes par le SIDA.

Les organisations internationales et les pays industrialisés devraient davantage incorporer la composante "femme" dans tous les projets qu'ils financent.

Il faut enfin associer systématiquement les femmes à l'élaboration des stratégies nationales et internationales qui les concernent, car ce sont elles qui connaissent le mieux leurs besoins spécifiques et les méthodes les plus indiquées pour y répondre. Comme le rappelait très bien la Reine Fabiola à Pékin, il faut en tout cas éviter qu'elles ne soient obligées d'accepter des programmes d'ajustements structurels imposés par des organisations internationales qui ne les traiteraient pas de façon égale.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les principales réflexions que je voulais partager avec vous. Il me reste encore à vous souhaiter de tout coeur des travaux fructueux qui, je l'espère, déboucheront sur un programme d'action concret.

A new global solidarity praxis for a world in which 'the future is not what it used to be'

by Peter Waterman*

Daniele Archibugi and David Held (eds), *Cosmopolitan Democracy: An Agenda for a New World Order*, Polity Press, Cambridge, 1995, 190pp; Jeremy Brecher and Tim Costello, *Global Village or Global Pillage: Economic Reconstruction From the Bottom Up*, South End Press, Boston, 1994, 237pp; John Cavanagh, Daphne Wysham and Marcos Arruda (eds), *Beyond Bretton Woods: Alternatives to the Global Economic Order*, Pluto Press, London, 1994, 238pp; Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood: The Report of the Commission on Global Governance*, Oxford University Press, Oxford, 400pp; Inderpal Grewal and Caren Kaplan (eds), *Scattered Hegemonies: Post-modernity and Transnational Feminist Practices*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1994, 261pp; Angela Miles, *Integrative Feminisms: Building Global Visions 1960s-1990s*, Routledge, London, 1996, 187pp; V. Spike Peterson and Anne Sisson Runyan, *Global Gender Issues*, Westview Press, Boulder, 1993, 202pp; Thomas Princen, and Matthias Finger, *Environmental NGOs in World Politics: Linking the Local and the Global*, Routledge, London, 262pp; Jeremy Seabrook, *Victims of Development: Resistance and Alternatives*, Verso, London, 1993, 250pp, and *Pioneers of Change: Experiments in Creating a Human Society*, Zed Press, London, 242pp; Wolfgang Sachs (ed), *Global Ecology: A New Arena of Political Conflict*, Zed Press, London, 1993, 262pp; Martin Shaw, *Global Society and International Relations: Sociological Concepts and Political Perspectives*, Polity Press, Cambridge, 1994, 197pp; Boaventura de Sousa Santos, *Towards a New Common Sense: Law, Science and Politics in the Paradigmatic Transition*, Routledge, New York, 614pp; Franke Wilmer, *The Indigenious Voice in World Politics: Since Time Immemorial*, Sage Press, Newbury Park, 247pp.

If, a couple of years ago one had used the concept 'global civil society', one could have expected the response, 'There's no such thing: civil society assumes the state and there's no international state' (I used it: that was the response). Now here are a double handful of the increasing flood of books, from the Northwest of our increasingly interdependent world, dealing explicitly or implicitly with some such phenomenon. Some of them lean toward the academic public, some toward the book-reading one. Some seem to straddle this divide - a chasm that will need bridging if we are to see alternatives to developmentalism and globalism in the lifetime even of our grandchildren. For me the first question is whether or not we are moving beyond the first generation of such writings. Those tended to tell us that globalisation and development were the broad and winding highway to hell, that the small and local were the straight and narrow path to paradise. The question, in other words, is whether we are beginning to get alternatives to globalism, or global alternatives, that combine scepticism of the intellect and optimism of the will. And which then apply this Gramscian injunction not only upwards but also sideways, downwards and inwards (self — reflectively).

Let us start with the more popular of

these books: Seabrook's *Victims* and *Pioneers*, and Brecher and Costello. Seabrook - who writes faster than I read - sails close to the hell/heaven dichotomy. But he does do this with the drama to be expected of a playwright. Seabrook's *Victims* combines depth-journalism, biography, autobiography and socio-political analysis to give us a feeling for how development is experienced by the urban and rural marginalised in Brazil, Thailand and India; by marginalised Third World migrants in Britain - and, finally, by marginalised Britons. He also argues, and shows, how 'resistance and alternatives' develop at such margins. Some of his most striking cases come from an India currently being thrown by its rulers from the frying pan of a statist and nationalist developmentalism into the fire of a neo-liberal and globalist one. Here is the little-known Chartisgarh Liberation Movement in India's mining belt, a general movement for social reconstruction, combining workers', peasants', ecological, women's and tribal interests and identities. Here is the even less-known, worker-owned, Kamani Tubes company in Bombay, the leader of which criticises traditional unionism and argues: « you cannot separate work from all the other aspects of life; all must be integrated into a single struggle. Such organising involves ex

* This is a third, considerably extended, version of "Beyond Globalism and Developmentalism: Other Voices in World Politics (A Review Article), published in *Development and Change* (Institute of Social Studies, The Hague), Vol.27, No.1, 1996, pp.165-80. Another version is appearing in the *East African Social Science Research Review*.

Peter Waterman teaches on (inter)national social movements and alternative communications, at the Institute of Social Studies (POB 29776, 2502LT The Hague, The Netherlands).

Transnational Associations, 3/1996, 163-180,

isting trade union activity plus something else; and that means the social and cultural components of life, which have been taken up by the women's movement, civil rights activists, lawyers, journalists, environmentalists». (103) If this suggests a reconnection nationally between things that have fallen apart, listen to this, from a Brazilian human rights worker of the Rio-based nongovernmental organisation (NGO), IBASE: «...we are seeing a new internationalism, a solidarity which is not yet systematised. But we can see the shape of a new global struggle: a struggle of humanism against the free market. This is what we have to build on. There are many small initiatives in Brazil and elsewhere, but as yet, no mass movement. There are a number of issues around which such movement could crystallise ». (59) Seabrook's *Victims* thus hints at a more general strategy. And adds to this the necessity for going beyond Left and Right (c.f. Giddens 1994), of being 'both radical and conservative' (250). This means both conserving and transforming on the basis of such social and geographical connections as those quoted. The book is too impressionistic to sustain such an argument: it would make a great TV documentary.

Seabrook's *Pioneers*, checked in me a strong sense of *deja vu*. So I created an earlier review article on global alternatives (Waterman 1994) and discovered, yes, this is the *second book within one year*, on people and projects associated with the Norway-based Right Livelihood Foundation. Both make extensive use of long interviews and copious quotation, both endorse rather than examining their subject matter. There is some division of labour between the work of Paul Ekins (1992) and the one of Seabrook, in so far as the first deals primarily with projects *associated with* the Right Livelihood Award, the second with *recipients of it*. But the question inevitably arises of whether both books must not in fact be considered public relations efforts by, or on behalf of, the Foundation. The confusion between a socially-conscious public communication and either a religious-type propaganda or a capitalist-style self-promotion amongst NGOs internationally is a worrying - and self-destructive - phenome-

non (Pons 1995). *Pioneers* does present us with 20-30 innovatory project coordinators from North and South, East and West. Many of these have interesting, original and important things to say. But after all the praise, sweetness and light one thirsts for something more critical, astringent, or with shades of grey.

Brecher and Costello's book closely follows the related collection by Brecher, Childs and Cutler (1993). Like the previous one it represents part of the growing response to globalisation in the style of the North American Free Trade Agreement (NFTA). B&C is even more popular than Seabrook, being packed with memorable titles, subtitles and lists of things to do. B&C is more oriented to action than admiration. Moreover, unlike the other books reviewed here, B&C put labour, workers and trade unions in the centre of the analysis. They clearly do not believe, because Marx is dead and the Soviet Union has collapsed, that no one works for wages any more (an illusion common to postmodern academics with job tenure). Unlike earlier generations of Left labour specialists, B&C are interested in neither revolution nor socialism. What they seem to be concerned with is civilising a globalised capitalism that threatens to destroy us before it destroys itself.

They consider it necessary to empower and activate workers and unions if the downward leveling occurring globally is to be replaced by an upward one. Again unlike earlier socialists, B&C make clear that such a process can and must allow for ecological sustainability worldwide, for cultural diversity, as well as for an increase in the well-being and power of workers, women and other marginalised people. This is also the one book under review that focuses centrally on international solidarity, whether amongst workers, between workers and others, or even more generally. Much of the argument of B&C is presented in short paragraphs that do not allow for much depth. But they do offer a thought-provoking and easily-read alternative to the dreary tail-ending we are accustomed to from traditional labour organisations, national or international. Here, for example, is their 'Liliput Strategy' for uniting the interests of the weak, distant and divided against a Gulliverian 'globalisation from above': linking self-interest

with common interests; linking the global to the local; linking north and south; linking particularities between borders; linking particular identities with wider commonalities; linking issues and constituencies; linking the threatened with the marginalised; linking different power sources; linking struggles against targeted institutions; linking resistance with institutional change; linking economic issues and democratisation (107-117). The message seems to be 'only connect'. In the face of economic reductionism and market fundamentalism, this suggests not only a political but an ethical agenda - something else the international labour movement lost, in the corridors of power, during its long match round the institutions. What B&C shares with the earlier-mentioned works is a failure to discriminate between alternatives or to critically assess the dozens they sketch. They also do not consider the problem of 'globalisation from the middle' - i.e. a recognition that the active agents of even the new worker internationalism tend to be middle-class intellectuals and professionals, even if, like Costello, they may exceptionally be union officers or popular leaders.

The last volume I read by Wolfgang Sachs was a development dictionary which was actually an anti-development dictionary (Sachs 1993). I sought there in vain for a *positive* entry. The present collection turns out to be another work of critique and denunciation - but this time of the manner in which the language of the international ecological movement has been captured, converted into a technology of global management, and now threatens to become a new regime of knowledge, truth and power. The Sachs collection is one of several new academic works responding to the dramatic arrival of the ecological movement on the global stage. The multiple warnings issued by contributors to the book need serious consideration - particularly those 'Against Environmental Management on a Global Scale' (Part 3). Here the Indian ecofeminist Vandana Shiva warns us (not for the first time) that 'The "Global" is not Planetary' (Chapter 10). Larry Lohman urges us to resist 'Green Globalism' (Chapter 11). Others warn against the fallacy of 'Ecomessianism' and 'Gaia: the Globalitarian Temptation'. A deep pes-

simism pervades this work. Is all for the worst in the worst of all possible globes? Whether this pessimism comes from disappointed hopes in the first wave of environmental activism, from the professional or personal compensations that a posture of permanent critique provides, or from deeper philosophical sources, is not clear. One of the objects of critique or denunciation, seems to be not so much *globalism* (which I understand as a Western, capitalist, patriarchal and statist discourse of exploitation, despoliation, domination and control) but *globalisation*. I understand the latter as a social process raising Marx's contradictions of capitalism to places, levels and scales Marx could not have imagined and which is uncontrolled by any executive committee of an international ruling class. For contributors to this volume, the only alternative seems to lie in withdrawal, in the local, in the South, in resistance. Thus, even when Vandana Shiva is talking (as other contributors do) about democratising the global institutions, she insists that : « The 'global' must accede to the local, since the local exists with nature, while the 'global' exists only in offices of World Bank/IMF and headquarters of multinational corporations ». (153) This formulation would seem subversive of the vehicle, address and purpose of the work she is contributing to. The vehicle is the English language - presumably Western, imperial, globalising, racist, patriarchal and anti-ecological. Her address is to a Western or Westernised, English-speaking and cosmopolitan middle-class. Her purpose is to create a worldwide movement for the recognition of, respect for and positive reevaluation of the local. A similar problem arises with Lohman's strategy for resisting globalism, which seems to me to conflate the traditionally particularistic universalisms of the West with universalism *tout court*. Like other contributors to this volume he seems to reject any possibly positive notion of universalism, arguing that all the necessary translation (linguistic, moral, cultural) must « go in one direction only, and any sense of languages and theories being located in a tradition, landscape, or community, is lost». (163) Lohman is even wary of anti-global alliances sharing a similar fate. At this point one begins to wonder whether a fixation on domi-

ation subverts not only will to action but even common sense. The only sites left for the latter would seem to be locales that are Southern, Rural, Female and Virtuous. One here begins to wonder whether the Ecofriendly Savage is not, like her macho philosophical predecessor, more a product of revulsion against modernity than of a balanced sociological evaluation. Having seen the remarkable Indian movie, *Bandit Queen*, about one woman's revolt and revenge against caste and sexual abuse in rural Uttar Pradesh, I am inclined to believe that life in such locales is as nasty, brutish and short as in any of our urban ghettos in the North or West. Mind you, one can understand the shock, horror and despair of these critics of the jolly green global giant when one is confronted with the Commission of Global Governance's, *Our Global Neighbourhood* (ONGN). Here, in the tradition of Brandt and Brundtland, is a commission of the globally great and good, doing *to all* global alternatives what the Rio Conference did only to the ecological one. And this at great length and a - surely? - subsidised price. We are going to have ONGN quoted at *us ad nauseam* over the next five years, or at least until it joins its predecessors in the dustbin of Utopian reformism. It is something of a shock to find that 'global civil society' has passed from my own tentative ideological formulation in 1992 to an international policy slogan in 1994, without passing through the forge of theoretical clarification or the sieve of public debate. This is pre-emption on a literally global scale. Look at what ONGN digests for breakfast: the state of a globalised world, necessary new global values, the promotion of security, the management of economic interdependence, the reform of the UN and other such bodies. Along the way ONGN concedes importance to sustainability, popular empowerment, to national and international non-government organisations, and to 'global civil society' (253-262). ONGN is endorsed by two of my favourite statesmen (actually the only two statesmen I favour), Vaclav Havel and Nelson Mandela. Amongst its list of co-authors are politicians and bankers, the famous and the not-so-famous, representatives of liberal democracies and authoritarian dictatorships. (Did the corrupt, authoritarian, militaristic,

imperial and ecologically-hostile regime of Indonesia read what its representative endorsed?). The world of ONGN is one of global problems and global promises, all to be dealt with by a grand alliance of North and South, of Empowered People (35) and Enlightened Leadership (37). Some of the authors have (like Havel and Mandela themselves) made the successful transition from EP to EL, so one can understand their illusions. The somewhat problematic post-1989 Czechoslovak slogan, 'civil society in power' has now reached the global level. I think, however, we must take ONGN seriously, meaning we have to criticise it seriously and propose a serious alternative to it. Elements for both can be collected from the other books under review. But first we have to recognise the importance of this work as a marker - a token of the achievements of the new democratic global social movements as well as of their limitations. Secondly, we need to note the silences and absences in ONGN: women are there (presumably because they have a global movement), workers are not (presumably because they have only international organisations); transnational corporations are present, as potentially-responsible global citizens (255-6), capitalism gets one index mention; NGOs make multiple appearances, unions but one. Thirdly, we need to reflect on procedures. The Commission that produced ONGN represented a class, political, gender, ethnic and socio-geographic compromise. Here is a prefigurative politics, one in which diplomatic procedures dictate reformist conclusions. (This is, I think, a growing problem with the UN-sponsored inter-state summit conferences, in which the governments are upstairs and the NGO Fora - sometimes quite literally - in the basement). To reach such diplomatic compromises by structuring them into your procedures is to pre-empt the possibility for marginalised majorities to clearly and autonomously articulate their own programmes, on the basis of which new, temporary, dispensations could be publicly fought over and agreed upon.

So, it seems that whilst radical critics of globalism are seeking a last refuge in the local, southern and rural, reformists are preaching their message from the global rooftops. Is there

no way of meaningfully linking both? Apparently there is. Franke Wilmer's book suggests that the only guarantee for the continued existence of indigenous peoples is provided by their international linkages, and by the common expression of their needs in inter-state fora. One presumes that, both in their interaction and in their common action, they manage to make do in one or other language of empire. Wilmer does not feel the need to sentimentalise her subject matter. Nor, on the other hand, does she favour my own favourite vocabulary - globalisation, social movements, civil society, solidarity. What this book represents is a socially-conscious and politically-committed international relations study. But Wilmer interrogates international relations theory in the light of the experience of indigenous peoples (the sort of thing Marx did for political economy by attempting to adopt the standpoint of workers). She also raises the question of what kind of power it is that has, over the last couple of decades, enabled these most-marginalised of communities to resist and even challenge the power wielded by states, nationally and internationally : « Could the emergence of indigenous activism suggest that moral suasion is an element of influence in the process of twentieth-century global political discourse? » (30) The language here - and regrettably not only here - is convoluted, but the insight is crucial and Wilmer follows it up. Indigenous peoples show, dramatically, what modernisation has done to all of us: what humanity and the humane has lost for what some humans have gained. Theoretically Wilmer provides us with a 'World Society' model, grounded on human physical, emotional and spiritual needs, as an alternative to a 'Realism' concerned with territorial attack and defence, and an 'Interdependency' concerned with global economic expansion. Her model at least makes human-beings and communities subjects of international relations, as well as states and corporations. But Wilmer's theoretical framework comes over as somewhat dated - and as actually descending from an international relations school she curiously fails to even mention, 'Idealism'. Although her book was published as recently as 1993, it shows no awareness either of globalisa-

tion or of what could be called 'critical and committed globalisation theory' (Waterman Forthcoming). But, as a theoretically innovative case study that challenges dominant theories and practices, it provides a model for those interested in examining the increasing number of new voices in world politics¹.

Critique, aspiration, inspiration, ideology, shining example and a new ethic, all have their place. But, inevitably, if one wants some kind of alternative world order, one has to get narrow and get technical. Do Cavanagh, Wysham and Arruda have an alternative with bite as well as bark? This new collection relates to the international campaign against the Bretton Woods institutions (World Bank, International Monetary Fund, General Agreement on Tariffs and Trade, etc) under the slogan 'Fifty Years is Enough'. The editors admit in their Introduction that there are significant differences amongst both contributors to this volume and participants in the campaign. The most important, they say, is that between those who want the parameters of the Bretton Woods institutions 'expanded to include social and environmental criteria' (xvi) and those who consider this would merely increase their power, at the cost of other UN agencies more open to public pressure. They argue, however, that all agree on one fundamental matter, the necessity for democratisation. They also say that « Despite... creative differences at the margins of the debate, by 1994 many groups have coalesced around agendas of fundamental reform of the world economy. Many of their proposals are both more visionary and more pragmatic than those of their predecessors ». (xvi) More visionary *and* more pragmatic? This begins to look like Anthony Giddens' 'realistic utopianism' (1990). 'Creative differences' also sounds more promising than the inspirational anecdotes of the radicals or the universalistic panaceas of the reformists. But the editors do not really discuss, far less take a position, on the differences within the volume. And when it comes to such a specialised area and technical proposals, I think we (meaning I) really need such guidance. What one, however, appreciates about this collection is the extent to which it also mentions, and sometimes confronts, socio-political as well as

(1) My judgement here certainly differs from that of Craig Benjamin and Rebecca Tiessen (1993), in a review article discovered only after I had finished my own. Writing from an internationalist position Benjamin and Tiessen consider that Wilmer takes an elitist and paternalistic view of indigenous peoples, ignores their increasing efforts to 1) combat economic globalisation, and 2) ally with other threatened classes and categories. Their review is based on a wide knowledge of the relevant literature, some of which they suspect Wilmer of deliberately avoiding.

strategy differences amongst the victims and opponents of what has been called International Monetary Fundamentalism. Thus, talking primarily of India (with a particularly rich tradition of caste, class, ethnic, gender and factional conflict - and I am here thinking only of the Left), Smitu Kothari points out: lack of democracy within NGOs; movements dominated by charismatic individuals; fragmentation of democratic forces; differential participation in the traditional political process; increasing conflict between the marginalised, despite frequent recognition that this is provoked by or advantageous to the power-holders; a continuing pragmatic dependency on external and international donors (including NGO ones?); the failure, locally and internationally, to demonstrate a lifestyle consistent with one's political pronouncements. Douglas and Stephen Hellinger confront practical problems to the 'Hellmanger of aid through democratic participation' (Chapter 10): the lack of preparedness of local communities to participate; the role of local elites; differences within local communities and interest groups; conflicts between such local populations and experts (of governments and foreign agencies); government resistance to participation; the development of appropriate participatory techniques; the slowness of participatory decision-making. Herman Daly bids an avuncular and indulgent farewell to the World Bank, an institution that increasingly epitomises the distant, faceless, secretive and violent face of bureaucratic globalism. Now, whilst I do not care for demoralisation (even of religious fundamentalists, Union Carbide and the Central Committee of the Chinese Communist Party), I would find it a little difficult to explain to severely Worldbanked farmers, workers or women slumdweller what I was doing in the same book as an ex-World Bank official who still has for it only words of gentle reproach. Yet it is an interesting, if somewhat surreal, experience to see Daly denounce a 'cosmopolitan globalism [that] weakens national boundaries and the power of national and subnational communities' (116). If this leads him only to propose and foresee (within 10 years) a *renationalisation* of capital, others come up with more forward-looking, participatory and transforma-

tory strategies. Using, again, the Lilliput image, Michael Schuman (Chapter 16) argues for a globally-coordinated but community-based restructuring of the world economy. He points out the power of example - as with the small number of US communities that initially enforced sanctions against apartheid. At the same time he recognises that his strategy might lead to two global blocs of communities, one riding the neo-liberal train, the other a socially-responsible one. But, he argues: « Even though communities and corporations in the latter bloc would start out in the minority, over time, as more workers in the neoliberal bloc lost jobs and pay, as their problems from pollution and unsafe products multiplied, as more ecology, labour and social change organisations emerged to respond to these problems, more and more communities and corporations would probably begin to choose quality over efficiency». (194) This is an interesting alternative to the current pattern under which, to take a Mediterranean example, port cities ruled by Social-Democrats lay out thousands of square metres of concrete, purchase computerised cargo-shifting equipment, construct motorways, smash or tame unions, in order to attract multinational shipping companies. And, having done so, to beggar or bugger their equally Social-Democratic neighbours in the port along the coast. Then we have the 'Just and Sustainable Trade and Development Initiative for North America' (which includes Mexico), a 1993 document drawn up by representatives of farm, labour, environmental, religious and consumer groups. Bearing in mind that, three years previously, many of these had been involved in the discourse of national protectionism, this is a political document of some portent. Here, further, is an imaginative and subversive piece of reform, 'creative debt relief - from Switzerland, no less: « Swiss groups led a spirited but ultimately unsuccessful campaign to defeat a national referendum on Switzerland joining the Bretton Woods institutions. After failing in this effort, a broad coalition of Swiss development NGOs carried out a campaign that led to one of the most comprehensive and innovative programmes to wipe out debts owed by developing countries, and to convert some of the debts into

new development funds controlled by NGOs and citizens groups in debtor nations ». (82)

Since I do not feel qualified to evaluate this strategy, why does it have such appeal to me? A dubious reason would be that *Our Global Neighbourhood* has no index reference. It is slightly more respectable one would be because 1) it shows campaigners turning defeat in a protest campaign into success in a positive one, 2) this reform was achieved by public debate and campaigning and 3) the compromise with the state came *through* the campaign rather than *instead of it*. (All of which may explain why it has no index reference in OGN).

If an alternative understanding of - and strategy for surpassing - globalisation and developmentalism is to emerge from contemporary social movements, one would expect this first from ecological scholar-activists. Pringle and Finger (P&F) would seem to have the right title, and Finger, in particular, the required energy (see, in addition to his contribution to the Sachs reader, Chatterjee and Finger 1994 and Finger Forthcoming). Although, like a number of the works under review, P&F has an index remarkably free of such pre-postmodern terms as 'capitalism', 'MNCs', 'TNCs' - or even 'corporations', 'markets' or 'economy' - this is an attractive work, not least because the editors are explicit about their search for understanding and the way they are going about it. Whilst P&F do consider that NGOs provide the current cutting edge of the environmental movement, they also clearly possess the scepticism I have been recommending earlier in this piece: « Contrary to much popular literature (often promoted by NGOs themselves or sympathetic foundations or even government officials), we do not assume that NGOs are the solution to the global environmental crisis». (11) Their collection focuses on both the external and internal relations of the NGOs, their concern with the latter being particularly welcome. (The chapter on the Great Lakes shows that environmental NGOs value water, but the book as a whole suggests that, if they can also walk on it, P&F want to know how). « We seek to understand NGO politics in terms of an NGO's organisation and the tensions and contradictions it experiences as a non-profit entity. This

approach, admittedly, presents special problems. NGOs typically do not open their files for outside inspection. They are, after all, 'private' organisations. For understandable organisational, constituent, and financial reasons, they guard that privacy closely ». (12)

I am mostly interested in Finger's search for an understanding of the role of NGOs globally, particularly since he wants to go 'beyond social movement theory' (Chapter 3). It is not entirely clear to me where Finger is coming from, either in the literal or figurative sense. My impression is that it is, in both senses, from the world of NGOs. This is a world that so far has revealed little capacity for theoretical self reflexivity, being also beneath the purview, or beyond the worldview, of most academic theorists (but see Sousa Santos below). Finger's review of social movement theory is comprehensive, often perceptive, but also cavalier, particularly when he characterises *all* contemporary schools as 'fundamentally ahistorical' (49), and as biased in favour of 1) 'the nation-state level' (54), 2) 'industrial development' (55) and 3) 'the purely political' (60). Alberto Melucci (1989), for one, can hardly be recognised in this caricature and is - consequently? - both confined to a footnote (65) and excluded from the Index! Finger's alternative to a social movement framework is that of social learning' (60ff). This interesting notion is not defined, far less theorised, and is allowed, for its presentation, but five pages compared with the ten for social movements. In so far as the social movement theory of, again, Melucci, would seem to allow for social learning, global awareness, and NGOs, why the dismissal? It comes over as the last chance for ecological NGO activists/specialists, to preserve a precious ambiguity that has so far allowed them to both take the money (from governments) and run (with movements). Whatever the source, whatever the weaknesses, I nonetheless feel that it on the basis of such grounded work that a long-overdue theoretical debate could begin to take place.

Archibugi and Held's *Cosmopolitan Democracy* is a bold and self-confident collection, flying in the face of 'economic realities' and 'new world orders'. This is an attractively slim and accessible book, analytically sophisti-

ated and strategy-oriented without being either over-theoretical or over-detailed. It also introduces us to Italian thinking, often marginalised in a world dominated by English and Anglo-Saxons. The concept of cosmopolitan democracy (developed in Held 1995), which binds together the scholars/activists/politicians/consultants who contribute to the book, is also surprisingly transparent for the contemporary academic world, in which brownie points are awarded for a mandarin obscurity accessible only to other mandarins. Listen : « The term *cosmopolitan* is used to indicate a model of political organisation in which citizens, wherever they are located in the world, have a voice, input and political representation in international affairs, in parallel with and independently of their own governments. The conception of *democracy* deployed here is one that entails a substantive process...the pursuit of democratic values involving the extension of popular participation in the political process». (13)

I like the contribution of Mary Kaldor, *because* of its eurocentredness (not the same, as we will see, as eurocentrism). Kaldor is a social scientist who has also played a major role in European Nuclear Disarmament (END) and the Helsinki Citizens Assembly (HCA). END played a significant role in undermining such obscene cold war discourses as that of Mutually Assured Destruction (with its cynical but accurate acronym). The HCA is playing a pioneering role in subverting and challenging the Euphoria of its winners. But I also like her piece because of the way it combines attention to the economic, political, legal, military and cultural/communicative orders. Although primarily concerned with the establishment of an alternative inter-state order in Europe, Kaldor pays central attention to information. With respect to culture, she recognises the supplanting of the (national? nationalist?) written word by 'global cultural artifacts' (80), as well as the development of 'new horizontal networks, which are not necessarily elite networks' (81). These networks are themselves shown as ambiguous in nature since they include new Eastern European nationalisms/militarisms that are actually transnational in reach (they can even reach emigrant communities in Australia). Such net-

works, however, also allow for the new social movements (NSMs), of which one major characteristic is « their transnational character. This is in contrast to earlier emancipatory movements... which aimed at access to national politics... They have taken up the grassroots role for at least some sectors of society, And...in contrast to political parties...[they] have been very successful in developing transnational constituencies ». (82) This is familiar NSM language, but it here provides the basis for a novel post-bloc and -indeed - post-statist European order. Under her 'best-case' alternative model, the new European institutions would depend on a voluntary and variable membership, and would be based on issues rather than territory: « That is to say, they are concerned with...human rights, security, the environment, economic and financial management». (88)

Under this model, national units would be primarily 'repositories of culture' (91) rather than of arms, industry, finance and political power. Why I consider this as eurocentred, rather than eurocentric is that its construction« is regarded as a common endeavour...Eastern Europe and...the Third World have to be brought in... This involves responsibilities on both sides. An overly West-centric view of the world which excludes [the former] will exacerbate...exclusivist violent tendencies. By the same token, exclusivist violent tendencies in Eastern Europe and the Third World will provide an argument for exclusion ». (94) A Europe designed by the West, East and South? Here a critique of globalism and developmentalism seems to find a thought-provoking and positive corollary.

If 'What about the Workers?' was the challenge of the old international social movement (actually there were many), 'What about the Women?' might be the symbol of the new (actually often old). So far there has been little if any theoretical work on feminist internationalism - as distinguished from critiques of international relations/theories, or striking and theoretically-suggestive case studies and analyses (Enloe 1990, 1993, Waterman 1993). Peterson and Runyan (P&R) have, however, now produced a modestly-sized textbook on 'global gender issues', complete with glossary, exercises

and suggested readings. It could well take as its subtitle the slogan of the NGO Forum at the 4th World Women's Conference in Beijing, 'Looking at the World Through Women's Eyes'. It could also be seen as presenting, more generally and theoretically, what is so vividly analysed in the mentioned works of Cynthia Enloe. P&R are evidently using the concept of gender as their most general concept. And they use the image of a gender 'lens' as their most general tool. After explaining the value and intended use of both, they do a gender analysis of present divisions of power, violence, labour and resources (ecology). They have a chapter on 'The Politics of Resistance: Women as Non-state, Antistate, and Transstate Actors', and end with the project of 'Ungendering World Politics'. P&R's 'lens' seems to operate in the manner of the 'frame' in critical communications research (Ryan 1991:53-74) - a concept with rather more body, but which creates the same image of a focus that both isolates and highlights. P&R's gender lens certainly highlights women's positions and women's protests, but does not isolate them from a world of multiple cross-cutting or overlapping inequalities and injustices. Indeed, they even define feminism « as an orientation valuing women's diverse capacities for bringing about social and political change...[F]eminists do not want a simplistic role reversal in which women gain power over men. Rather, feminists seek an end to social constructions of gender inequality. We also note that masculinist perspectives can be held by women and feminist perspectives can be held by men because those perspectives are politically, not biologically, grounded ». (19)

Given the breadth and generosity of this vision, why do I not really take to P&R? Surely not because it is *didactic*? I should welcome such a well-structured teaching text, complete with its illustrations and discussion questions (167-169). Maybe it is simply because it has only 25 pages on international women's movements in a book of 200 pages, that this is in terms of resistance', and that the work as a whole reads dryly, lacking, well, passion? humour? complexity and paradox? I would urge others to read the work and then let me know whether the problem is with it or with me.

Grewal and Kaplan (G&K) offer something more, and rather different, than 'Transnational Feminist Practices' might initially suggest. The work, to start with, comes from the literary corner of the academy. And the title above is preceded by the increasingly obligatory 'Postmodernity and'. Now, it is my strong feeling that, over the entrance to postmodernity, there should stand - as over that to Dante's *Inferno* - 'Abandon Hope All Ye Who Enter Here'. In the case of postmodernity, unfortunately, we are required to deposit at the entrance not only Hope but the Master Discourses, Grand Narratives and Universalisms that allowed for such. At first glance (index again!) this book lived down to my worst fears. Transnational feminist practices, it seemed, were largely confined to discourses, cultures, writers, books, words. A rapid, rule-of-eye, content analysis of the index revealed but 10-20 mentions of actual movements or activists. Most of these are or were, like the Georgianom Joseph Stalin (261), Northern-based even if originating in the East or South. At second glance, however (back cover), one finds powerful recommendations from scholars who may submerge themselves in postmodernism but then emerge to tell us something others have not. One of these is Donna Haraway, who refers to the 'terrors and possibilities of postmodernity'. Terrors indeed! Yet the alternative to engaging with postmodernism is to remain with ideas and strategies that are, if reassuringly comprehensible to activists and reassuringly stable to theorists, also customarily simplistic, mechanistic, reproductive of binary oppositions, circumscribed in application and increasingly impotent. At third glance (Introduction), possibilities seem at least as evident as terrors. And whilst the argument here might be dense it is far from fashionably obscure. We get reference not simply to discourses but also to trans-cultural or international feminist networks (a word that nicely suggests the shift in centrality from an organisational to a communication internationalism). These networks may be based in France (Women Living Under Muslim Laws), the UK (Women Against Fundamentalism) or San Francisco (Asian Women's Shelter) but they are all products of globalisation (not in

the index) and they all contest this terrain. Most of the authors in this collection seem to be women of Third World origin. But I find it heartening (as a white, middleclass, Western male, engaged with/in feminism and global solidarity) to meet here a couple of brothers. If the East today is increasingly both East and West, if the West incorporates both West and East, then it should be possible, as P&R have suggested, for men to be feminists. In so far as one of these men, Fred Pfeil, writes on 'In-Difference [ouch!] to Solidarity' in theory and practice as well as in literature (Chapter 10), he should having something to say that is relevant to the other books reviewed here. He does. Pfeil is, of course, concerned with texts, and texts on these texts, being thus difficult to summarise and even more difficult to exemplify. What he seems to be concerned with is finding some alternative, in word and action (the non-verbal type), to 1) an international or intercultural clash of essentialisms on the one hand, and 2) an apparently-tolerant and apparently-respectful disengagement from the problematic discussion between those of different cultures/countries. More specifically, he is worried about the practice of the second strategy by progressive Western intellectuals; their holding back from the difficult dialogue necessary for a solidarity that recognises difference. After a long march through the texts, Pfeil indicates a path back out of the postmodernist inferno. So, following a suitable sensicisation or chastening, we must emerge and re-collect (groan!) the goods we deposited on entry, for « there is surely something wrong with summarily dismissing the language and politics of rights, equality and collective solidarity with the poison-skull labels of Eurocentrism and masculinism and leaving it (and them) with that. For insofar as they are also, and, indeed, preeminently concepts formed out of the long experience of *capitalism* - or, if you will, industrial culture - itself, precisely as the always contested, uncertain terrain of countercultural resistance to the exploitation and degradation intrinsic to that culture's workings and effects, then regardless of its geographical point of origin or initial exclusions, some transliterated version of them will become necessary in any place or situation in

which capitalism is found at its deterritorialising/reterritorialising work - which is to say, very nearly everywhere on the planet, and not least in Central America or...Nigeria». (225) I would prefer not to have to read the last sentence out loud, even in my abbreviated 90-word form, and I am surprised to find it in the text of someone who is concerned with language, but I do like the thought buried within it.

Angela Miles' book on 'integrative feminisms' is evidence that feminists are beginning to directly confront questions of global solidarity in terms, firstly, more complex than those of 'global sisterhood' (Morgan 1984), secondly, less western-liberal than its predecessor (Bernard 1987) and, thirdly, less academic than those of postmodernism. Like Bernard's, Miles' book is one as much concerned with advocacy as analysis. Unlike that one, it is intended to 1) focus on radical feminisms with agendas of social transformation and 2) be sensitive to the divisions that exist and need to be overcome even amongst the radicals.

Miles' is not intended to be a theoretical work, although she writes knowledgeably about theoretical debates. She works, rather, with certain key concepts, primarily with the distinction between assimilationist/equality-frame (i.e. reformist) feminisms, on the one hand, and integrate/transformativ ones, on the other (xi). She recognises assimilationist/reformist tendencies also *amongst* the various radical feminisms. But it is with the *integrative-transformativ* ones that she identifies and with which she is concerned: « The alternative value core of integrative feminisms in all their variety is the holistic, egalitarian, life-centred rejection of dominant androcentric, dualistic, hierarchical, profit-centred ideology and social structures. These feminisms refuse the oppositions that patriarchal relations presume and structure between the personal and the political, public and private, means and ends, reason and emotion, psychological and social, knower and known, production and reproduction, individual and community, society and nature. Committed to developing new political forms that reflect their holistic values, they attempt to integrate these oppositions as part of their struggles to

There is evidently here much more at issue than a traditional distinction between reformists and radicals. 'Integrating oppositions', for example, means a 'dialectical politics' (xii), in which women's equality and specificity, commonality and diversity, are seen as mutually constitutive in form and positive in effect. A dialectical politics, further, neither avoids nor dissolves contradictions but seeks to transcend them.

I think that what Angela Miles is actually doing is arguing for a global feminist solidarity *project*, and identifying *tendencies*, historical and contemporary, North and South, that contribute toward such. In attempting, in any case, to demonstrate the existence of her phenomenon, Miles looks at the early tensions between feminist integrationism and reductionism (Ch.1), at the elements of the integrative trend (Ch.2), at questions of commonality and diversity, and to integrative practice bridging these (Chs.3-4). Chapter 5 is about contemporary 'nonintegrative antiessential reductionisms' (some of the bad ones). Later she deals with integrative feminisms in what she calls the 'Two-Thirds World' - i.e. the Third World (Ch.6). And she ends with her three global chapters: on global awareness (in North America), global practice and global visions (Chs.7-9). What we have here, in sum, are chapters on history, theory (with direct reference to the social-movement theory of Alain Touraine), politics, academic feminisms (including postmodernisms), the Third World and the Global. This is a varied, broad, complex and ambitious menu. And it is all presented within 187 pages! How, within this confined space, does she eventually deal with the last items on her menu?

Miles does not intend to either sentimentalise or patronise Third-World feminisms. She therefore notes (whilst not detailing) their diversity and debates (89). She does, nonetheless, prioritise them as contributors to her global transformative project. She believes that Third World women « frequently have more intact women's subcultures, identities, and organisations; less mystified and romantic notions of male-female relations; and clearer understandings of male power as well as imperialist, class,

and race power. And they may have access to alternative indigenous and tribal values and/or more active and radical political cultures than we know in North America ». (86) She thus considers that local circumstances and international positioning both permit and encourage Third World feminisms to integrate themselves, to integrate with other local struggles, and to energetically favour international solidarity (97).

The chapter on North American internationalism is the most openly persuasive in tone. It gives the customary sketch of internationalist projects, organisations and activities - and the customary contradictions of internationalist efforts - but is dominated by argument about why and how one *should be* globally aware: « Global consciousness is not just an additional insight but a frame for broader synthesis. For instance, when feminism's relevance to the whole of society encompasses the globe, it becomes possible to see that what have been defined as 'development' issues in the South are called social issues in the North. The distinction is revealed as a false one that hides common struggles and marks potentially common activist selfdefinitions behind unequal donor and recipient relations ». (107) Here Miles seems to be expressing in feminist terms the value of what I have called a 'critical and committed globalisation model'.

Miles' 'global practice' chapter (Ch. 8) traces the development of feminist global solidarity thought and action over 20-30 years, as this has taken place both in inter-state spaces (e.g. the UN World Conferences on Women) and in women-only or feminist ones (such as the Latin American/Caribbean *feminist encuentros*). In the construction of solidarity, she says, feminists have concentrated on 1) communication activities, 2) opportunities for dialogue, theory building and organisational development, 3) creating decentralised forms of support. Miles gives us examples of publications and resource centres, of conferences and workshops, of networks and associations, and then of 'local learning from global exchange', particularly in relation to violence against women (116-30). This chapter comes very close to Part 3 of the earlier-mentioned book of Bernard

1997:123-67), which deals in turn with conferences, communications and campaigns. Indeed, Miles mentions a number of the same projects and networks as Bernard a decade earlier! A specific reference to Bernard (who is listed in the bibliography) would have required Miles to relate to a work I have already described as 1) the predecessor of hers and 2) as liberal.

This is an innovative work and an admirable one, the first in many years to attempt a comprehensive and persuasive project for the international women's movement. It is also, with the exception of her critique of the largely Western academic debates in Chapter 5 - an eminently accessible work. As someone who not only sympathises with Miles but also often argues in related ways I do have further questions.

One is about her lack of awareness of globalisation theory, although Miles is acutely conscious of the phenomena associated with globalisation. There can, however, evidently be 'an awareness of world changes without an awareness of that awareness' (Fred Emery and Eric Trist, cited Waters 1996). A second is about her failure to address *men*, as if 'integrative feminism' did not have to address - and somehow or other 'integrate' - the minority 49 percent of the world's population (I looked for 'men' in the index and then discovered another limitation: no index!). This absence is, I think, related to an earlier-mentioned one - the failure to relate to reformist feminisms. The dialectical and holistic approach is confined to the OK feminists/feminisms. The rest of us seem condemned to either accept her project or perish. The problem revealed here is the following. Either one produces a vision so all-encompassing that it loses all cutting edge or bite. Or one takes a vanguard (not necessarily vanguardist) position and implicitly challenges others to accept, reject or - what I seem to be doing - debate. Reformist global feminists, and men open to global feminism, had better get hold of their running shoes, boxing gloves or rapiers accordingly. A third problem is with her prioritising of the Third World. This may be a valuable corrective to Westocentric visions, but it does not do justice to the complexities and contradictions of Third (plus ex-Communist) World

women's movements. These contradictions, it seems to me, are as likely to increase as to decrease as globalisation offers - or forces on them - options previously concealed by isolation. There is another problem here in so far as Miles gives but 12 pages to a world area that she herself promotes as the overwhelming majority and as providing some kind of leadership to the rest of us! There is, in other words, a danger here of a feminist version of the Noble Savage, functioning more as a light thrown on Westocentric feminisms than something just as problematic as they are. This tendency is partially counterbalanced in the footnotes to this chapter, which should certainly have been incorporated into the main text.

Miles' work, further, raises again in my mind the problem of establishing an argument for a new global solidarity by providing cases, or, rather, sketches of cases. This is a procedure much used by promoters of the new internationalism (see Waterman 1993). And Miles again highlights some bodies or campaigns also highlighted by previous authors (see, again, Waterman 1993). The question here might seem to be that of how many cases are necessary to establish a case - here the case for a transformative global feminist solidarity project. The necessity for trying to do it in this way is surely due to the absence of an appropriate globalisation theory which I have noted just above.

A related problem is that of those whom Miles feels obliged to recruit to provide evidence for her argument. Some of her 'integrative feminist' organisations or movements would seem to be based on quite different - even opposed - principles or practices. Some of them have been publicly at each other's throats. I am thinking of the bitter continuing conflicts between anti-porn and 'pro-lust' feminists, between the anti-technology and 'critical-technology' ones. This is not, for me, a matter of whether a certain sectarian or vanguardist global feminist body or network should be excluded, or excommunicated, from Miles' 'integrative feminisms'. It is a matter of suggesting new relational or dialogical procedures that need to be developed if a meaningful global (feminist) solidarity is to thrive and spread. Such procedures have been proposed for femi-

nism, by feminists and even by non-feminists (Fraser 1986, Sousa Santos below).

Back to 'global civil society' (GCS), whether it could exist, does exist, should exist. Martín Shaw is an academic international relations specialist who seems to be escaping, Houdini-like, from the national and statist bars, balls, chains and sacks IR people habitually bind and blind themselves with. His answer to the questions implied above would seem to be 'yes', 'not yet' and 'definitely' (22-24). This is a work of considerable sophistication and precision. It is also one that is of increasing political relevance. Recognising the crisis of civil society within Western states, and its weak existence in the ex-Communist and ex-Third World, Shaw argues for the necessity to both build relations between such, to raise them to the global level, and simultaneously (along with progressive elements within both state and inter-state structures) to democratise and extend the remit and effect of the UN system. This, so far, may seem more prescient than sophisticated. But I cannot here reproduce the theoretical discussion that leads Shaw in this direction. Sophistication is, however, indicated by the central role Shaw gives to the mass media, nationally and globally: « With the decline of the historic institutions and ideologies of civil society, the mass media assume an even more critical role. The media become, indeed, the main fora of civil society, the means through which society is reflected and reflects upon itself...The media become the focus of fierce contestation, both from the state and civil society, and from within, as differentiations in approach and style between and within media institutions become critical reflections of the choices facing society ». (171)

This particular conceptualisation of 'the mode of information' (Poster 1990) is an insight unique to the works under review. It is also problematic. The simultaneous watching of an Amnesty 'Human Rights Now!' concert in Los Angeles and New Delhi is hardly comparable to participation in a coffee-house conversation, the selection of a candidate for parliamentary election, or a city-centre demonstration. Yet the Pandora's boxes of global media, and global culture, have been opened by

an equally equally global capital. And if these media are not yet the main fora of global civil society, it is nonetheless possible to organise for them to contribute to such (Garofalo 1992, Hamelink 1994, Thede and Ambrosi 1991). There are other problems with Shaw's argument. One is the paucity of reference to capitalism, or the economy, or transnationals - compared even to OGN! This is quite remarkable given that Shaw is (to put this as cautiously as the current condition of the international Left requires) someone of the Marxist tradition. (I continue to be impressed at how capitalism is disappearing from Left discourse - and evidently even Left book indices - at the moment of its global triumph). If we do give capitalism its due, we are both able and required to set up civil society - local, national and global - in tension with capital as well as state. Such an understanding would also enable, and require, Shaw to pay more attention to labour struggles than that of fered by his index: *international labour movement, decay of* (193). Another problem I have with Shaw is his privileging of the West in the creation of a global civil society. For him the latter « can only be centred on a new unity of purpose among Western peoples and governments, since only the West has the economic, political and military resources and the democratic and multinational institutions and culture necessary to undertake it. The West has a historic responsibility to take on this global leadership, not because it should impose itself on the rest of the world, but because so many people in the rest of the world look to it for support ». (181) I am unhappy with this reappearance of Left Westocentrism (which has both insurrectionary and reformist forebears). The 'West' has been constructed within a series of binary oppositions, with itself always in the male-superior position: against the female, mysterious, romantic, primitive, over-populated and perilous Orient; against the totalitarian, secretive, militaristic and collectivist East; against the South (a combination of the previous two). Yet, as Stuart Hall says somewhere, globalisation may represent not only the final triumph but also the beginning of the end of the West. In so far, secondly, as civil society is itself not a simple positive, posed against the state or capital as

negative, one has to recognise it as a contested terrain. Civil society includes, in the West, racist movements and parties, authoritarian and fundamentalist religions, and a myriad of narrowly and aggressively self-interested pressure groups. Civil society must, surely, be thought of not as a particular set of institutions, procedures, or places (otherwise these will atrophy, as in the West). In so far as civil society is seen as a process, as a construct, then a global civil society can only be understood as something to be constructed globally, by critics of and in West, South and East. If Shaw had extended his understanding of the role of global social movements to an analysis of them, or read some of the other books under review here, he would surely agree.

We must now, I think, confront the restricted presence of those outside the Northwest in the works under review. David Slater (1994) has pointed to the dangers of what one might call a new theoretical colonialism - or a theoretical neo-colonialism - in recent writing on the global. Yet, although his title begins with 'Contesting Occidental Visions of the Global...', he does not actually present any such contestation. The few non-occidentals he refers to in passing are, like Abu-Lughod, Bhaba, Nandy and Said, women and men with their intellectual or political feet firmly - often self-consciously - planted on both sides of the wall. If the non-West has been late and slow in contributing to a debate that must, indeed, include them for any progressive and human alternative to shape up, this may be because of the continuing experience of imperialism and the continuing dominance of imperialism discourses (the spectre of dependency theory also haunts Slater's essay). I have no doubt that answers will increasingly take shape, and with powerful and original voice. This is suggested by the contributions, the contributors to and editors of, the books under review. I wonder, however, whether they will come over as 'contesting occidental visions', rather than contesting occidentalist ones, which also exist in the Non-west (I am not here even thinking of Japanese, or Japanese-American writers). Contesting such can evidently be done from within these increasingly overlapping, interdependent and

mutually-influencing worlds. A final surpassing of dependency theory and thirdworldism would seem to require recognition - by all concerned - that we are geographically, politically and culturally placed not only within the national or regional spaces of industrial capitalism but also within the increasingly global ones of information capitalism.

For an occidental but non-occidentalist view of globalisation, development, modernity - and alternatives to these - people are going to have to read Sousa Santos. This thinker, from a Portugal precariously balanced between the Northwest and the Rest, has read the work on economic, cultural, political and legal globalisation, development and modernity. Read, I would say, and absorbed, and then critically and creatively responded. Sooner or later someone had to cover this field (yes, it is one field) with the breadth and depth of vision required. It seems to be Sousa Santos in a book of over 600 pages. The unusual title and subtitle do not adequately promote what is a highly original work of social theory, analysis and prescription (or at least provocative suggestion). Readers are advised to obtain the book by hook, crook or inter-library loan.

I discovered it in the Latin-American (actually international) alternative legal studies and resource centre, ILSA, Bogota, Colombia, August 1995. They had a pre-publication proof of one crucial chapter which they were hoping to translate into Spanish for their own purposes. This may suggest that the work is relevant to Third World NGOs. It is indeed, but is also, as we will see, rather more than this. Significant, for a general work on social theory, is that it is both inspired and informed by research on urban squatters in a Third World slum. So it should also be relevant to Third-World social movements. It is, as we will see, more than this too.

Sousa Santos evidently considers we are in the middle of a global civilisational crisis, a crisis simultaneously of the capitalist worldsystem (he is not afraid to call it this) and knowledge about it. He has sipped at the waters of post-modernism without becoming drunk. He is thus, apparently, able to both theoretically deconstruct and theoretically reconstruct. And

do so in a form that is rich, deep, sometimes difficult, and totally lacking in either the glitter-that-is-not-gold or the obscurity-that-passtheth-understanding. Coming from the world of theoretically-critical and socially-committed legal studies, he seems to have remembered that language is necessary for reaching down or out to a wider audience, not a means for hoisting oneself above this: a new commonsense about our world is here, indeed, in the making. This passage may give some of the flavour of the work : « Solidarity is a specific form of knowing that has won over colonialism [used here metaphorically - PW]. Colonialism consists in the ignorance of reciprocity, in the incapacity to conceive of the other as other than an object. Solidarity is the knowing obtained in the ever-unfinished process of one's becoming capable of reciprocity through the construction and recognition of intersubjectivity. The emphasis on solidarity converts community into the privileged sphere of emancipatory knowledge. After two centuries of deterritorialisation of social relations, the community cannot limit itself to being the territoriality of the contiguous space (the local), and the temporality of the small time (the immediate). We live in an era of opaque, local-global, immediate-final nexus... The neocommunity transforms the local in a way of seeing the global, and the immediate in a way of seeing the future. It is the symbolic sphere, in which the specific territorialities and temporalities are developed, which allows us to conceive of the other in an intersubjective web of reciprocities. Since the new subjectivity does not depend on selfidentity but, rather, on reciprocity, it is free of androcentrism: the other may be nature, or may be the beast of which Saine Francis of Assisi considers himself a brother ».(27)

There is no way that one can, in a couple of thousand words, do justice to a work that has, every few pages, an idea or conceptualisation, like the above, that itself demands discussion or could fuel research. I can only give an impression of the whole, whilst concentrating on two chapters that speak more directly to me.

Part 1 represents a critique of modern science as a whole and proposes a postmodern alternative. Sousa Sancio is evidently not a

fully-paid-up, card-carrying, discoursesewing member of the Postmodernist Party (his sentences are too short, they lack convolution and contain too few metaphors). He simply considers 'postmodernism' a familiar and adequate name for our ambiguous transitional era. His critique does not represent a dismissal of modernism but a recognition of the extent to which, in (social) science, the principle of regulation has come to dominate over the principle of emancipation. It may be partly for this reason that, in place of the enlightenment paradigms of infinite growth and increasing control, Sousa Santos proposes one of such modesty that I am still trying to absorb its implications for what is left of my intellectual and personal life: it is that of 'a prudent knowledge for a decent life' (ix). Ecologists may be more immediately at home with this than I (brought up to believe that Soviet Power+Electricity=Communism).

Part 2 is about the 'time-spaces of law: locality, nationality, transnationality'. Here we find not only his largely reflective and speculative globalisation chapter (transnationality) but two empirical studies, one on alternative or parallel law in a Brazilian urban squatter settlement (locality), one on law, the state and urban struggles in a major Brazilian city (nationality). As if we here did not have diversity enough, his locality chapter has woven through it (on alternate pages, in another cyface and layout) his reflections on his own role as a young, radical, US-funded, Portuguese researcher in this settlement. If this 'Chapter Three-in-the-Mirror' reveals the extent to which Sousa Santos *has* been infected with postmodern playfulness and paradox, it must also be said that it could, with the disrespect it demands, be extracted, reassembled into a moderately modernist text, and then used as a rich and provocative reading for postmodern courses on research methods and ethics.

Part 3 is on 'powers, laws and knowledges'. Here I have to express regret that, as a legal philistine, I have promised myself only to read Part 3 before the end of the millennium.

Now for my key chapters, one on globalisation (Chapter 4), one on utopia (Chapter 5).

Acutely aware of the dangers of producing - continuing - a Western universalism for

the era of globalisation, Sousa Santos proposes that a new kind of cosmopolitanism could be constructed at the margins, or in the interstices, of what he calls 'globalised localism' and 'localised globalism' (263), i.e. the dominant Western globalisation process as either projected or received. Sousa Santos provides a sketch of globalisation, largely drawn from the growing, largely British, literature on this (cf. Waterman 1996).

With his GL versus his LG, Sousa Santos may appear to echo, endorse, or allow for, dependency theory, or others based on binary oppositions (e.g. North/South, centre/periphery, capitalism/socialism, control/emancipación). Such dualities are almost unavoidable for organising and mobilising but are also epistemologically problematic. They are also politically problematic if one is suggesting, as he sometimes seems to be, that the South, or South of the South, is the privileged site of emancipation. I am not sure quite how to understand these in what is otherwise a deeply dialectical work. Dismissal here, however, seems a little to me like condemning Charles Dickens because his plots are improbable and his characters impossible (both true). Like Dickens, Sousa Santos provides such a rich stew that everyone will be able to pick out what they don't like, without this necessarily spoiling their enjoyment. (Enjoyment, as we will see, is something Sousa Santos believes needs reintroducing into science).

Where Sousa Santos is here most original, I think, is in conceptualising the forms and agents of a global alternative, as well, of course, as in the field of law. His twin forms are 'cosmopolitanism' and the 'common heritage of humankind' (263-5). His cosmopolitanism is contrasted with Western universalisms, whether of liberal or socialist hue, and seen to be being developed as a counterhegemonic discourse and action, particularly in the South (actual as well as metaphorical) and in the South of the South (as in his squatter settlements). His common heritage of humankind is likewise seen in conflict with inter-state law, insofar as it concerns issues that make sense only within a global framework: nuclear weapons, threats to the environment. As for transformative trans-

national agency, this is seen to be carried by NGOs particularly by transnational advocacy NGOs (TANGOs) (267-8, 323-7, 349-50).

The idea of popular and democratic social forces as producers, rather than simply subjects or victims, of law comes out of his understanding of what goes on in Brazilian squatter settlements. Over and against the law of states, of regionalisation, of commerce, Sousa Santos thus poses four other kinds of law: that 'of people on the move' (migrant workers, refugees), 'transnationalised infrastate law' (indigenous peoples, ethnic identities), 'cosmopolitan law' (human rights) and 'jus humanitatis' (law of humanity, to do with ecology, etc). The global political agents of emancipation here are again the TANGOs. Like the other authors reviewed, Sousa Santos recognises the ambiguity of this growing phenomenon: « The transnational NGOs have...become a contested terrain. But the contestation also shows how successful has been the attempt to create a transnational agency alternative to the TNCs and their supporting institutions. Without pushing risky symmetries too far, there is some evidence that transnational NGOs represent for the agendas of cosmopolitanism and common heritage of mankind what the TNCs represent for the agendas of localised globalism and globalised localism ». (268)

In reflecting on globalisation, I have myself used a terminology that sometimes contrasts with, sometimes possibly complements, that of Sousa Santos: 'global solidarity', 'global civil society', 'global solidarity culture' (Waterman 1993, Forthcoming). I feel that some of his discussion here may lack either the empirical basis or conceptual bite of some of my own argument. I do not feel, either, that he is sufficiently aware of the problems of what I think of as 'globalisation from the middle' (the international NGOs are, after all, overwhelmingly staffed by university-educated middle-class people). All such comments, however, must be qualified by the sense of reassurance I obtained on reading the argument of Sousa Santos, by amazement that a central place should be given to NGOs in a major work of social theory, and by my admiration (tinged with envy) at the manner in which he takes his alternative global

vision and strategy to depths and distances I could never have dreamed of. I am not, therefore, going to make an issue of his meagre attention to women (not one index mention) or to feminism (just two). It is possible for one's argument to be informed by the aspirations, insights and dialogical logic of certain feminisms without waving this flag either. (I predicted that feminist internationalists were going to be inspired and armed by him even before I discovered that a translated summary and extracts were being produced in Lima as part of the Latin American follow-up of the 4th World Conference on Women).

Back to things I either have, or have not, dreamed of. The last chapter of Sousa Santos is entitled 'Don't Shoot the Utopist'. This chapter I found equally thought-provoking and reassuring. I recall a 1990 feminist conference at the Institute of Social Studies in The Hague, at which I was the only non-woman and also, apparently, the only non-ex-utopian, present. After 15 to 20 years of enthusiasm, struggle and disappointment, the *compañeras* were exhausted (heroines, it seems, can also be fatigued). In place of my argument on the necessity of global Utopian visions one of them proffered the intimate utopia of the seminar underway. 'That,' I responded (with either my heart or my foot in my mouth) is not utopia, it is solace'. Sousa Santos would surely have agreed: « "The future is no longer what is used to be", says a graffito on a wall in Buenos Aires [...] What is to be done, then? The only route, it seems to me, is utopia. By utopia I mean the exploration by imagination of new modes of human possibility and new styles of will, and the confrontation by imagination of the necessity of whatever exists - just because it exists - on behalf of something radically better that is worth fighting for and to which humanity is fully entitled. My version of utopia...calls attention to what does not exist as being the integral, if silenced (counter)part of what does exist...Utopia requires...a deep and comprehensive knowledge of reality as a way of preventing imagination's radicalism from clashing with its realism ». (480-81)

This goes on for several pages, getting even more poetic, thus exemplifying the pas-

sionate, pleasurable, aesthetic rhetoric, the 're-enchanted common sense' (52) that Sousa Santos considers a style expelled from modern (social) scientific discourse. He then continues, somewhat more prosaically, to argue the necessity for a new model of both society and subjectivity (i.e. a psychology necessary to bring such a society into being).

The new emancipations (his plural) take place in specific spaces - or require space in different places: In the *householdplace* he calls for cooperative domestic communities, in the *workplace* for eco-socialist production, in the *marketplace* for human needs and solidary consumption, in the *communityplace* for what he calls amoeba-communities, in the *citizenplace* for socialism as democracy without end, in the *worldplace*, for democratic sustainability and dispersed sovereignties (482-489). The theoretical and political programme suggested here could keep us busy for the rest of the century.

I will not go into his new subjectivity except to mention the two figures he considers to exemplify this. One is Gandhi, for quite predictable reasons, as spokesperson for a South that is liberating itself both from the North and from the South that the North has created. The other is Noam Chomsky, famous in the US for his linguistics, infamous for his repeated denunciations of US imperialism, because he 'comes closest in the core countries to represent the subjectivity of the South' (50S). And, also, because both are anarchists, and anarchism represents the most marginal and discredited political tradition of modernity (514). We are now at the end of the book, and either Sousa Santos or I, or both of us, seem to be getting tired.

I am prepared to consider his Gandhi as a prophetic voice, silenced 50 years too early (though this may be only a sign of my limited knowledge of him). But Chomsky? His anti-imperialism hits only one note, just as does his critique of the US media. It belongs to a thoroughly modern tradition of critical sociology which conceals its pessimism and justifies its impotence with a model of total domination (of all except the enlightened scientist of modernist tradition). Chomsky's last-minute, last-paragraph, rhetorical gestures in the direction

of anarchism, resistance, people, are never spelled out, have no visible means of support and carry no weight. This final part of the Sousa Santos argument is more eccentric than original. And one should welcome it for being so. Every Achilles should have a heel, to bring him within the reach of the rest of us.

Oh, but I do have my own Western candidate for the Chomsky role. It is Boaventura de Sousa Santos, heels and all.

The answer to my original question was going to be the following. We are beginning to get alternatives to globalism and developmen-

References

- Benjamin, Craig and Rebecca Tiessen. 1993. 'Indigenous Peoples in and Against the Global Economy', *Labour, Capital and Society*, Vol. 26, No. 2, pp. 252-261.
- Bernard, Jessie. 1987. *The Female World from a Global Perspective*. Bloomington: Indiana University Press. 267 pp.
- Brecher, Jeremy, John Brown Childs and Jill Cutler (ed). 1993. *Global Visions: Beyond the New World Order*. Boston: South End Press. 317 pp.
- Chatterjee, Pratap and Matthias Finger. 1994. *The Earth Brokers: Power, Politics and World Development*. London: Routledge. 191pp.
- Ekins, Paul. 1992. *A New World Order: Grassroots Movements for Global Change*. London: Routledge. 248 pp.
- Enloe, Cynthia. 1990. *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. Berkeley: University of California Press.
- Enloe, Cynthia. 1993. *The Morning After: Sexual Politics at the End of the Cold War*. Berkeley: University of California Press. 326 pp
- Finger, Matthias. Forthcoming. *A Social History of the Worldwide Green Movement*. London: Zed Books.
- Fraser, Nancy. 1986. 'Towards a Discourse Ethic of Solidarity'. *Praxis*, Vol.5, No.4, pp.425-429.
- Garofalo, Reebee. 1992. *Rockin' the Boat: Mass Music and Mass Movements*. Boston: South End Press. 333 pp.
- Giddens, Anthony. 1990. *The Consequences of Modernity*. Cambridge: Polity. 178 pp.
- Giddens, Anthony. 1994. *Beyond Left and Right: The Future of Radical Politics*. Cambridge: Polity. 276 pp.
- Girard, Bruce (ed). 1992. *A Passion for Radio: Radio Waves and Community*. Montreal: Black Rose. 212 pp.
- Hamelink, Cees. 1994. 'People's Communication Charter', in Cees Hamelink, *Trends in World Communication: On Disempowerment and Self-Empowerment*. Paris: Sourbound/Third World Network. Pp. 151-161.
- Held, David. 1995. *Democracy and Global Order: From the Modern State to Cosmopolitan Governance*. Cambridge: Polity. 324pp.
- Melucci, Alberto. 1989. *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. London: Hutchinson. 288 pp.
- Morgan, Robin (ed). 1984. *Sisterhood is Global: The International Women's Movement Anthology*. London: Penguin. 817 pp.
- Poster, Mark. 1990. *The Mode of Information: Poststructuralism and Social Context*. Cambridge: Polity
- Pons, Pèr. 1995. 'ONG's: Entre la erica y el marketing' [NGOs: Between Ethics and Marketing]. *Ajòblanc* (Barcelona), No. 70, January, pp.22-27.
- Ryan, Charlotte. 1991. *Prime Time Activist: Media Strategies for Grassroots Organising*. Boston: South End Press. 295pp.
- Sachs, Wolfgang (ed). 1992. *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*. London: Zed Books.
- Slater, David. 1994. 'Contesting Occidental Visions of the Global: The Geopolitics of Theory and North-South Relations', *Beyond Law* (Bogota), Vol.4, No.11, pp.97-118.
- Sternbach, Nancy Saporta, et.al. 1992. 'Feminisms in Latin America: From Bogota to San Bernardo', *Signs*, Vol.17, No.2, pp.393-434.
- Thede, Nancy and Alain Ambrosi (eds). 1991- *Video the Changing World*. Montreal: Black Rose.
- Waterman, Peter. 1993. 'Hidden from Herstory: Women, Feminism and [the] New Global Solidarity', *Economic and Political Weekly* (Bombay), Vol. 28, No. 44, October 30, pp. WSS5-100.
- Waterman, Peter. 1994. Review of books by Leslie Sklair, Paul Ekins and Mary Mellor. *Development and Change* Vol.25, No.2, pp.426-428.
- Waterman, Peter. Forthcoming. 'A New World View: Globalisation, Civil Society, Solidarity', in Braman, Sandra and Annabelle Sreberny-Mohamtnadi (eds). *Globalisation, Communication and the Transnational Public Sphere*. Creskill: Hampton Press.
- Waters, Malcolm. 1995. *Globalisation*. London: Routledge. 185pp.

Comment la Fondation Mozart bâtit l'Europe de la musique à Cracovie

Par la fenêtre, on aperçoit la Vistule. Cracovie est toute proche, mais invisible: on se croirait en pleine campagne, «quelque part en Europe centrale», comme il convient au siège - provisoire - de l'Académie de la Fondation Mozart. Un homme d'âge mûr, le regard fixe sur une partition, écoute les premières mesures d'un trio d'un compositeur polonais dont il n'avait jamais entendu parler. Il interrompt les jeunes musiciens, comme s'il avait découvert la clef de cette musique, et ce qui manque à leur interprétation.

Aurèle Nicolet est un flûtiste suisse renommé. Le trio est composé d'un violoniste australien, d'une altiste et d'un contre-bassiste polonais. Une heure plus tard, Nicolet fait travailler les *Marchenzerhungen* de Schumann à un pianiste macédonien, un clarinetiste espagnol et à la même altiste polonaise.

Plus tard, il y aura d'autres répétitions - sous la houlette d'un pianiste venu de Hongrie. Un «cours d'humanités», car l'Académie entend ouvrir ses élèves sur le monde, donner, un an durant, un grand bol d'air et de culture universelle à des musiciens rompus à des années d'arpèges et de gammes. Il y aura encore un concert: Brahms, Schumann, une violoniste française, un corniste israélien... Un dîner ou chaque table rassemble à peu près autant de nationalités que de convives, de la Russie à l'Australie, en passant par la Géorgie, l'Ukraine, la Slovaquie, l'Italie... Puis encore des répétitions, jusque longtemps après minuit...

L'Académie de cette Fondation européenne Mozart vient de célébrer son troisième anniversaire. C'est une tour de Babel, mais ou tout le monde se comprend. Une

ruche, mais ou tout le monde est libre de travailler comme il l'entend, avec qui il veut, et en assumant les aléas de la liberté: les ensembles - de musique de chambre - se font et se défont, l'alchimie s'accomplit ou ne s'accomplit pas.

La chance donnée à ces jeunes gens venus du monde entier qui peuvent passer une année, tous frais payés, à approfondir et surtout à élargir leur arc est exceptionnelle.

Avocat d'affaires franco-américain, Alain Coblenca a senti, la quarantaine passée, le besoin de faire autre chose. Il a mis son énergie et ses talents de collecteur de fonds au service d'une idée: contribuer, à travers la musique, à effacer les barrières que le monde et la politique modernes ont érigées sur la vieille Europe. Retrouver les racines de la culture musicale européenne et l'esprit d'une époque cosmopolite ou la musique n'était pas séparée des autres arts et du monde des idées.

Il fallait beaucoup d'argent - à peu près 10 millions de francs par an -, mais Alain Coblenca sait jongler avec les sponsors et les grands de ce monde. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe soutiennent l'entreprise, de grandes sociétés et quelques mécènes privés apportent leur écot, présidents et premiers ministres se bousculent au sein du comité d'honneur de la Fondation, à laquelle l'ancien président de Volvo, Pehr Gyllenhammar, prête également ses talents.

Enseignement «universel»

Il faut aussi beaucoup d'ambition. Cette Fondation n'en manque assurément pas, quitte à lancer dans des entreprises à la

limite de ses possibilités. Elle a ainsi monté *Zaide*, opéra inachevé de Mozart, en demandant à Luciano Berio de compléter la partition. Le résultat a été un spectacle réussi, mais aussi une grosse bouderie de Berio, fâché par la mise en scène. Tout aussi ambitieux sont les trois festivals thématiques qu'elle organise chaque année, pour célébrer le mariage de la musique avec... autre chose: musique et orientalisme, musique et lumières, musique, poésie et le «salut du monde» au passage du XIXe et du XXe siècle ce sera le sujet du festival de printemps. Les concerts - essentiellement de musique de chambre, qui reste la vocation première de l'Académie - conduisent les élèves un peu partout, de l'Europe à l'Extrême-Orient. Avec, en avril prochain, une tournée en Bosnie, dans des petites villes dévastées par la guerre.

Les quelques dizaines d'élèves de l'Académie viennent en principe pour un tiers d'Europe centrale et orientale, pour un tiers d'Europe de l'Ouest et, pour le troisième tiers, du reste du monde. Dans la pratique, le tiers «est-européen» esc un peu plus gros que les autres, l'attraction exercée par l'Académie étant plus forte à Kiev ou à Skopje qu'à Cologne ou à Paris. Mais la satisfaction et la gaieté affichées par tous laissent supposer que la recette, un peu inhabituelle, esc bonne: au lieu de travailler tout au long de l'année leur instrument avec un même professeur, les élèves assistent à des *master classes* données par une série de professeurs venus pour un bref passage et qui sont à la disposition de tous, qu'ils soient hautboïstes, pianistes ou chanteurs.

Il faut dire que l'Académie s'adresse avant tout à des jeunes

avant ayant terminé le conservatoire et capables de profiter de cet enseignement «universel». La sélection se fait, classiquement, sur cassette envoyée par les candidats - mais le violoncelliste américain qui avait cru malin d'envoyer un vieux enregistrement de Pablo Casás n'a pas été invité à traverser l'Atlantique. Inaugurée dans un château

proche de Prague, en février 1993, l'Académie s'est déplacée près de Cracovie, eu va reprendre son errance dès le printemps, pour s'installer dans un joli manoir des environs de Wrocław, en Silésie. Avant que s'accomplisse - peut-être - le rêve de son fondateur: une installation «définitive» dans le cadre somptueux du château

d'Esterhaza, en Hongrie, hanté par l'aimable fantôme de Joseph Haydn. Histoire d'encourager le vieux maître à donner un petit coup de pouce posthume, l'Académie va monter, dès cet été, son *Iso-lata disabilitata*.

Jan
Krauz
(LeMonde, 6396)

Du rôle des ONG dans leurs rapports avec les Etats

Durant la 4^e session de la Sous-Commission des droits de l'homme, l'expert chinois a eu avec son collègue français un échange très intéressant à propos du rôle des ONG lors des sessions de la Sous-Commission, dans le débat consacré à l'examen des travaux de la Sous-Commission, l'expert chinois, M. Fan Guoxiang, a exposé ses vues sur la façon dont les cas de violations des droits de l'homme devaient à ses yeux être traités par la Sous-Commission, dans son exposé, il s'en est pris à quelques ONG qu'il a vivement critiquées. Le lendemain, l'expert français M. Louis Joinet lui a répondu. L'on trouve ci-dessous des extraits fort intéressants de ces deux interventions, que nous retranscrivons du Moniteur droits de l'homme, septembre 1995, avec l'autorisation de l'auteur.

1.1 Exposé de M. Fan Guoxiang

Après avoir exposé ses vues quant à la façon de traiter l'examen des cas de violations («point 6»), M. Fan poursuit :
«M. le Président,
Un nombre croissant d'ONG s'intéressent au travail de la Sous-Commission, font connaître leur position et apportent des informations sur des sujets spécifiques ou sur des pays.

Quelques unes ont fait des efforts constructifs. Dans une certaine mesure, ces ONG représentent une attitude qu'ont certains groupes à l'égard des violations des droits de l'homme. En tant qu'expert, je bénéficie de leurs connaissances et de leur expertise. Toutefois, je désire forger mon propre jugement, cas par cas, comparant leurs plaintes avec les réponses des gouvernements concernés.

Les problèmes que nous avons avec certaines ONG sont, notamment, les suivants :

1. Certaines ONG prétendent être omniprésentes et toutes-puissantes. Elle cherchent à jouer le rôle du maître de maison au sein de la Sous-Commission, sans aucune restriction, comme si la Sous-Commission, qui est un organe des Nations Unies, dont les experts membres constituent les principaux participants, devrait se transformer en un forum des ONG.

2. Certaines ONG sont fortement motivées politiquement. Leurs conclusions partiales sont fermement enracinées dans leur esprit, et leurs missions d'enquête ne servent d'autre but que de prouver leurs préjugés.

3. Certaines ONG ne sont pas sur la liste, n'ont pas de statut consultatif auprès des Nations Unies, mais leurs leaders peuvent se déguiser en représentants d'autres ONG dotés du statut

consultatif. Une personne représente une ONG cette année, et il ou elle représente une autre ONG l'an prochain. Cette confusion dans la représentation donne l'impression que quelques ONG ne travaillent pas sérieusement, laissant des créneaux pour la présence d'un petit nombre de personnes douteuses qui peuvent abuser des droits légitimes des ONG pour d'autres buts.

4. Un autre cas est encore plus anormal. Un individu, une dame peut être précis, déclare sans ambigu qu'elle a un double travail, en tant que représentant de différentes ONG et en tant qu'interprète pour les réunions des Nations Unies.

Cette mauvaise conduite va à l'encontre du règlement du personnel des Nations Unies. L'article 1, règle 1.3, précise que dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres du Secrétariat ne recherchent ni n'accréditent d'instructions d'aucun gouvernement et d'aucune autre autorité externe à l'organisation.» (...)

«Comment pouvons-nous tolérer un tel double emploi, un travail pour les Nations Unies et en tant que représentant d'ONG? Puis-je demander au Président de la Sous-Commission et au Secrétaire de procéder à une enquête sur la véritable origine de cette dame?

Je suggère que les quatre

problèmes que je viens de mentionner soient rapportés au Comité de l'ECOSOC sur les organisations non gouvernementales pour qu'il soit procédé à un examen sérieux.

Je suis heureux de travailler avec différentes ONG, des ONG avec des vues proches ou différentes des miennes, mais je ne suis pas heureux de travailler avec des ONG engagées dans l'industrie des droits de l'homme, car ni la politisation des questions droits de l'homme, ni la commercialisation des droits de l'homme ne servira l'intérêt de promouvoir la coopération internationale pour le respect universel des droits de l'homme».

(...)
(original: anglais, traduction: Service International pour les Droits de l'Homme)

1.2 Intervention de M. Louis Joinet

«Monsieur le Président, j'aimerais apporter un bref complément d'information à la déclaration faite par mon éminent collègue chinois, M Fan. Mon cher Collègue, j'ai été sensible à deux aspects de votre intervention. Vous avez souligné combien les experts sont indépendants, qu'ils sont sans préjugé et que la démocratie règne au sein de la Sous-Commission.»

(...)
«J'ai donc apprécié ces aspects positifs. Mon cher Collègue, Je suis en revanche plus réservé sur certains autres points de votre intervention. Vous avez évoqué des questions très importantes, voire de principe, relatives au fonctionnement de la Sous-Commission et je crois que vous et moi avons quelques divergences de vues quant aux réponses à apporter.

Vous semblez craindre que la Sous-Commission ne devienne

une sorte de forum des ONG. Sans doute pouvons-nous parfois, ici et là, constater quelques excès de langage de leur part; c'est arrivé sous ma Présidence et il appartient précisément à la Présidence de les contenir. Mais faut-il rappeler que par son histoire la Sous-Commission est, sinon un forum, du moins le lieu privilégié d'expression des ONG. C'est ce qui fait toute son originalité et sa valeur, ainsi qu'en atteste la création, avec l'aval de la Commission, de ce véritable forum qu'est le Groupe de travail de la Sous-Commission sur les populations autochtones. Madame DAES qui le préside ne me démentira pas.

Vous dites par ailleurs: «certaines ONG sont trop politisées et même ont des préjugés». Peut-être est-ce parfois le cas mais mon expérience m'amène à élargir votre analyse. J'aurai cette année quinze ans d'expérience de la Sous-Commission, certes le fait d'être un ancien, comme vous l'avez souligné, n'implique pas nécessairement que l'on ait raison. Je vous en donne acte, car si le poids de l'expérience, c'est l'expérience, c'est aussi le poids. Mais au fil de ces années, notamment dans cette salle 17, combien de fois ai-je entendu les Etats accuser telle ou telle ONG, voire tel expert - j'ai moi-même été visé - de travestir la vérité. Il s'agissait, à les entendre, de préjugés, de calomnies, de mensonges grossiers. Puis de temps à autres, une parcelle de vérité venait informer nos «honorables» contradicteurs. Un exemple : je me souviens que notre collègue argentin - c'était au temps de la dictature - avait simplement dit que la question des disparitions était exagérée, ce qui était évidemment en reconnaître l'existence, alors que le gouvernement niait en bloc cette pratique. C'était un matin. L'après-midi, notre collègue avait purement et simplement disparu. Grâce aux efforts du Centre alerté

par sa famille, on a retrouvé sa trace à Londres cinq jours plus tard.

La roue de l'histoire a donc tourné et finalement, qu'il s'agisse de disparitions, d'exécutions sommaires ou de tortures, tel l'arroseur arrosé, celui qui criait «au mensonge» s'est révélé être le menteur tant, après la chute des régimes autoritaires, il s'est avéré que nos prétendus mensonges étaient bien en deçà de la vérité. Voyez pour Haïti sous Duvalier ou le cas du Chili de Pinochet. Je me souviens encore de cette anecdote. C'était sous Ceausescu. L'observateur roumain, dont notre collègue de l'époque partageait le point de vue, qualifiait à longueur de session de «calomnies» les violations dont était victime son peuple qui, selon lui, vivait dans un quasi paradis. Avec la chute du mur de Berlin, vous connaissez la suite. Qui était le menteur?

Il arrive certes qu'il y ait des exagérations et nous devons être vigilants, mais n'invertissons pas les rôles. Quant au grief de «préjugé», il vise, si j'ai bien compris, certaines ONG qui seraient «infiltrées» par des opposants. Qu'en est-il? Tant que l'on teste dans le domaine des droits de l'homme et dans le cadre de la liberté d'expression, je ne vois pas en quoi cela serait contraire au règlement. Serait seulement critiqueable, ou en tous cas contraire à ma déontologie, le fait que ces personnes se cachent, bref, qu'on ne sache pas qui est qui. Mais c'est rarement le cas et, là encore, l'analyse ne doit pas être sélective à l'égard des ONG; il faut rendre au comportement des gouvernements.

Cher Collègue, me pensez-vous pas qu'il arrive aussi que certaines ONG soient «téléguidées» par des gouvernements. Je me souviens avoir pris en flagrant délit une ONG discrètement réunie dans une salle annexe... sous la présidence de «son» ambassadeur.

Mes douces ont été confirmés quand je me suis aperçu que cette ONG résidait à l'Hotel Intercontinental, ce qui - vous en conviendrez - est généralement le privilège matériel des Etats. Autre exemple : ce n'est un secret pour personne qu'à Vienne, lors de la Conférence mondiale, il y a eu des dizaines d'ONG manifestement mises sur pied par des gouvernements. Je me souviens même du cas d'une ONG de Chine. Elle était dirigée par un éminent haut fonctionnaire chinois, qui aujourd'hui, d'ailleurs, est un membre de la délégation chinoise qui siège juste derrière moi. C'est une réalité, et je remercie mon collègue, M. Fan, de m'avoir permis la encore d'élargir le débat sur le comportement des Etats.

Quatrième point, mon cher Collègue : vous avez regretté et critiqué le fait que parfois un même intervenant soit amené à prendre la parole pour deux ou plusieurs ONG. Cette question a été longtemps débattue lorsque je présidais le Groupe de travail sur la réforme des méthodes de travail de la Sous-Commission. Nous n'avons finalement pas modifié cette pratique, des lors que le président serait informé par l'intervenant, et que cela demeurerait exceptionnel. La

raison qui nous a convaincus est uniquement financière, car certaines ONG n'ont que de faibles moyens financiers, en tous cas considérablement moins élevés que ceux des Etats. Même au plan gastronomique, la différence est frappante si j'en juge par le standing des invitations à déjeuner des uns et des autres. Entre les moyens des Etats et ceux d'une ONG, quel fossé! Eh bien, il en va de même pour les frais de voyage. Il arrive donc que certaines ONG demandent au représentant d'une autre ONG de les représenter. Dès lors que cela se fait de manière transparente, ou est la manipulation? Tout au plus pourrions-nous renforcer cette transparence. Peut-être faudrait-il un écrit, telle ONG disant : « nous ne pouvons pas venir pour des raisons financières, nous avons demandé à telle personne de prendre la parole », et la prise de parole pourrait être limitée à la teneur d'un texte de l'ONG mandante. Mais sur le principe, j'insiste pour que nous restions là pour des raisons financières - et donc d'équité - qui viennent d'être évoquées.

En terminant, mon cher Collègue, j'aimerais revenir sur le cas individuel que vous avez évoqué. Vous avez vivement mis en

cause une personne, sans citer son nom, mais chacun aura compris, car tout la monde le connaît dans cette salle et beaucoup l'apprécient. Vous lui faites grief qu'étant fonctionnaire de l'ONU, elle affiche ses convictions, sinon dans cette salle, puisqu'elle ne prend jamais la parole, du moins dans les couloirs. Mais sans doute y a-t-il un malentendu, voire une erreur, car je me suis renseigné et j'ai vérifié: cette personne n'a pas le statut de fonctionnaire, et par conséquent l'article 1.3, des statuts que vous invoquez ne peut s'appliquer à son cas. Vous avez néanmoins demandé qu'il soit procédé à une enquête administrative. Si cette enquête devait avoir lieu, je demande formellement, qu'il me soit donné acte dans le rapport de la Sous-Commission que je souhaite être entendu comme témoin dans le cadre de cette enquête.

Je vous remercie, cher Collègue, de votre intervention qui m'a permis de faire cette mise au point.

Merci Monsieur le Président.»

(15 août 1995,
Service internationale
pour les droits de l'homme)

New... Créations... Plans... New... Créations... Plans... New...

An initiative to strengthen political stability and economic development in the Baltic Sea region was adopted by the European Commission last week. Drawn up at the request of the Madrid European Council last December, the initiative envisages support for the establishment of a Baltic free trade area between Estonia, Latvia and Lithuania, and assistance in the development of transport systems, energy efficiency and networks, environmental

protection and tourism. The EU would coordinate its activities with the Council of the Baltic Sea States, of which four EU countries are members, and other international institutions.

Les Conférences Inter Citoyennes sont un ensemble d'initiatives et de manifestations des associations et mouvements qui, par leur mise en mouvement, veu-

lent démultiplier leur impact et mettre le processus européen sur des bases démocratiques et citoyennes. Partenaires des CICE, ils se proposent de constituer un grand réseau européen pour la révision citoyenne des traités de l'Union européenne, qui doivent être révisés en 1996 et 1997. Pour constituer ce réseau et permettre sa visibilité, les partenaires adoptent :
• Un label commun Conférences intercitoyennes européennes qui sera utilisé dans toutes les manifes-

organisées par les partenaires de C.I.C. et marquera la cohérence et l'ampleur de leur action.

" Une cartographie permanente et évolutive, identifie toutes les initiatives prises au niveau européen par des acteurs de la société civile autour du futur de l'Europe. Cet agenda sera mis à jour régulièrement et permettra d'être informé des initiatives des partenaires; d'inviter les membres du réseau à ses propres manifestations; d'obtenir un effet de démultiplication et de mutualisation pour chacune des initiatives.

• L'accès à un forum électronique : les partenaires ont la possibilité de s'informer ou d'échanger sur le réseau Internet.

Plusieurs associations, d'origine diverse, ont déjà signé leur engagement comme partenaire des CICE. Par ordre alphabétique : Civis, Confrontations, Convaincre, Europe 99-Politique de civilisation, European Forum For Arts and Heritage, Eurotopia, Forum alternatives européennes, Fédération des jeunes écologistes Européens, Helsinki Citizens Assembly. Plusieurs autres organisations ont annoncé leur intention de rejoindre le réseau.

Secrétariat des CICE,
c/o Europe 99, Maison Grenelle,
21 bd de Grenelle F-75015 Paris
Téléphone : 33 1 45 78 34 03 -
Fax: 33 1 45 78 34 02

What do you get when ambitious young journalists set out on a cross-cultural mission to communicate with their peers from around the world? GRAPES — or the Bureau of Young GRAPES. GRAPES, which stands for global reporters, authors, producers and editors, is a UNICEF-assisted project launched in June 1994 to train and link young

journalists around the world.

"Our goal is to open channels so that children can communicate across national boundaries", says Kim Sabo, one of several adults who coordinate the project through the Children's Environments Research Group, a non-governmental organization affiliated with the City University of New York.

So far, 50 to 60 child journalist groups from 14 countries have responded to their inquiries. They include a Jamaican group, WE CAN, that produces its own wildlife magazine; an all-girl editorial board from Minnesota that produces *New Moon*, a magazine for children; and journalism associations from Austria, Ecuador, Guatemala and Mozambique, among other countries.

These groups are sharing information about the different social and economic conditions under which they work, as well as more workaday concerns, including how to get a good story, conduct an effective interview and find funding. Many of the youths have sent in photographs of themselves at work, taken with black-and-white film provided by GRAPES.

Observations about censorship and other important issues will be included in GRAPES' first book on print journalism, which the group hopes to have published in 1996 in English and Spanish soft-cover editions of 50 to 60 pages.

To reach children of different literacy levels, the book ranges in difficulty from simple storyboard illustrations to more complex written text. The radio book will include an audio cassette. Eventually, GRAPES wants to connect child journalists on the Internet.

Support for the project comes from the Norwegian Government through Voice of the

Children, an international initiative aimed at increasing children's participation in making decisions affecting their lives. UNICEF provides administrative assistance. The children involved in GRAPES believe their project will demonstrate to adults that children can perform highlevel work. Proving themselves to adults is an important first step in gaining a larger voice in society.

(First Call for Children,
UNICEF Features Service)

Representatives of broadcasting companies, the mass media, cultural and research institutions, professional audiovisual groups and international organizations met in Cairo from 12-16 January for the Third Conference of Mediterranean Radio-TV Organisations and Audio-visual Operatots, organised by the Egyptian Radio and Television Union (ERTU) and RAI-Radio Televisione Italiana.

The Conference concluded with the constitution of a Permanent Conference of Mediterranean Audiovisual (COPEAM), an association aimed at improving the development of cultural exchanges, economic co-operation and co-production for the realisation of common audiovisual projects in the area.

The North-South Centre of the Council of Europe and UNESCO were the two non-broadcasting members elected to the Steering Committee of the new structure along with provisionally nominated television representatives from Croatia, Egypt, France, Greece, Israel, Italy, Jordan, Malta, Morocco, Palestine and Tunisia.

Mr Amin Bassiouni, President of ERTU, was appointed President of the Permanent Conference while Mr Abdel Hafidh

Largum, Director General of Tunisian Television (ERTT) and Xavier Gouyou-Beauchamp, Director General of France 3, were appointed his deputies. Mr Vittorio Panchetti of RAI was appointed Secretary General for the next four years with his colleague Mr Giulio Giordano becoming his deputy. Mr Kamal Osman of ERTU was elected senior liaison officer for the Arabic area.

(*The Interdependent, Feb 1996*)

The founding congress of the Small and Medium Sized Business and Economic Association of the European People's Party took place in Brussels on January 1998. It was attended by 33 delegates from member parties of 12 different countries. The meeting was chaired by Lieven Lenaerts, former president of the European Federation for Small and Medium-sized Businesses (AECM).

The EPP's growth to 20 member parties has necessitated a new structure to represent small and medium-sized business (SMEs) at European level. For this reason, the former EPP recognised Association for Small and Medium-sized Businesses (AECM) was folded on 31 December 1995.

The delegates voted for a new constitution and elected a two year presidium:

- President : Marianne Thyssen, MEP(B)
 - Co-President : Karla Peijs, MEP (NL)
 - Juan M. Fabra, MEP (ES)
- Werner Frick, Manual Workers

and Trade Minister (I)
- Paul Rübig, MDEP (A)
- Karl v. Wogau, MEP (D)
- Athanasios Xarhas, national Parliamentarian (GR)
- General-Secretary : Martin Novak
Honorary President :
- Ingo Friedrich, MEP (D)

(*Communiqué*)

The Independent World Commission on the Oceans (IWCO) has been established to help create greater awareness and focus international attention on the need to preserve and promote sustainable development of the world's oceans and coastal areas. It is modelled on the former Independent Commission on International Development Issues (the Brandt North-South Commission) and the World Commission on Environment and Development (the Gro Harlem Brundtland Commission).

Created on the initiative of the Secretary-General of the United Nations and the Director-General of UNESCO, the IWCO will work to accelerate and facilitate the ratification and progressive development of the *Law of the Sea Convention*, working with developing countries to fulfil their obligations under the Convention while enjoying their rights and drawing benefits. The Commission will pursue implementation of relevant provisions of the agreement following the Rio de Janeiro United Nations Conference on Environment and Development. It also proposes to follow up on regional programs of cooperation

in the maritime sector and examine how these adjust to the new requirements of integrated ocean management and sustainable development through the 21st century.

Mr. Mario Alberto Soares, President of the Republic of Portugal is Chairman of the new Commission.

(*Press release, Opec Fund for International Development, Dec 95*)

Après un an de préparatifs, l'*IONUSIDA* a vu le jour le premier janvier 1996. Etablie à Genève, elle coordonne les activités de six organisations des Nations unies dans le domaine de la lutte contre le sida : le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale. L'*IONUSIDA* élabore des politiques de recherche et aide techniquement les pouvoirs public, les groupes communautaires et d'autres partenaires des pays en voie de développement.

Peter Piot, son directeur, veut prouver qu'il est possible de mener des projets à dimension humaine dans les pays concernés et non dans des bureaux: "Auparavant, nous nous réunissions dans une pièce avec quelques sommités pour décider de la suite des événements. Maintenant, c'est l'inverse : les interventions et leurs modalités sont définies sur le terrain".

(Dimension 3, avril 1996)

Some items in récent issues : <i>Parmi les thèmes traités récemment :</i>	Issue number : <i>Numéros :</i>
Transnational actors in the international system <i>Les acteurs transnationaux dans le système international</i>	4/1993, 2/1994 6/1994,6/1995.
The recognition of the legal personality of INGOs <i>La reconnaissance de la personnalité juridique des OING</i>	3/1986, 3/1990, 5/1990,3/1995.
Cooperation between INGOs and IGOs <i>La coopération entre les OING et les OIG</i>	2/1994, 3/1994 1/1995, 5/1995. 6/1995, 2/1996.
Latin American Associations <i>Les associations latino-américaines</i>	6/1989 3/1990 1/1993
African Associations <i>Associations africaines</i>	3/1994 4/1995 1/1996 2/1996
European Associations after Maastricht <i>Les associations européennes après Maastricht</i>	1/1994, 2/1994, 6/1994, 1/1995.
The Management of INGOs <i>La gestion des OING</i>	2/1996.
Social movements, trade unions and coopératives <i>Mouvements sociaux, syndicats et coopératives</i>	3/1990,4/1994, 4/1995, 1/1996.
Social and economic development <i>Développement économique et social</i>	4/1994, 5/1994, 4/1995, 1/1996.
INGOs view of environmental problems <i>Les OING et les problèmes écologiques</i>	4/1989, 1/1990, 4/1995, 2/1996.
Humanitarian aid and humanitarian law <i>L'aide et le droit humanitaires</i>	2/1992, 4/1992, 2/1994, 2/1996.
Language and transnational communication <i>Langage, communication et transnationalité</i>	2/1992, 5/1994, 6/1994, 1/1996.
Civil Society and the State <i>La société civile et l'Etat</i>	3/1994, 3/1995, 6/1995, 1/1996.

Some authors / ont publié dans nos colonnes :

Chadwick Alger, Chérif Bassiouni, Mohammed Bedjaoui, Jan Berting, Maurice Bertrand, Elise Boulding,
 Boutros Boutros-Ghali, John Clark, Thomas Dichter, Adama Dieng, Johan Galtung, Susan George, André Gorz,
 Group of Lison, Robin Guthrie, Robert Harris Jürgen Höfner, Alexandre Kiss, Alain Labrousse, Ronnie D.
 Lipschutz, Marc Luyckx, Elikia M'Bokolo, Morton Mitchnik, Basarab Nicolescu, Ignacio Ramonet, Francois
 Rigaux, Nigel Rodley, Wolfgang Sachs, Pierre de Senarclens, Christiane Scrivener, Vaudana Shiva, Rodolfo
 Stavenhagen, Rajesh Tandon, Charles Taylor.

Forthcoming topics :

Dans les prochains numéros :

- For a proceduralisation of social policies
Pour une procéduralisation de la politique sociale
- Education in the 21st century
Un enseignement pour le 21^e siècle
- Internationalism in women's movements
L'internationalisme dans les mouvements de femmes

Articles appearing in the journal are indexed in PAIS (Public Affairs Information Service) and AGRIS (International Information System for the Agricultural Sciences and Technology), FAO.

	FB	FF	FS	£	US\$	DM
Subscripción / Abonnement 1996	1.450	250	58	24.00	46.00	72
+ postage : surface mail or by airmail	300	50	13	5.00	9.50 16.00	13

Commande à envoyer directement à / Order to be sent directly to :

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Rue Washington 40 - B-1050 BRUXELLES, Belgique - Telex 65080 INAC B - Fax (32 2) 646 05 25

Order Form :

Name _____

Address _____

• Payment enclosed
joint

• Payment made to your account n° _____

• Invoice required

Date _____

Signature _____

Bon de commande :

Nom _____

Adresse _____

• Paiement ci

• Virement fait à votre compte n° _____

D Veuillez envoyer une facture

Methods of payment / Moosés de paiement

Mandat international à notre compte chègue postal n° 000-0034699-70 à Bruxelles ou virement en francs belges auprès de la Générale de Banque compte n° 210-0508283-55 Agence Magistrat, 1050 Bruxelles.

Genève : Compte n° 472.043.30 Q o l'Union de Banques Suisses.

Köln : Konto nr 1.0672712.90, Generale Bank & C^o, Christophstrasse 33.

Paris : Compte n° 545150/04200 au Crédit du Nord, bld Hausmann, 6-8.

London : Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd, 1 Princes Street.

Transnational Associations

Associations transnationales

Rédaction/Editorial
Jacques RAEYMAECKERS
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislain de CONINCK
Paul GHILS

Published by/Publié par:

Associations (UAI)
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and

rue Washington 40,
1050 Bruxelles (Belgium)
Tel (02) 640 1808-
6404109
Fax(322) 646 05 25
Email: uia@uia.be

Editeur responsable:
Jacques Raeymaeckers
rue Washington 40
1050 Bruxelles (Belgique)
Tél. (02)640 1808-
64041 09
Télécopie: (322) 646 05 25

Subscription rate:
BF 1.300, or equivalent per
year (6 issues) + postage BF
270.

Abonnement: BF 1.300 ou
équivalent, par an (6
numéros) + Frais de port
BF 270.

Method of payment:
Mode de paiement à
utiliser:

Bruxelles: Compte chèque
postal n° 000-003469970 ou
Compte n° 210-0508283-55
à la Générale de Banque, 253,
avenue Louise, 1050
Bruxelles.

London: Account n°
04552334, National
Westminster Bank Ltd,
21 Lombard Street.

Genève: Compte courant
n° 472.043.30 Q à l'Union
des Banques suisses.

Paris: par virement compte
n° 545150-04200 au Crédit
du Nord, 6-8 boulevard
Haussmann, Paris 75009.

Copyright© 1996 by
Union of International
Associations. AM rights
reserved. No part of this
work may be reproduced or
copied in any form or by
any means-graphic,

including photocopying,
recording, taping or
information and retrieval
systems - without written
permission of the Secretary
General, Union of
International Associations.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

EXECUTIVE COUNCIL
CONSEIL

President:
Marcel Merle (France)
Professeur émérite
Université de Paris I

Vice-Présidents:
Anne Marie BOUTIN (France)
Conseiller maître
à la Cour des Comptes
Raymonde MARTINEAU
(Canada)

Chargée des relations avec
les ONG, Office européen
des Nations Unies
Turkia OULD DADDAH
(Mauritanie)
Directeur général de l'Institut
international des sciences

administratives

Trésorier général /
Treasurer General:
Paul E. HIERNAUX
(Belgique)
Président honoraire de

européennes
(EURO-CHAMBRES)

Secrétaire général /
Secretary-General:
Jacques
RAEYMAECKERS
(Belgique)
Ambassadeur honoraire.

Membres / Members:
Nina BELYAEVA (Russia)
President
Interlegal Research Center
Mario BETTATI (France)
Professeur à l'Université
de Paris 2
Paul CARON (Suisse)
Expert financier
Christian DELAET
(Canada)
President, Development,
Alternatives, Montréal.
André DE SCHUTTER
(Belgique)
Président de la Fédération des
associations internationales
établies en Belgique (FAIB)

Philip EVERTS
(Netherlands)
Professor, Instituut voor
Internationale Studiën
Frits HONDIUS
(Netherlands)
Chief Trustee
Europhil.
George KIBEDI (Canada)
President, Educational
Society
Georges MALEMPRE
(Belgique)
Directeur du
Cabinet du directeur général
UNESCO.
Andrew E. RICE (USA)
Consultant; Former Deputy,
Society for International
Development
Cyril RITCHIE (Ireland)
President, Federation of
Semi-Official and Private
International Institutions
Established in Geneva (FIG)
Egon SLOPIANKA
(Allemagne)
Ancien secrétaire général de
l'Alliance européenne des
UCJG-YMCA(S(EAY)).
Gianni TIBALDI (Italie)
Professeur, Università di
Padova, SIOI-Palazzo Reale.
August VANISTENDAEL
(Belgique)
Ministre d'Etat

REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES DE
L'UAI
REPRESENTATIVES
Organisation des Nations
Unies:
New York: Andrew RICE
Genève: Cyril RITCHIE
Paris: Maryvonne
STEPHAN

